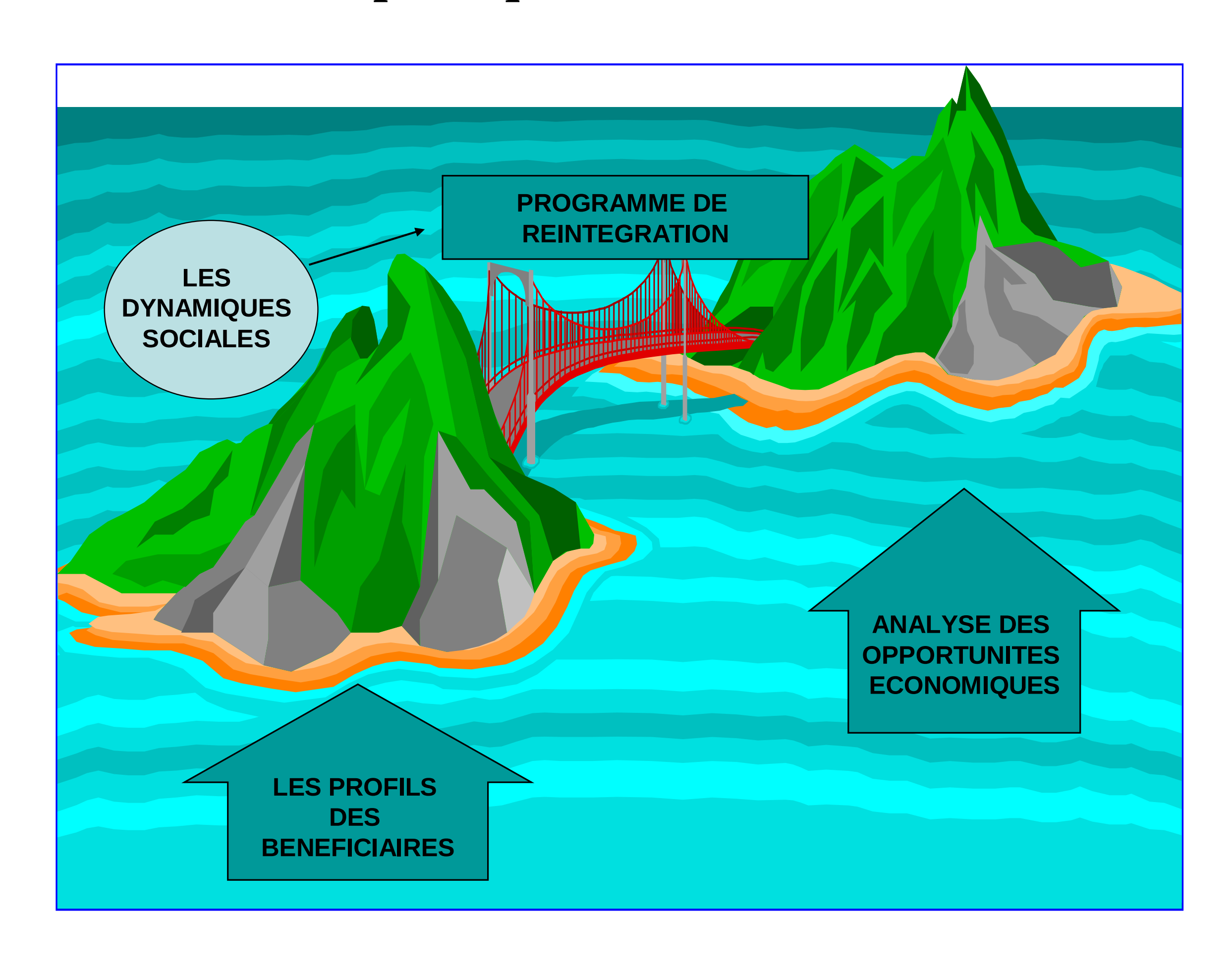
RAPPORT DE SYNTHÈSE

Étude Socio-économique dans l'Ouham-pendé, l'Ouham, la Nana-gribizi et la Vakaga en République Centrafricaine



Mai 2010



Transition International

Remerciements

Transition International tient à remercier les personnes ci-dessous pour leur engagement et le travail fourni lors de l'élaboration de cette étude. Nous avons tous appris que, même s'il est crucial d'entreprendre ce genre de travail d'évaluations avant de planifier tous les programmes de réinsertion et de réintégration qui soient spécifiques au contexte, il se pose des défis énormes liés à la collecte des données de terrain avant le désarmement et la démobilisation des combattants. Les défis politiques, logistiques, mais surtout sécuritaires, ont exercé une pression démesurée sur l'équipe de recherche, et leur impressionnant engagement jusqu'au dernier jour est hautement apprécié.

J'espère que les résultats de cette étude seront d'une grande utilité pour le Comité de Pilotage du programme de DDR en République Centrafricaine lorsqu'il voudra mettre en place un programme efficace de réinsertion et de réintégration qui soit à la hauteur des besoins et des ambitions des combattants, combattantes, mais aussi à celle des communautés où ceux-ci sont appelés à vivre.

Je voudrais, par ailleurs, remercier le PNUD, instigatrice de cette étude, pour sa souplesse et son soutien à l'équipe sur le terrain. En outre, dans le cadre de cette étude, des liens de partenariat ont été tissés avec la FAO et l'UNICEF, et nous tenons à remercier le personnel de ces agences pour sa précieuse contribution. Transition international voudrait surtout exprimer sa gratitude à son partenaire, le Conseil Danois pour les Refugiés (DRC) qui a organisé toute la logistique, y compris la mise en place des conditions sécuritaires favorables au déroulement des missions de terrain.

Enfin, nous tenons à remercier toutes les personnes qui, de loin ou de près, ont contribué à la réussite de cette étude, en particulier, certains membres du Comité de Pilotage qui ont facilité l'accès aux groupes des combattants.

Irma Specht
Directrice de Transition International
Landgraaf, Netherlands

Table des matières

Acronymes et sigles 3

Résumé exécutif 5

Chapitre 1 : Introduction 9

Chapitre 2 : Profils des combattants 20

Chapitre 3: La dynamique du Genre 27

Chapitre 4 : Attitudes de la communauté envers les combattants 31

Chapitre 5 : Opportunités économiques 34

Chapitre 6 : Quantité et qualité des Services existants 340

Chapitre 7 : Conclusions 47

Chapitre 8 : Recommandations pour une réintégration durable 52

Bibliographie 56

Annexe A : Liste des personnes contactées 60

Annexe B : Méthodologie 68

Annexe C : Exemples de microprojets possibles et les coûts d'investissement 73

Annexe D : Les opportunités économiques 78

Annexe E : Les services d'appui 86

Acronymes et sigles

ACDA : Agence Centrafricaine de Développement Agricole
ACTED : Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
AGR : Activité Génératrice de Revenus
ANDE : Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage
APILOD : Association pour la Promotion et l'Appui aux Initiatives locales de Développement
APGL : Accord de Paix Global de Libreville
APRD : Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie
ARV-TB : Antirétroviraux-Tuberculose
BINUCA : Bureau Intégré des Nations Unies en République Centrafricaine
BONUCA : Bureau des Nations-Unies en Centrafrique
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFPP : Centre de Formation Pratique et Professionnelle
CMCA : Crédit Mutuelle de Centrafrique
COOPI : Cooperazione Internazionale
CPJP : Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix
CREF : Centres Ruraux d'Education et de Formation
CTO : Centre de Transit et d'Orientation
CTV : Conseillers Techniques Villageois
DDR : Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DRC : Conseil Danois pour les Refugiés (Danish Refugee Council)
EC : Ecoles Communautaires
EMF : Etablissement de Micro-Finance
FACA : Forces Armées Centrafricaines
FAO : Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Food and Agriculture Organisation)
FDC : Front Démocratique Centrafricain
FDPC : Front Démocratique pour le Peuple Centrafricain
FED : Fonds Européen de Développement
FPR : Front Populaire pour le Redressement
GAPLC : Groupe d'Action Patriotique pour la Libération de la Centrafrique
HDPT : Equipe de Partenariat Humanitaire et de Développement (Humanitarian and Development Partnership Team)
HIMO : Haute Intensité de Main-d'Œuvre
HRW : Human Rights Watch
HUSACA : Société des Huileries et de Savonnerie de Centrafrique
ICASEES : Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales
IMC : International Medical Corps
IRC : International Rescue Committee
LRA : Lord Resistance Army
ONG : Organisation Non-Gouvernementale
MICOPAX : Mission de Consolidation de la Paix en Centrafrique
MINURCAT : Mission des Nations-Unies en République Centrafricaine et au Tchad
MLCJ : Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice
OCHA : Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PDF : Popular Defence Force
PGA : Prime Globale d'Alimentation
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PRAC : Projet de Réinsertion des Ex-combattants et d'Appui aux Communautés
PSPD : Projet de Sécurité pour le Développement
RCA : République Centrafricaine
RDC : République Démocratique du Congo
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RSS : Réforme du Secteur de la Sécurité
SFAC : Société Financière Africaine de Crédit
SGBV : Violence Sexuelle et Sexiste (Sexual and Gender-Based Violence)
TI : Transition International
UA : Union Africaine
UPDF : Force de Défense du Peuple Ougandais (Uganda People's Defence Forces)
UE : Union Européenne
UFDR : Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement
UFR : Union des Forces Républicaines
UNESCO : Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation)
UNHCR : Haut Commissariat des Nations-Unies aux Refugiés (United Nations High Commissioner for Refugees)
UNICEF : Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance
VCA : Vivres Contre Agriculture
VCF : Vivres Contre Formation
VCT : Vivres Contre Travail
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise
WAAFG : Femmes associées aux Forces et Groupes Armés (Women Associated with Armed Forces and Groups)

Résumé Exécutif

Suite à l'Accord de Paix Global de Libreville (APGL), les parties signataires ont décidé d'élaborer un programme de désarmement, démobilisation et réintegration (DDR) dans le cadre du processus de paix en République Centrafricaine (RCA). Dans le Document-Cadre et le Document Projet du DDR, il a été retenu, comme préalable, la réalisation d'une étude socio-économique dans les zones du Nord affectées par les conflits armés. Le programme DDR est mis en application par le Comité du Pilotage, avec le soutien technique du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). Cette étude a été faite dans le cadre de ce soutien technique offert par le PNUD.

Ce rapport porte sur cette étude socio-économique qui servira de base pour la conception d'un programme et d'une stratégie de réintégration spécifiques au contexte du DDR en RCA.

Essentiellement, l'étude couvre les cinq volets (5) suivants :

1) Le profil des combattants (qualitatif seulement);
2) Les opportunités économiques pour la réintégration dans la zone concernée;
3) La disponibilité des services d'appui;
4) Les attitudes de la communauté d'accueil envers la réintégration des combattants, et;
5) La dynamique du genre dans le processus de réintégration.

La situation sécuritaire

La situation sécuritaire reste très préoccupante pour l'ensemble des régions du Nord. Il y a d'abord les groupes armés nationaux signataires de l'APGL qui attendent d'être démobilisés et réintégrés (APRD, UFDR, UFR, MLCJ, et dans une moindre mesure le FDPC dont le leader Miskine a déclaré les différents accords de paix caducs), et les groupes non signataires de l'APGL comme la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP). Il existe aussi les coupeurs de route (zaraguinas), les groupes rebelles Tchadiens, les éleveurs transhumants et les miliciens venant des zones de guerre voisines (Darfour) qui rendent complexe la configuration sécuritaire. L'Armée Nationale (FACA), a très peu d'emprise sur le territoire national, ce qui fait qu'elle ne peut pas assurer la sécurité des populations.

La situation actuelle de l'économie locale

La majorité des habitants des zones du Nord vivent d'une agriculture de subsistance, y compris l'élevage, la pêche et la chasse, et la production est principalement destinée à l'autoconsommation. Tous les secteurs ont énormément souffert de presqu'une décennie de guerre et d'insécurité.

Il y a des différences au niveau des productions du secteur primaire entre les préfectures. Par exemple, on distingue l'ancienne zone de coton qui s'étend de l'Ouham-pendé à la Nana-gribizi en passant par l'Ouham. Ce secteur fut un véritable moteur de développement à l'époque. Dans la Vakaga, on trouve beaucoup de zones naturelles protégées, qui furent un pôle d'attraction pour le tourisme, mais qui, aujourd'hui, ont pratiquement disparu. La majorité des habitants des zones du Nord vivent d'une agriculture de survie, y compris l'élevage, la pêche et la chasse, et la production est principalement destinée à l'autoconsommation.

Dans le Nord-ouest (Ouham et Ouham-pendé), les cultures vivrières sont composées du manioc, du mil, du sorgho, du petit mil, du maïs, de l'igname, du pois de terre, de la patate douce, de l'arachide, du sésame et du haricot. Dans la Vakaga, les cultures les plus répandues sont le mil, le sorgho, l'arachide, le sésame, le maïs et le manioc. L'élevage comprend principalement des petits ruminants, puisque la majorité du cheptel bovin national a été soit pillé, soit appauvri par la fuite des éleveurs vers les pays limitrophes.

Le secteur secondaire n'existe quasiment pas, sauf une usine d'égrenage de coton à Bossangoa. L'artisanat est rudimentaire, surtout dans les villes et les grandes communes dans tout le Nord-ouest (mécanique, forge, maçonnerie, réparation de vélos et motos). A cause de la pénurie des pièces de rechange et des outils agricoles de fabrication industrielle, la mécanique et la forge sont en plein essor dans la zone, notamment avec la fabrication traditionnelle de charrues et autres matériels agricoles pour satisfaire la forte demande locale (forge). Le commerce est devenu une activité risquée à cause de l'insécurité (barrières dressées sur les routes et prolifération des groupes armés).

Profil des combattant(e)s

La rébellion en RCA est largement communautaire. Dans les mouvements armés étudiés, on trouve peu de combattantes (5,3% pour l'APRD, 2,2 % pour l'UFDR et 0,6 % pour le MLCJ) et entre 200 et 300 enfants soldats[1]. L'âge moyen des combattants est en dessous de 29 ans et le niveau moyen d'éducation est faible. A l'opposé des combattants de l'APRD dans l'Ouest, il apparait que les combattants de l'UFDR et ceux du MLCJ ont eu davantage accès à au moins une scolarité primaire complète. La majorité sont mariés avec une ou deux femmes et possèdent entre 1 et 6 enfants. Avant de rejoindre la rébellion, la plupart des combattants pratiquaient l'agriculture, mais beaucoup d'entre eux fréquentaient l'école. La majorité des combattants ont regagné les mouvements armés pour l'auto-défense et la vengeance des parents victimes des actes de guerre.

Pour l'avenir, la plupart souhaitent reprendre l'agriculture (y compris l'élevage) dans l'Ouham, l'Ouham-pendé et la Nana-gribizi, et dans la Vakaga, ils préfèrent surtout le commerce et la reprise des activités minières. Parmi tous les mouvements, environ un quart des combattants souhaite être intégré dans les Forces Armées Centrafricaines (FACA). Il ressort de l'enquête qu'un grand nombre de combattants veulent reprendre (ou commencer) leurs études, mais il s'agit généralement soit de personnes dont l'âge dépasse largement le niveau de la classe où ils pourraient s'inscrire, soit alors de gens qui n'ont jamais été à l'école.

Dynamique du Genre

Les combattantes sont parfois mal vues, parce que selon la communauté, elles font un métier destiné aux hommes. Des femmes associées aux groupes armés s'adonnent à des activités ménagères et semi-militaires (par exemple espionnage). La réintégration de ces femmes ne posera pas de problèmes sociaux parce qu'elles jouent surtout un rôle d'appui qui est réconciliable avec les rôles traditionnels dévolus à la femme.

---

[1] Nations Unies, *Secretary General's report on Children and Armed Conflict, 13 Avril 2010,* Conseil de Sécurité, A/64/742 – S/2010/181, 2010

Les violences sexuelles touchent beaucoup de femmes et de filles dans la région (une femme sur six environ est concernée[2]). Toutefois, il faut mentionner que les violences contres les femmes sont répandues au sein de la communauté au sens large en RCA, et que ce n'est pas un phénomène lié à la seule présence des groupes armés.
Vu que les femmes ont plus de charges que l'homme au sein de la famille, il est difficile pour elles de trouver un emploi rémunéré. Par ailleurs, pour une réelle participation des femmes à la réintégration, il importe de renforcer et d'élargir leurs possibilités afin qu'elles puissent pleinement contribuer au développement, au lieu de les confiner aux activités domestiques habituelles.

Attitude des communautés envers les combattants
Pour la réintégration des combattants, la population est préoccupée par une cohabitation qui peut s'averer difficile, à cause de l'impunité à l'égard des différentes exactions que ceux-ci ont commises sur les populations. Cependant, il est important de faire une distinction entre les zones du mouvement APRD et celles de l'UFDR et du MLCJ. Dans la Vakaga, en effet, les deux communautés respectives (Goula- UFDR et Kara et Rounga- MLCJ) sont solidaires avec les combattants, et elles ne posent pas de conditions pour la réintégration de leurs propres descendants. Finalement, les communautés souhaitent que des activités de réconciliation entre les combattants et les victimes soient organisées.

Opportunités économiques pour les combattants
Pour la réinsertion (court terme) des combattants, il est impératif de relancer l'agriculture de subsistance dans un premier temps en distribuant des semences et des matériaux agricoles. Le programme peut aussi lancer des activités génératrices de revenus immédiats dans le secteur du transport (moto-taxi) et du petit commerce.

Il est également souhaitable de considérer le lancement massif de projets à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) pour la reconstruction des infrastructures sociale et economique détruites. Une réfection des routes principales est une condition importante pour la relance du commerce, et il faudrait y introduire un système d'entretien et de sécurité routière. Il est également primordial de reconstruire les bureaux des services indispensables de l'Etat (postes de police et de gendarmerie, services agricoles et d'élevage, postes de santé et hôpitaux, écoles et marchés), afin de faire revenir l'Etat dans les zones sinistrées.

Pour une réintégration (long terme) durable, il faudrait redynamiser tous les secteurs économiques dans les zones sinistrées, c'est-à-dire l'agriculture (intensification de la culture attelée, transformation de produits, irrigation), l'élevage (amélioration des races, multiplication, petit élevage), la pêche, le secteur artisanal et les services (hôtellerie, restauration, transport, commerce). Tous les secteurs mentionnés dans le chapitre cinq offrent des opportunités d'emplois pour les combattants.

A cause des compétences et des expériences limitées des combattants, la formation professionnelle (technique et de gestion) répondant au marché local, ainsi que l'accès aux microfinances, sont cruciaux. Enfin, il est indispensable de développer les chaînes de production et de mettre en place une structure d'épargne et de crédit.

---

[2] http://hdptcar.net/blog/2008/02/22/over-15-percent-of-women-and-girls-subjected-to-sexual-violence-in-cars-crisis-zones/

Disponibilité des services d'appui
Comme on peut s'y attendre dans un contexte post-conflictuel, la plupart des services et structures de soutien sont dans un état de destruction et de délabrement. L'Etat est absent et les quelques services publics qui existent travaillent dans des conditions pénibles. Les seuls services que l'on rencontre sont les ceux de l'encadrement dans les secteurs de l'agriculture (ACDA), de l'élevage (ANDE) et des affaires sociales dans le Nord-ouest (Ouham, Ouham-pendé et Nana-gribizi). Dans le Nord-est (Vakaga), c'est le vide institutionnel. L'ACDA et l'ANDE sont aujourd'hui confrontées aux difficultés logistiques, au manque de financement et à la persistance de l'insécurité, qui réduisent fortement leurs capacités opérationnelles dans ces zones. Les secteurs de la santé et de l'éducation connaissent également d'énormes problèmes de fonctionnement. Du reste, il n'existe que deux centres de formation professionnelle dans tout le Nord (à Bozoum et à Ndowara- Kaga Bandoro).

En ce qui concerne les programmes de développement en cours, hormis certaines ONGs (DRC, COOPI, CARITAS, IRC, Premières Urgences, Solidarités), il n'y a que l'UE et certaines organisations des Nations-Unies (FAO, PNUD, UNICEF, UNHCR, PAM) qui exécutent ou ont exécuté des projets par le biais de partenaires. Il s'agit globalement de projets humanitaires d'urgence (fourniture de denrées alimentaires, agriculture, éducation et santé). Toutes ces organisations et le Gouvernement de la Centrafrique ont, cependant, d'importants projets pour l'avenir immédiat, pourvu que la stabilité et la sécurité reviennent. Néanmoins, on constate que peu de projets prennent en compte les combattants, excepté celui de la FAO financé par l'Union Européenne (distribution de kits agricoles et d'elevage aux combattants), ce qui peut compromettre le succès d'un futur programme de DDR.

Conditions à prendre en compte pour une réintégration durable
La relance de l'économie de base et la reconstruction et/ou réhabilitation des infrastructures sociales et celles de l'Etat qui ont été endommagées ou détruites sont impératives. L'État doit revenir dans les zones de guerre par le renforcement de ses structures.

Les économies locales ne peuvent pas être redynamisées sans les structures d'encadrement, notamment les structures publiques, privées et celles des ONG nationales et internationales. Toutefois, compte tenu du niveau de compétence des combattants, une formation soutenue, ainsi qu'une assitance pour le développement de micro-entreprises, sont nécessaires.

La condition capitale pour la réussite d'un programme de réintegration est que la sécurité doit être rétablie par l'Etat pour que les civils puissent circuler librement. Si les problèmes sécuritaires continuent (barrières dressées sur les routes, zaraguinas, éleveurs transhumants, rebelles étrangers, exactions par les miliciens et la FACA), il est impossible pour les citoyens de reprendre les activités économiques normales. Un programme traditionnel de DDR n'a pas la capacité de changer la situation économique et sécuritaire. Il faut donc mettre en place des programmes de sécurité communautaire et de réforme du secteur de sécurité. Sans ces mesures, un programme DDR futur aurait peu d'impact sur la situation actuelle des populations et des combattants.

Chapitre 1 : Introduction

Historique

La République Centrafricaine (RCA), malgré ses potentialités naturelles immenses, demeure l'un des pays les plus démunis. Classée 179ème par le Rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)[3], la RCA enregistre un faible indice de développement humain avec un produit intérieur brut (PIB) réel par habitant de 223 Dollars en 2008, tandis que l'incidence de la pauvreté est de 62%. En d'autres termes, 2,6% des Centrafricains vivent au dessous du seuil de pauvreté[4], pendant que sur 10 d'entre eux, 4 souffrent de l'extrême pauvreté et de la faim[5].

Le taux d'analphabétisme est de 57,3% au niveau national tandis que le taux moyen de mortalité infantile, l'un des plus élevés comparé à ceux existant dans l'espace CEMAC, est de 132 pour mille. Quant au taux de mortalité maternelle, il est l'un des plus élevés au monde avec 1.355 pour 100.000 naissances vivantes (2003). La prévalence du VIH/SIDA qui est de 15% en 2002, plaçait la RCA au 9ème rang mondial et le pays le plus atteint en Afrique Centrale[6]. A quelques 5 ans de la date fixée pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), force est de constater qu'en dépit des avancées qui ont lieu grâce à une situation politique favorable depuis 2005, il sera impossible à la RCA d'atteindre ces objectifs à l'horizon 2015.

La raison principale en est l'instabilité politique qui s'est installée dans le pays depuis les années 90, et qui s'est traduite par des coups d'Etat et des rébellions armées à répétition dans le Nord. L'on estime à plus de 300 000 le nombre de Centrafricains qui ont été victimes des violences[7]. Toutefois, dans le souci d'apaiser le climat politique et social, plusieurs initiatives de paix furent entreprises, notamment les accords bilatéraux entre le Gouvernement et certains groupes politico-militaires, dans un premier temps et, dans un second temps, la signature de l'Accord de Paix Global le 21 juin 2008 a Libreville entre le Gouvernement et les principaux groupes rebelles opérant dans le Nord.

Justification et envergure de cette étude

Dans la perspective de mise en œuvre de cet accord, et surtout en vue de rétablir définitivement la sécurité et la paix, afin d'amorcer le développement dans les zones touchées par les conflits, tous les acteurs, y compris le Gouvernement, les mouvements politico-militaires ainsi que la communauté internationale, ont résolu de planifier et mettre en œuvre un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Ce rapport porte sur une étude socio-économique de base, qui cherche à identifier et décrire les opportunités socio-économiques existantes dans les futures zones de retour des combattants après leur désarmement et démobilisation[8].

---

[3] PNUD, Rapport sur le développement humain, 2009.

[4] PAM, Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA), *Rapport final,* République Centrafricaine, 2009.

[5] RCA, Rapport national sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), 2003-2015, 2004.

[6] http://www.cf.undp.org/omd.htm.

[7] Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine, 2009-2011, PBF, 2008.

[8] Integrated DDR standards, module 4.30, United Nations Inter-agency working group on DDR

Aussi l’étude présente-t-elle une esquisse des options de réinsertion et de réintégration pour les futurs démobilisés.

Ce rapport, qui est une synthèse des trois rapports intermédiaires, décrit dans les détails les conclusions des recherches dans les quatre préfectures étudiées: l’Ouham, l’Ouham-pendé, la Nana-gribizi et la Vakaga. L'étude sur laquelle ce rapport est basé a été réalisée entre novembre 2009 et mai 2010 par le cabinet de conseil, Transition International (TI). Les méthodes de recherche ont été, en grande partie, qualitatives (voire annexe B). La recherche s'est déroulée dans un environnement extrêmement insécurisé où l’equipe fut confrontée à de nombreux défis. La sélection des communautés et des combattants interviewés a été, dans une certaine mesure, limitée par ce climat d’insécurité. Pour plus de détails sur la méthodologie, veuillez vous référer à l'annexe B.

L’étude est scindée en trois (3) étapes et elle a consisté en la collecte de données qualitatives sur les cinq (5) volets suivants:

- Le profil des combattants (qualitatif seulement);
- Les besoins existants dans les communautés d’accueil et leur disposition à recevoir les combattants;
- Le rôle spécifique des femmes associées et femmes dans les communautés;
- Les opportunités économiques d’intégration dans les zones identifiées;
- L’identification des services existant dans les dites zones.

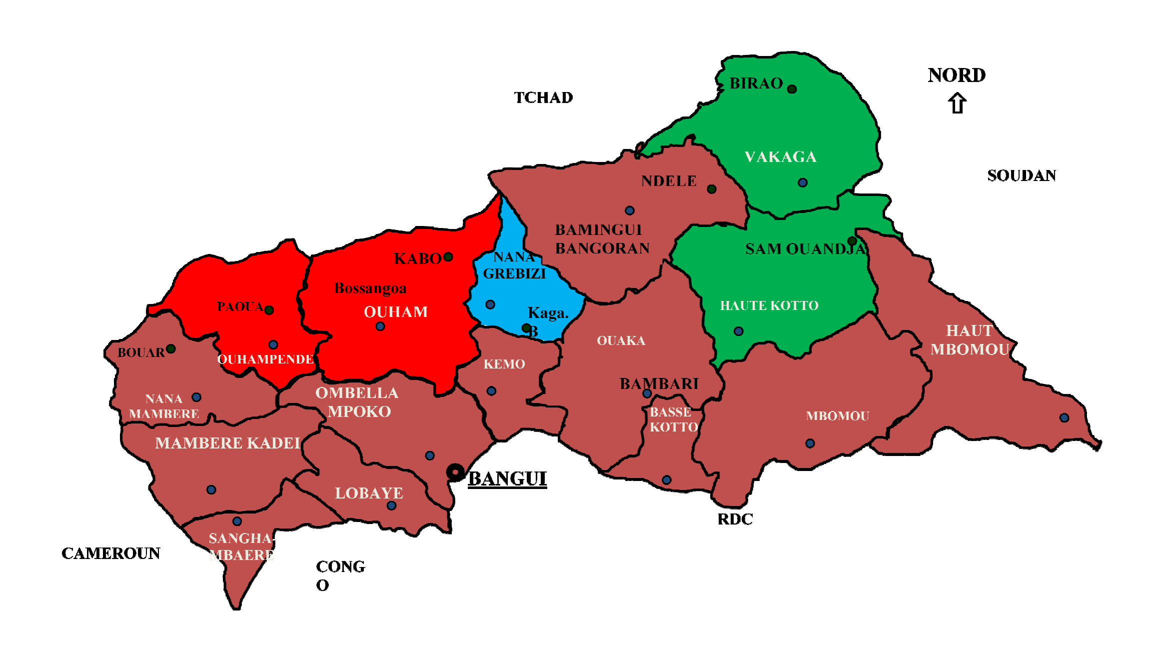


Figure 1: carte de la RCA

(rouge)	Zone d’étude de la première phase de l’étude dans l’Ouham-pendé et l’Ouham
(bleu)	Zone d’étude de la seconde phase de l’étude dans la Nana-gribizi
(vert)	Zone d’étude de la troisième phase de l’étude dans la Vakaga

La situation sécuritaire et politique
La République Centrafricaine (CAR) se situe au cœur d'une région profondément instable, secouée par une succession d'événements politiques parfois violents et caractérisée par des conflits entre différentes élites politico-militaires.

Le Soudan connaît encore une situation de guerre interne et la partie ouest du pays qui est le 'théâtre' de la guerre partage la même frontiere est avec la RCA. La guerre dans la région du Darfour, dans l'Ouest du Soudan a causé le depeuplement d'une partie de cette région et a provoqué un désastre humanitaire suite aux incursions de l'armée et de milices diverses (PDF et milices Janjawids). En outre, les ethnies d'éleveurs résidant dans le Sud-est du Soudan séjournent parfois dans la partie est de la RCA pour y effectuer la transhumance tandis que, parfois, des milices armées et des soldats rebelles y font des incursions pour piller les biens des populations sédentaires afin de se ravitailler.

Cette situation, déjà fortement préoccupante, est davantage compliquée par le contexte sécuritaire qui prévaut au Tchad, pays situé au Nord de la RCA. La conjoncture sécuritaire au Tchad est complexe à cause des multiples milices qui interviennent dans les zones Sud de ce pays. Le régime de Deby, actuellement au pouvoir, repose sur l'armée, principalement composée de soldats recrutés parmi différentes ethnies d'éleveurs, de la tribu des Zaghawa[9]. Ces ethnies d'éleveurs disposent, à leur tour, de milices armées qui atomisent, en quelque sorte, le pouvoir central. L'antagonisme entre le Nord et le Sud est actuellement à l'origine de violences entre agriculteurs Sara et éleveurs Arabes. En plus de cela, certaines tribus d'éleveurs Tchadiens seraient associées aux coupeurs de route qui opèrent en RCA[10]. En effet, beaucoup de paysans amalgament les éleveurs transhumants de passage vers le Sud de la RCA avec ces malfaiteurs, car ces éleveurs, en attirant les bandits connus sous l'appellation de 'zaraguinas', perturberaient une situation déjà très volatile à l'intérieur de la RCA.

La situation dans le Sud du Tchad a un impact direct sur toutes les préfectures étudiées. Dans la Nana-gribizi, en particulier, la présence du Front Populaire pour le Redressement (FPR) du général tchadien Baba Laddé a rendu la situation sécuritaire encore plus complexe. Baba Labbé s'oppose à la politique d'Idriss Deby, l'actuel président du Tchad. Malgré un arrêté gouvernemental d'expulsion le sommant de quitter immédiatement le territoire de la RCA, son mouvement est toujours présent dans ce pays, notamment à Grevaï, Kétéré et Gondava[11].

Dans la Vakaga, plusieurs groupes armés en provenance du Soudan interviennent dans le contexte local. Il s'agit des milices arabes, du mouvement rebelle d'origine Ougandaise, la 'Lord Resistance Army'(LRA) de Joseph Kony[12], de l'armée régulière

---

[9] Les Zaghawa, ou Zeghawa ou Zakhawa, mais qui se font appeler Beri, constituent un peuple d'Afrique qui se répartissent majoritairement entre le Darfour (Sud Soudan), le Tchad et minoritairement en Lybie et au Niger. Le Président Idriss Deby Itno est lui-même issu de la communauté Zakhawa. Dans le nord de la RCA, le nom 'Zakhawa' est devenu synonyme avec les éléments Tchadien qui ont aidé Bozizé à prendre le pouvoir en 2003

[10] Il s'agirait des Peuhl Anagamba, Oudah et Zakoula associés aux éléments Arabes : Interview Maires de Communes d'élevage et président des FERGEC à Bangui, 3 mars 2004.

[11] http://www.leconfident.net/FPR-RAMADAN-SUCCEDE-A-BABA-LADE_a4765.html.

[12] Joseph Kony, encore surnommé le Messie Sanglant, est le chef du groupe armé rebelle « l'Armée de Rsistance du Seigneur » qui opère entre l'Ouganda et le Soudan, avec pour intention affichée de

Ougandaise 'Uganda People's Defence Forces' (UPDF) à la poursuite du mouvement armé la LRA, surtout en Haute-kotto, et des miliciens Kara qui sont une tribu Centrafricaine vivant des deux côtés de la frontière avec le Soudan.

Au plan interne, depuis environ dix ans, la RCA est elle-même en proie à un cycle de crises sociopolitiques qui se sont le plus souvent soldées par des coups d'Etat et des rébellions. Néanmoins, depuis les élections du 13 mars 2005, la situation politique et militaire s'est sensiblement normalisée dans la capitale, Bangui, et ses environs. Cependant, plusieurs régions de l'arrière-pays, notamment les zones du Nord, connaissent des troubles importants. Depuis 2005, toute la zone est devenue le bastion de groupes rebelles. Ces mouvements protègent la population civile contre les bandits, les coupeurs de routes et les exactions des Forces armées centrafricaines (FACA), palliant ainsi l'absence ou la faible présence de l'autorité de l'Etat sur cette partie du territoire. La présence de ces groupes armés a très vite suscité une vive réaction de la part des FACA, particulièrement de la Garde Républicaine, qui cherchaient à éviter que de véritables rébellions se constituent dans cette partie du pays. Les attaques meurtrières en 2006 et 2007, en violation flagrante du droit international humanitaire (exécutions sommaires, viols, incendie des villages, pillages), ont entraîné une radicalisation de ces mouvements armés contre le régime de l'actuel Président Bozizé.

Dans les zones de la présente étude, il y a d' abord les cinq mouvements signataires de l'accord de Paix :

1) Acteurs politico-militaires signataires :
   - l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) ;
   - le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) ;
   - l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) ;
   - l'Union des Forces Républicaines (UFR) ;
   - le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ).
2) Acteurs politico-militaires non-signataires de l'Accord de Paix Global
   - la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP).
3) Autres groupes armés
   - les bandits armés, y compris les coupeurs de route appelés Zaraguinas ;
   - les éleveurs transhumants ;
   - les groupes d'auto-défense (comme les Karas) qui tentent de défendre certaines communautés contre cet amalgame d'acteurs armés ;
   - le Front Populaire pour le Redressement (FPR) du général tchadien Baba Laddé ;
   - la 'Lord Resistance Army' de Joseph Kony.

L'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) est née suite au coup d'Etat qui a porté le Président Bozizé au pouvoir en 2003. Certains membres de la Garde Présidentielle fidèles au président Patassé déchu vont se retirer dans le Nord-ouest, fief de ce dernier, pour se constituer en force armée d'opposition. Les élections générales de 2005 qui vont suivre ne changeront rien à la donne. Néanmoins, au fil du

---

rernverser le Président Ougandais Yuweri Museveni et d'installer un système de gouvernement basé sur les 10 Commandements bibliques. Ce mouvement qui a commencé ses activités dans le Nord de l'Ouganda en 1988, s'est progressivement eloigné de ses bases habituelles pour s'installer dans l'extrême nord-est de la République Democratique du Congo (RDC) en 2005 et en Centrafrique à partir de 2008.

temps, eu égard à l'insécurité grandissante causée par les coupeurs de route, les FACA, les Zakhawas et les braconniers, la mission de ce mouvement armé s'est élargie pour s'étendre à la protection des populations et de leurs biens. Le mouvement s'etend sur les Préfectures de l'Ouham-pendé, l'Ouham et de la Nana-gribizi [13]. L'APRD est considérée comme le mouvement armé le plus large de la RCA. Ses représentants ont déclaré qu'il compte environ cinq mille combattants[14].

Le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC), est aussi actif dans le Nord-ouest du pays (Ouham), plus exactement entre Kabo et la frontière tchadienne. Le FDPC, comme l'APRD, a vu le jour au lendemain des consultations électorales de 2005 qui ont évincé le président Patassé du pouvoir par un putsch organisé par M. Bozizé. A ce temps-là, le colonel Abdoulaye Miskine, ancien homme de main de M. Patassé, aidé de certains éléments dissidents, avait pris ses quartiers dans la partie Nord-ouest de la RCA, dans les zones de Batangafo, Kabo et Sido, fief clanique de M. Patassé[15]**.** Plus tard, celui-ci se refugia en Lybie, d'où il menait ses opérations contre les FACA avant de s'engager dans des négociations avec le gouvernement central [16]. Neanmoins, quoique signataire de l'APGL[17], le FDPC ne parafera l'acte final de l'accord que le 03 juillet 2009 à Syrte en marge du Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine (UA). Suite à cet accord, certains éléments du mouvement retourneront à Bangui en vue de se joindre au processus de paix en cours. Toutefois, depuis le mois de septembre 2009, le mouvement est en proie à des crises internes qui ont conduit certains de ses éléments, plus modérés, à se détacher de leur leader M. Miskine lorsqu'il déclara caducs les accords signés avec le Gouvernement parce que le Gouvernement de la RCA n'aurait pas tenu ses promesses envers le mouvement[18]. (BONUCA, 2009).

L'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) était au début composé de trois groupes rebelles distincts, à savoir le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ), dirigé par Abakar Sabone, porte-parole et chef de la sécurité; le Groupe d'Action Patriotique pour la Libération de la Centrafrique (GAPLC), dirigé par Michel Djotodia, aujourd'hui président de l'UFDR; et le Front Démocratique Centrafricain (FDC), dirigé par Justin Hassan, ancien major dans la

---

[13] Le mouvement armé APRD est plus precisément localisé dans le nord-ouest de la préfecture de l'Ouham-pendé et dans une partie du nord de l'Ouham, et aussi dans la Nana-gribizi.

[14] M. Jean-Jacques Démafouth est le représentant de l'APRD au sein du Comité de Pilotage du DDR.

[15] Abdoulaye Miskine, de son vrai nom Martin Koumtamadji, travaillait alors pour une société de sécurité créée par le chauffeur de M. Patassé et qui lors des événements de 2003 a prêté main forte à la Garde Présidentielle de M. Patassé.

[16] Sous la pression de la communauté internationale, y compris la Lybie, le pays hôte du colonel Miskine, deux accords seront successivement signés en vue de la cessation des hostilités, mais ces accords ne seront pas respectés. Le premier accord, dit Accord de Syrte, sera conclu entre ce mouvement et le Gouvernement Centrafricain le 02 février 2007 sous le parrainage du Colonel Mohammar Khadaffi. Par la suite, les conclusions de cet accord qui devaient *entrer en vigueur dès sa signature*, ont peu ou prou été respectées, ce qui a conduit à la signature de l'Accord de Paix Global. Selon le Document de Projet du DDR en RCA, le FDPC est fort de 279 éléments.

[17] L'Accord de Paix Global du 21 juin 2008 qui a été signé entre le Gouvernement centrafricain et l'APRD, le FDPC et l'UFDR prolonge et renforce les dispositions de l'Accord de Syrte du 02 février 2007 avec le DDR comme un de ses piliers essentiels. La signature de ces accords n'a pas empêché le FDPC de lancer de fréquentes offensives contre les FACA (cf. Bulletin 104 | 13 –20/04/09 | Humanitarian and Development Partnership Team | RCA, 13 -20 avril 2009)

[18]L'aile modérée est conduite par M. Christophe Gazam Betty, ancien Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, et ancien Ambassadeur de la République Centrafricaine auprès de la République Populaire de Chine.

garde présidentielle de M. Patassé et aujourd'hui chef des opérations militaires de l'UFDR.
La rébellion de l'UFDR trouve son origine dans la profonde marginalisation du Nord-est de la RCA, qui est une zone pratiquement coupée du reste du pays et presque non développée. Les éléments du groupe ethnique Goula, dont beaucoup ont reçu une formation militaire dans le cadre des campagnes de lutte contre le braconnage, sont au cœur de l'insurrection armée. Ils invoquent comme principaux griefs les tensions avec les nomades soudanais, les violations des droits humains commises par les FACA, en réponse à l'activité militaire des rebelles tchadiens basés dans le Nord-est, la discrimination dont souffre leur communauté ainsi que le détournement par le Gouvernement Centrafricain des fonds de compensation versés par son homologue soudanais, suite aux affrontements provoqués par les bergers soudanais en 2002[19].

Le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) est un groupe armé créé à partir du Bénin par Abakar Sabone, ex-libérateur[20] qui s'est évadé de prison au Tchad pour se refugier dans ce pays. En mars 2003, le Président Bozizé a pu prendre le pouvoir grâce à certains soldats déserteurs de l'armée nationale et des rebelles tchadiens connus sous le nom de Libérateurs. Ce sont ces Libérateurs qui, mécontents d'avoir été négligés par le pouvoir de Bangui, vont soit rejoindre les groupes rebelles naissants dans le Nord-est du pays, soit se mettre ensemble pour former le MLCJ[21]. Il est plus actif dans la zone de Birao, et l'on estime sa force à environ cinq cents éléments[22].

Dans tout le pays, il y a le phénomène des coupeurs de route communément appelés zaraguinas, qui ont pu également profiter de la faible présence de l'Etat dans l'arrière-pays pour mener leurs activités criminelles en toute impunité. L'impact de ces actes de banditisme est énorme : perte de vies humaines, destruction des maisons, vols des biens, rançonnage des éleveurs suite aux prises d'otages de leurs enfants, attaques contre les commerçants et, de façon générale, rupture de la vie économique et sociale des zones du Nord.

Dans l'Ouham et l'Ouham-pendé où un grand nombre de combattants de l'APRD sont mobilisés, une incapacité à résoudre ce problème pourrait facilement conduire à la remobilisation de ces combattants et groupes d'auto-défense.
Enfin, les groupes d'auto-défense viennent compléter le tableau de la situation sécuritaire. En effet, l'incapacité de l'Etat à protéger ses populations du Nord combinée aux exactions tant des forces armées régulières que des coupeurs de route ont contribué à la mise sur pied de groupes d'auto-défense.
A la frontière nord-ouest, precisément à Bouca et à Kaga-Bandoro, l'on trouve les Anti-balaka et les Archers[23].

---

[19] L'UFDR qui est également signataire de l'Accord de Paix Global est représenté au Comité de Pilotage du DDR par Achimène Selemane.
[20] Dans le contexte de la RCA, un Libérateur est assimilé
[21] Cependant, plusieurs partisans interrogés ont déclaré qu'ils avaient rejoint ce mouvement en réponse à des tensions inter ethniques entre les Goula (appartenant au mouvement UFDR) et leur propre groupe ethnique les Rounga.
[22] M. Abacar Sabone était le représentant de ce mouvement au sein du Comité de Pilotage de DDR avant de se faire remplacer par M. Adoum Rakiss.
[23] Balaka veut dire sabre ou machette en langue locale Mandja, alors les Anti-balaka sont littéralement ceux qui sont invulnérables au sabre ou à la machette.

Dans la Nana-gribizi, certains civils, soutenus logistiquement par les FACA et financièrement par le Gouvernement, se sont récemment constitués en groupes d'autodéfense, pour se défendre contre les exactions commises par les bandits, les coupeurs de route, mais aussi contre l'APRD.
Dans la Vakaga, l'on trouve principalement les miliciens Kara, mais aussi de petits groupes d'autodéfense ou de particuliers armés. Il existe un système de «prestation de service de sécurité non-traditionnelle», selon lequel les Kara fournissent des escortes armées aux commerçants qui paient pour leur protection lors du passage sur l'axe Am Dafok-Birao.

L'armée nationale ne semble pas être en mesure de pouvoir mettre fin à cette situation anarchique. D'abord, elle ne dispose pas de moyens suffisants pour résoudre ces problèmes de sécurité, malgré l'appui matériel et technique de la France. Par ailleurs, elle est souvent contrainte de subvenir à ses propres besoins en s'appuyant matériellement sur les populations qu'elle est censée protéger contre les exactions d'autrui[24]. En même temps, il ne semble pas exister une stratégie cohérente en matière de répression du banditisme, dans la mesure où l'armée semble se contenter du contrôle des routes et des zones à fortes concentrations de populations, puisqu'elle est scindée en unités qui protègent les villes et les endroits routiers stratégiques. Actuellement, les institutions de tutelle telles que les Préfectures et les Sous- préfectures ne sont pas en mesure d'administrer effectivement les territoires sous leurs mandats, faute de moyens de maintien de l'ordre efficace.

Par conséquent, l'Etat Centrafricain se caractérise par une maîtrise partielle de l'espace national, puisque les forces de sécurité ne contrôlent que temporairement les grands axes de circulation et quelques grandes communes et villes. Il s'agit donc d'une atomisation du pouvoir. En gros, la plupart des zones rurales échappent au contrôle de l'Etat et se sont transformées en 'espaces anarchiques d'opportunités' pour tous genres d'acteurs armés.

L'économie : la situation actuelle
Les préfectures étudiées sont toutes des zones à vocation agricole et d'élevage. Aujourd'hui, il faut dire que la majorité des habitants des zones du Nord vivent d'une agriculture de survie, car l'insécurité a causé la disparition des activités économiques commerciales. (Voir chapitre cinq pour les opportunités économiques pour la réintégration.)

Secteur primaire
L'agriculture repose sur deux types de cultures : les cultures vivrières consommées localement et les cultures de rente dont la production est quasiment exportée.
Dans le Nord-ouest, les cultures vivrières sont composées du manioc, du mil, du sorgho, du petit mil, du maïs, de l'igname, du pois de terre, de la patate douce, de l'arachide, du sésame et du haricot.
Dans le Nord-est, les cultures les plus répandues sont le mil, le sorgho, l'arachide, le sésame, le maïs et le manioc. La plupart de ces spéculations sont produites pour l'autoconsommation et l'excédent sert à la commercialisation. Les échanges

---

[24] Cette affirmation est soutenue par de nombreux interlocuteurs : agriculteurs et éleveurs, chefs de village, Maires, Sous-préfets et Préfets rencontrés.

commerciaux avec les régions diamantifères du Bamingui-bangoran et de la Haute-kotto d'une part, et avec le Soudan voisin d'autre part, sont basés sur ces produits.
Le coton est la seule culture de rente dans les préfectures de l'Ouham-pendé, l'Ouham et la Nana-gribizi. Le recul de la culture du coton fait partie des facteurs qui ont engendré la chute de la production des autres cultures. Pourtant, les gens continuent à cultiver le coton pour deux raisons :

1) le coton est vu comme un produit qui assure une certaine sécurité économique, malgré les problèmes expliqués ci-dessus.
2) la culture cotonnière permet de fertiliser le sol et, ainsi, de préparer le terrain pour les cultures vivrières.

C'est donc un produit d'une certaine importance, pour cette raison, il est nécessaire, pour le développement des autres cultures, de redévelopper la culture cotonnière.

Parallèlement au sous-secteur agricole, il y a *la culture maraîchère*. Ces cultures sont pratiquées dans les grandes villes et le long des cours d'eau qui alimentent ces villes. Ce sont le gombo, la tomate, le piment, le melon, le concombre, la laitue, le chou, la carotte, le haricot vert, l'oignon et les amarantes qui approvisionnent les marchés locaux.

Dans les préfectures de l'Ouham-pendé, l'Ouham et la Nana-gribizi, *la culture attelée* jadis prospère, est en régression depuis 2002-2003, en grande partie, à cause des événements politico-militaires qui ont secoué la zone au cours de cette période.
Dans la Nana-gribizi, l'on dénombrait 300 paires de bœufs avant la période d'insecurité, mais aujourd'hui, il y en a moins de 100 paires.

Pour le secteur de *l'élevage*, la production est composée de bovins (2.5 millions de têtes), d'ovins (250 000), de caprins (1.5 millions) et de porcins (300 000) ainsi que de volailles (3 millions). A cet effet, on distingue trois modes d'élevage: le système pastoral transhumant en saison sèche, le système transhumant en saison des pluies et l'élevage sédentaire.

Dans le Nord-ouest, les activités d'élevage ont également fortement baissé au cours de la période d'insécurité, mais il reste encore une forte demande pour les animaux et les produits d'élevage. Il vaudrait mieux indiquer que l'élevage du grand bétail est considéré comme une activité réservée aux pasteurs (les Peulhs Mbororos), et que, par conséquent, les agriculteurs qui manifestent un intérêt pour l'élevage font le plus souvent référence au petit bétail (agro-élevage).

Dans la Vakaga, l'existence d'une zone cynégétique protégée limite la pratique de l'élevage bovin sur une certaine superficie. Toutefois, des éleveurs soudanais défient fréquemment cette interdiction en faisant paître leurs animaux même dans les zones protégées.

La pêche est une activité importante dans la préfecture de la Nana-gribizi, plus particulièrement dans la sous-préfecture de Kaga-bandoro qui abrite un nombre restreint de groupements de pêcheurs organisés (6 associations avec en moyenne une quinzaine de membres par association). Elle est pratiquée saisonnièrement au niveau des rivières Nana, Bamingui et Gribingui. Le matériel de pêche utilisé se compose d'une pirogue, d'un hameçon et d'un filet à 3, 4 ou 5 crochets. Le produit des prises est

régulièrement vendu sur le marché local et à Bangui, et les prix varient entre 1500 FCFA le kg à 3.500 FCFA environ.
La pêche dans la Vakaga est pratiquée d'une manière artisanale et c'est une activité assez répandue. Les cours d'eau de la région abondent en poissons. Les produits issus de cette pêche sont peu transformés. On note juste le séchage au soleil, la salaison et la fumaison. Toutes ces opérations ont un seul but, celui d'assurer la conservation du poisson avec les "moyens du bord".

La chasse est une activité pratiquée dans les préfectures du Nord de la RCA. Dans la plupart des cas, il s'agit du braconnage, car la majorité de ces chasseurs ne sont pas autorisés à abattre les animaux. La zone de la Vakaga étant protégée, les abattages des animaux sont soumis à certaines conditions, mais à cause de la situation sécuritaire défavorable, cette réglementation n'est pas respectée. Les produits de la chasse subissent le même sort que ceux de la pêche.

Au-delà de l'agriculture, les populations de la Nana-gribizi pratiquent abondamment la cueillette du miel et de la cire. En 1985, *les apiculteurs* ont reçu l'appui financier du Fonds Européen de Développement (FED) et, à cette occasion, les paysans ont reçu des ruches modernes équipées pour la récolte. Dans l'ouest, le nord et le nord-est de la ville de Kaga-bandoro, 60% des ménages pratiquent l'association de l'agriculture et de l'apiculture. Des milliers de ruches artisanales sont construites à partir des écorces des essences forestières, et plus de 150.000 litres de miel et plus de 60 tonnes de cire sont produits chaque année dans la préfecture.
Dans la Vakaga, l'apiculture est également très répandue à cause du potentiel considérable, mais le miel produit ne trouve pas assez de preneurs sur place, ce qui décourage beaucoup les producteurs de cette denrée précieuse.

Secteur secondaire
Les secteurs secondaire et tertiaire sont quasi inexistants depuis les crises sociale et politique de 1996 qui ont conduit à la destruction et au pillage des quelques infrastructures de production.

Le secteur secondaire est représenté par *l'exploitation des ressources minières*, notamment l'or et le diamant. Néanmoins, depuis 2005, le pays a entreprit une vaste réforme en matière de sa politique minière de manière à soutenir tant financièrement que logistiquement les groupements, en vue de réglementer l'exploitation de ces richesses du sous-sol.
En ce qui concerne les préfectures dans cette étude, l'exploitation minière est une activité prédominante dans le Nord-est. Dans la Vakaga, plusieurs combattants interrogés avaient été impliqués dans les activités d'exploitation de mines de diamant (Haute-kotto et Bamingui-bangoran) avant de rejoindre les mouvements armés. Toutefois, les mines d'or sont aussi exploitées, dans une moindre mesure, par ceux qui vivent dans la Nana-gribizi, précisément dans la zone comprise entre cette préfecture, le Bamingui-bangoran et l'Ouham-pendé. Les principaux chantiers, Mumndi, Ngouteré et Sontiwane, se trouvent dans la Sous-préfecture de Bocaranga.

En général, *le travail artisanal* (mécanique, forge, maçonnerie, réparation de vélos et motos) est actuellement à un niveau relativement faible et semble être incapable de répondre à la demande. Il peut être amélioré par l'accès aux générateurs ou à l'électricité, à la fourniture d'outils et aux matières premières. Les artisans ont exprimé

leur souhait d’augmenter leur niveau de production ou d'activité, mais ils ne disposent pas de moyens financiers et n’ont pas accès à l’électricité pour leurs ambitions.
Dans la Vakaga, la pré-transformation artisanale de certaines denrées alimentaires est aussi à prendre en compte, mais les moyens font également défaut.

Secteur tertiaire
Le sous-secteur du *tourisme* demeure toujours anecdotique, dans la mesure où il manque de moyens et l’Etat n’arrive pas à y investir convenablement. A cette situation est venue s’ajouter l’insécurité qui règne dans les régions du Nord depuis 2005, où pourtant, sont situés les sites touristiques les plus prisés du pays[25].
Quant au transport, il concerne les déplacements à l’intérieur des villes. Il est assuré par les moto-taxis, tandis que le transport des marchandises et des personnes d’une ville à une autre est effectué par des camions et des camionnettes tout terrain.

Le commerce dans le Nord-ouest est pratiqué, pour la plupart, par les musulmans. Le commerce est souvent perçu par la population comme quelque chose qui est réservé aux musulmans. Dans la Vakaga, le commerce concerne les produits agricoles et les produits de première nécessité. Les grossistes achètent les produits des cultivateurs qu’ils stockent en attendant la période de pénurie alimentaire. Certains revendent ces produits sur place, tandis que d’autres les acheminent soit vers Bangui, soit vers les zones diamantifères, ou encore vers le Soudan. Il faut noter que le Tchad effectue aussi des échanges commerciaux avec la Vakaga. La situation des commerçants de la zone est devenue précaire à cause des bandits soudanais.

Modes de production
Dans le secteur secondaire, bien que le mode de travail pratiqué soit à prédominance individuelle, on pourrait envisager d’y introduire le mode de travail collectif, dans le but d’améliorer les conditions de travail, la productivité et l’organisation des exploitants miniers. Le mode d’organisation le plus utilisé dans le secteur tertiaire est le mode individuel. La quasi-totalité des acteurs de ce secteur tels que les commerçants, les fabricants de divers produits ainsi que les transformateurs de produits alimentaires opèrent individuellement. D’ailleurs, d’après les recommandations reçues auprès des participants à l’enquête, il semble que ce mode d’organisation est le mieux pour ce secteur. La raison majeure avancée est le manque de confiance dans les autres en matière de commerce.

Le mode d’organisation prédominant dans la Vakaga est la cellule familiale. Cette approche donne très peu d’ouverture au mode associatif, pourtant encouragé par l’Etat au travers des structures d’encadrement. Les groupements sont peu nombreux dans la région, à cause de la faible présence des structures comme l’ACDA.

Les services existants
Comme on peut s'y attendre dans un pays post-conflictuel, les services (économique et soutien aux activités économiques, éducation et formation, santé) sont dans un état de délabrement. Certains (ACDA et ANDE) continuent à fonctionner avec une capacité limitée, tandis que d'autres (centres de formation professionnelle) ont, pour la plupart,

[25] Le parc national du Manovo-Gounda Saint Floris, classé en 1988 par l’UNESCO comme patrimoine mondial, est situé dans la préfecture du Bamingui-bangoran qui est contrôlée par le groupe rebelle de la Convention des Patriotes pour Justice et la Paix (CPJP).

été détruits. Le chapitre 6 donne plus de détails sur les défis que pose le manque de services nécessaires pour la réintégration.

La situation sociale
La population centrafricaine est inégalement répartie sur le territoire national. 70% de la population vit sur un tiers du territoire.

Source : Profil de Pauvreté en Milieu Rural, RCA PNUD, 2006

Préfecture	Superficie (km²)	Population totale	Densité au km²	Population rurale
Ouham	50,350	369,220	7.3	77.9%
Ouham-pendé	32,000	430,506	13.5	87.5%
Nana-Gribizi	19,996	109,813	5.5	79%
Vakaga	46,500	52,255	1.1	88.5%

Du point de vue du capital humain, la République Centrafricaine est une population à dominance jeune. La structure pyramidale des âges indique qu'il y a 40.9% pour la catégorie de 0-14 ans inclus, tandis que celle de 15-64 ans inclus affiche 55%.

Au plan culturel, le pays est composé d'une multitude de groupes ethniques. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-03), il en compterait une centaine répartie en fonction des grands groupes suivants : Gbaya 33%, Banda 27%, Mandja 13%, Sara 10%, Mboum 7%, M'baka 4%, Yakoma 4%, autres 2%[26].
Toutefois, en dépit de cette diversité, le pays se divise en deux moitiés occupées par deux grands groupes tribaux, les Gbaya et les Banda, qui forment respectivement les 3/10ème et près du ¼ de cette population. A côté de ces grands groupes répertoriés, il existe des minorités socio-culturelles, à l'exemple des Mbororo, sous-population descendant des Peuls ou des Foulani, des Pygmées ou Bamenda et des refugiés.

Les grands groupes religieux se distinguent de la manière suivante : animistes 35%, Protestants 25%, Catholiques 25% et Musulmans 15%. Il est à noter que les trois formes de croyance sont associées à des pratiques animistes encore vivaces se révélant dans les pratiques thérapeutiques traditionnelles, de gestion des conflits internes à la communauté et dans le rapport à l'environnement naturel (tabous alimentaires, mythes, interdits, lieux sacrés, etc.).

[26] Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH)- 2003, 2005.

Chapitre 2 : Profils des combattants

L'étude à couvert trois des mouvements signataires de l'Accord de Paix Globale, à savoir l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD), l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) et le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ). Pour les besoins de l'analyse, l'on fait la distinction entre l'APRD Ouham/ Ouham-pendé et l'APRD Nana-gribizi.[27]

Ces données qualitatives fournissent des informations essentielles pour la planification du programme de DDR, mais elles devraient être plus exhaustives et quantitatives lors du processus de vérification et de démobilisation. L'équipe a eu des difficultés à avoir accès aux combattants, surtout aux femmes et aux enfants. (Voir annexe B pour la méthodologie.)

Données démographiques

Provenance des combattants

La rébellion en RCA est largement communautaire, c'est-à-dire qu'elle a pris naissance dans et vit dans la communauté. A ce titre, chaque membre de la communauté, selon son âge et ses moyens, est appelé à participer à la vie du mouvement.

L'APRD, créée depuis 2005, est largement basée dans la communauté d'où elle est issue. Elle est localisée dans une zone ininterrompue du nord-ouest de l'Ouham-pendé et de l'Ouham, au- dessus de l'axe Koui, Bocaranga, Paoua et Markounda. Les combattants du mouvement armé vivent dans des sites situés près des villages.
L'APRD de la Nana-gribizi est issue d'un mouvement de conquête militaire à partir de la zone de Paoua. Un groupe d'éléments gradés de l'APRD a, d'abord, conquis une partie de la Nana-gribizi, ensuite des combattants, en majorité, issus des villages où le mouvement s'est installé l'ont progressivement rejoint.

Pour l'UFDR, ses combattants sont tous des membres de l'ethnie Goula. Leur présence dans la commune de Ouandja, dans le sud de la Vakaga, est liée à l'accusation portée contre eux d'être les complices des exactions des rebelles soudanais ou tchadiens contre les populations. Nombreux sont les combattants de ce groupe armé qui proviennent des zones minières de Sam- Oundjia et de Bria et qui, plus tard, se sont repliés vers Tiringoulou et ses environs.

Le MLJC est composé des membres de l'ethnie Kara et Rounga. Ils sont des autochtones de la région de Birao. Selon les combattants interviewés, ils sont des natifs de la localité et vivent au sein de leurs propres familles.

Les hommes et les femmes dans les groupes armés

Dans les mouvements étudiés, l'équipe a rencontré peu de combattantes. Les chiffres basés sur les listes officielles révèlent un taux de 5,3% pour l'APRD dans son ensemble, 2,2 % pour l'UFDR et une minime proportion de 0,6 % pour le MLCJ[28]. Les données recueillies au cours de cette étude semblent tenir compte de ces chiffres, mais comme mentionné, l'accès aux femmes a été limité, il n'est donc pas possible de

---

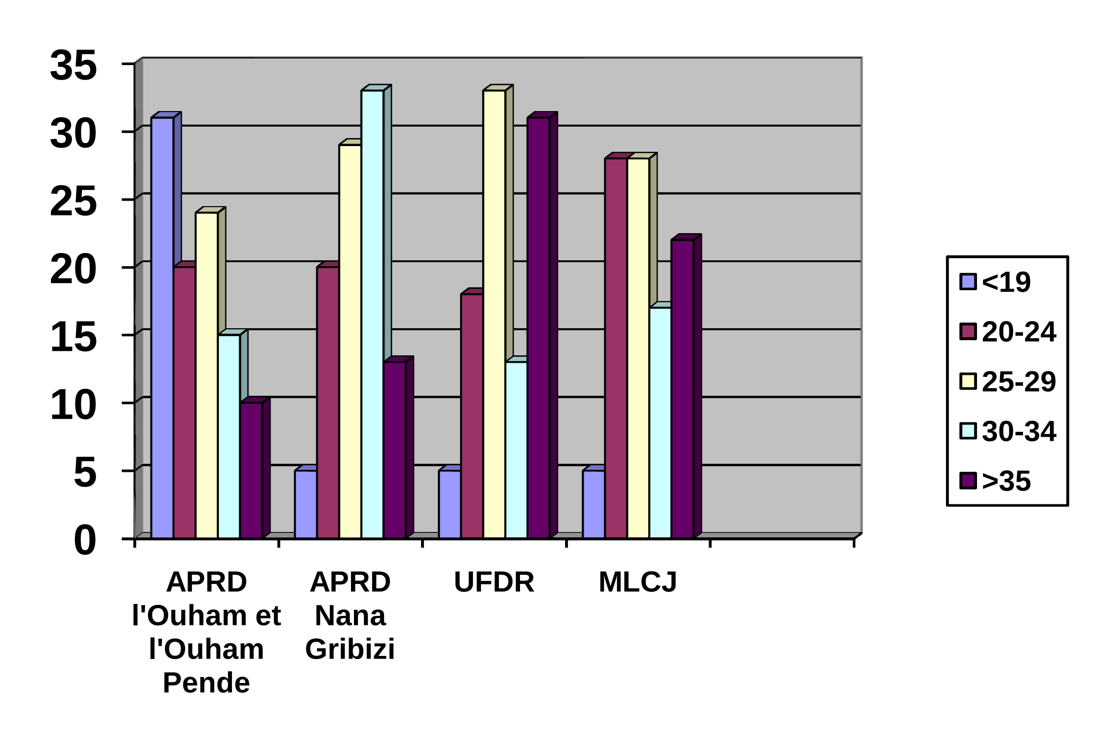
[27] L'échantillon des combattants interviewés est 261.

[28] Chiffres du PNUD-Bangui basés sur les listes officielles produites par les mouvements armés eux-mêmes, 2010.

vérifier l'exactitude de ces chiffres. L'équipe a constaté que dans les milieux islamiques de la Vakaga, où opèrent l'UFDR et le MLCJ, les femmes combattantes sont rares, mais qu'il y avait un grand nombre de femmes associées dans tous les mouvements. Toutefois, pendant l'enquête, il était extrêmement difficile d'avoir accès à ces femmes, car la tendance générale était de ne pas reconnaître leur existence.

L'âge des combattants

L'on s'aperçoit que l'âge moyen des combattants de l'APRD Ouham/Ouham-pendé (appelé APRD dans les diagrammes) est le plus bas, la moitié ayant moins de 24 ans. Par contre, l'APRD dans la Nana-gribizi (appelé APRD Nana) et surtout l'UFDR, ont des combattants plus âgés, presque la moitié a au-delà de 30 ans. On remarque également que l'âge de beaucoup de combattants se trouve dans la catégorie de 25 à 29 ans. Puisque les mouvements sont nés il y a environ cinq ans, cela démontre clairement qu'au moment de l'enrôlement, bon nombre de combattants étaient très jeunes.



La situation familiale

Le statut matrimonial est le mariage avec une ou deux femmes, et le nombre d'enfants par ménage varie de 1 à 6 enfants. Dans l'APRD-Ouham/Ouham-pendé, 28% ont plusieurs femmes et dans l'APRD-Nana-gribizi, la polygamie est assez répandue (42% ont deux femmes)[29]. Cependant, parmi les jeunes combattants, beaucoup sont encore célibataires (20% dans l'APRD- Ouham/Ouham-pendé).

Les enfants soldats

Le processus de démobilisation et de réinsertion des enfants combattants ont débuté et se poursuivent. Elles sont conduites par UNICEF et les ONG internationales (IRC, DRC, IMC), mais à une très petite échelle. Il faut souligner que depuis environ deux

[29] Les chiffres pour l'UFDR et le MLCJ ne sont pas disponibles.

années et demie, avec l'aide de l'UNICEF et du Conseil Danois pour les Refugiés (DRC), l'APRD a procédé à la démobilisation de 450 enfants soldats dans l'Ouham, alors même qu'environ 100 autres attendent d'être retirés du mouvement, mais, le nombre pourrait largement aller au-delà de ces chiffres. Certains chiffres font mention de 200 à 300 enfants soldats qui ne seraient pas encore désarmés. D'après une étude réalisée par l'UNICEF, en collaboration avec l'Université de Colombie aux Etats-Unis, 8 enfants soldats sur 10 ont été recrutés de force[30]. L'on estime que les enfants soldats constituent un tiers des combattants dans les groupes armés centrafricains. Il est aussi intéressant de mentionner qu'il y a environ 100 enfants soldats qui sont des Zaraguinas.[31]

Le système de réinsertion adopté par l'UNICEF via DRC est la réinsertion à base communautaire. Lorsque l'enfant est retiré du mouvement, il passe environ un sejour de un mois au Centre de Transit et d'Orientation (CTO) où des soins sanitaires et psychologiques lui sont prodigués. Pendant cette période, des recherches sont lancées en vue de retrouver ses parents. Une fois que ceux-ci sont retrouvés, l'enfant leur est rendu, et une assistance à court terme lui est fournie dans le cadre de sa réintégration.
Cependant, il y a des problèmes qui se posent aujourd'hui. Les enfants qui faisaient partie de ce processus ont exprimé leur volonté d'être impliqués dans le programme de DDR des adultes en cours, car ils estiment qu'«ils ont aussi droit » aux prestations du programme. Il a également été signalé que les familles de ces enfants ont exprimé leur colère contre l'APRD, parce que celle-ci a désarmé leurs enfants, et en le faisant, elle les a empêchés de bénéficier des avantages liés audit programme de DDR.

La vérification de l'âge du combattant est un défi très grand, parce que les actes de naissance et autres documents officiels d'identité ont été détruits. Lors des entrevues avec les combattants, leur notion du temps n'était pas très claire. L'âge au moment de l'enrôlement et la durée du service ne correspondent pas nécessairement à l'âge actuel du combattant. A ce propos, plusieurs d'entre eux étaient incertains sur leur âge. L'on soupçonne même qu'un nombre important de combattants interrogés ont pu être des enfants (moins de 18 ans) au moment du recrutement, mais cela était impossible à vérifier dans cette étude.

Dans tous les cas, plusieurs d'entre eux se trouvent dans la catégorie des jeunes (entre 15 et 24 ans[32]) et ont, par conséquent, besoin d'une attention particulière. Sans cet encadrement approprié, il y a de fortes chances que ces jeunes prennent de nouveau part aux conflits armés, comme c'est souvent le cas dans d'autres pays.

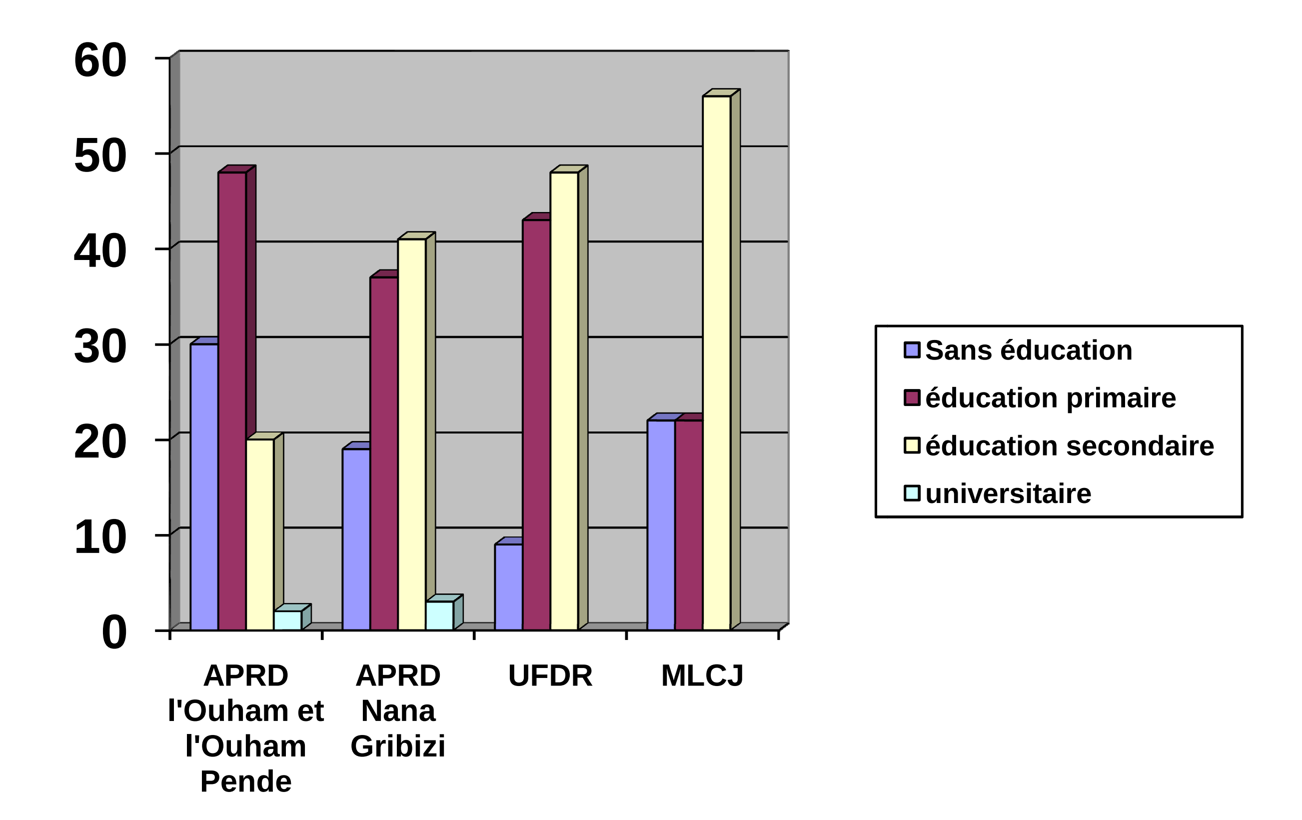
---

[30] Kathleen Myer, Alina Potts and Les Roberts, *Grave Violations of Children's Rights and Mortality in the Central African Republic, Results of a Nationwide Survey*, UNICEF and Columbia University, September 2009.
[31] Nations Unies, *Secretary General's report on Children and Armed Conflict, 13 Avril 2010,* Conseil de Sécurité, A/64/742 – S/2010/181, 2010.
[32] Integrated DDR standards, module 5.20, United Nations Inter-agency working Group on DDR

Niveau d'éducation et de compétence

Le niveau d'éducation des combattants

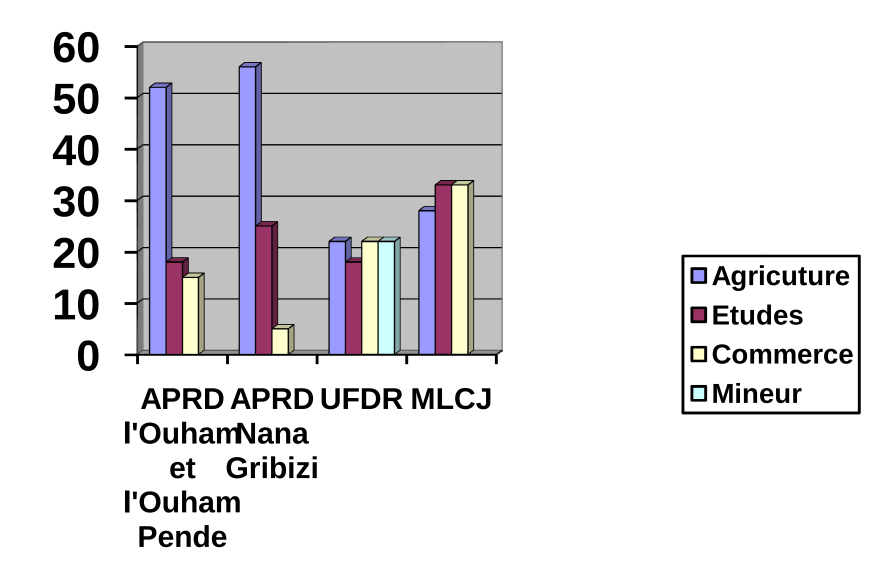
Le niveau d'éducation est généralement bas. Ceux qui sont dans la catégorie *éducation primaire* ont fait une ou plusieurs années à l'école primaire. Tous ceux qui se trouvent dans la catégorie *éducation secondaire* ont également fait une ou plusieurs années d'éducation secondaire. En effet, l'éducation secondaire signifie que le combattant a au moins terminé l'école primaire. Il y a très peu de combattants qui ont atteint le niveau universitaire. Cette situation reflète, évidemment, quelque peu le fait qu'il y a toujours beaucoup de jeunes dans les mouvements, et puisqu'un certain nombre d'entre eux souhaitent rejoindre l'école, le niveau moyen d'éducation est, par conséquent, susceptible de s'améliorer. Il est intéressant de voir qu'il y a un nombre élevé de combattants qui ont suivi ne serait-ce que quelques années d'éducation secondaire au sein de l'UFDR et du MLCJ. Par comparaison avec les combattants de l'APRD dans l'Ouest, il apparaît que les combattants de l'UFDR et ceux du MLCJ ont eu plus accès à au moins une scolarité primaire complète.



Les occupations des combattants avant de rejoindre les mouvements armés

Il ressort clairement que l'agriculture était l'activité la plus dominante pour les combattants avant leur entrée dans la rébellion. Le secteur agricole renferme l'agriculture vivrière, l'agriculture de rente, l'élevage ainsi que d'autres activités qui se font en association avec l'agriculture telles que le commerce ou le petit élevage. Beaucoup de combattants se disent élèves parce qu'ils étaient à l'école au moment où ils rejoignaient les mouvements armés. En outre, on observe l'importance relative du commerce dans la Vakaga et la présence de beaucoup de mineurs parmi les combattants de l'UFDR (creuseurs artisans) qui travaillaient dans les mines de diamant dans les préfectures avoisinantes de la Haute-kotto et du Bamingui-bangoran.

En guise de conclusion, nous constatons qu'en moyenne les combattants ont un niveau d'éducation assez bas et que la majorité est issue de la population agro-pastorale.

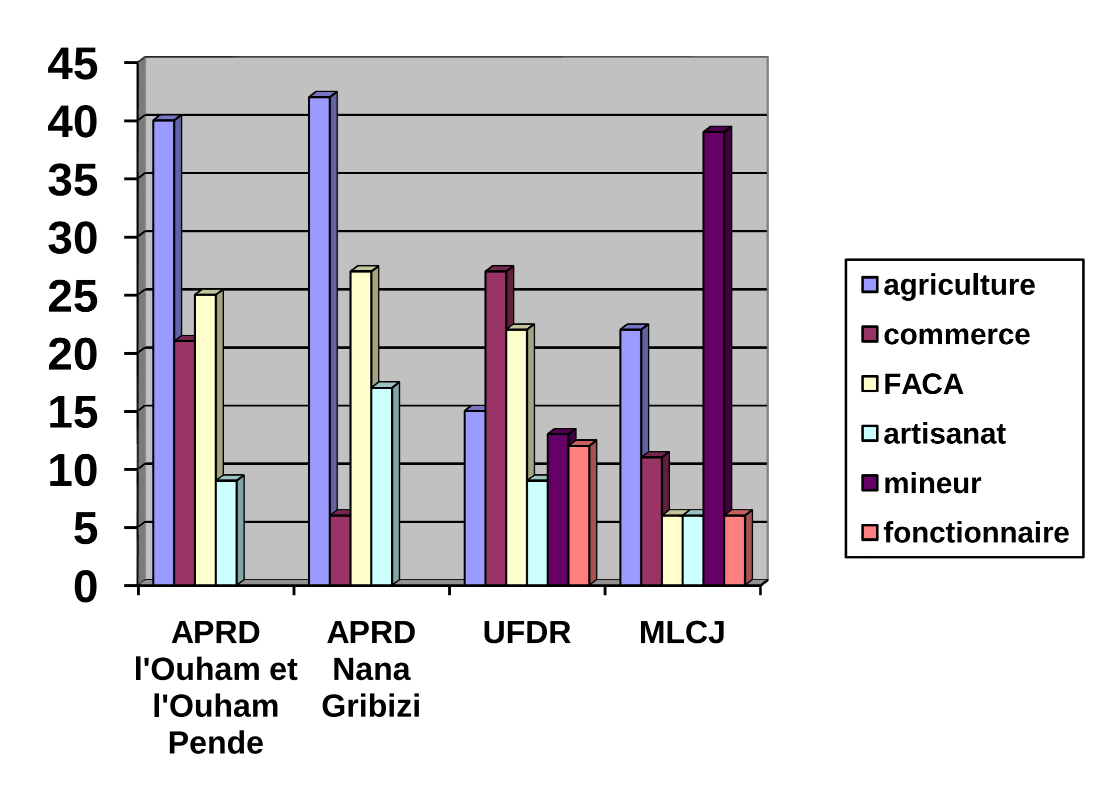


Profil des commandants et chefs des groupes politico-militaires
Les commandants de l'APRD ont parfois fréquenté le lycée. Certains, les plus gradés du mouvement, ont le plus souvent la volonté de poursuivre la formation militaire et souhaitent entrer dans les FACA tandis que les autres veulent être hommes d'affaires. Après avoir intégré l'armée, les commandants de l'APRD souhaitent être affectés dans leur communauté d'origine, afin d'assurer sa protection.

Les commandants des groupes politico-militaires de la Vakaga (UFDR et MLCJ) sont pour la plupart des civils qui ont reçu soit une formation militaire, soit qui ont été formés dans les unités responsables de la lutte anti-braconnage par les Américains et les Français. Du point de vue de leur niveau d'éducation, ils sont peu éduqués, car ils ont, en général, arrêté leur scolarité au niveau du lycée, donc ils sont sans diplôme. Ils étaient actifs dans différents domaines comme l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce, l'enseignement en tant que maîtres-parents, et la lutte anti-braconnage. Ils sont généralement âgés entre 30 et 45 ans, souvent polygames (2 à 4 femmes) avec plus de 5 enfants. Ils ont été choisis pour leur bravoure lors des combats et leur aptitude à diriger les hommes.

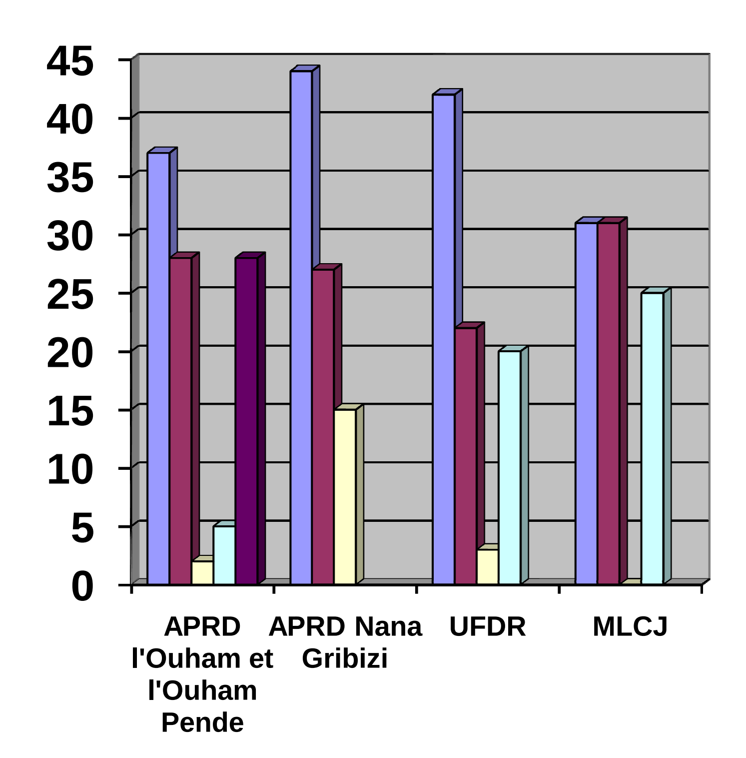
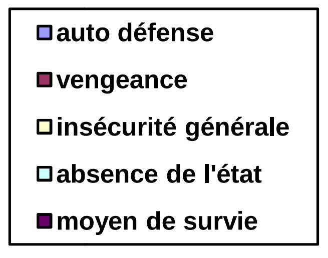
Les aspirations des combattants pour l'avenir
Lors des enquêtes, il s'est avéré que beaucoup de combattants souhaitaient faire un travail lié au domaine de la sécurité. A cause de la persistance de l'insécurité générale dans les zones de l'étude, la majorité des habitants souhaitent avant tout assurer la sécurité de leurs familles et de leurs biens.

Les ambitions des combattants
Le premier constat qui s'impose, ce sont les particularités régionales. Dans l'Ouham, l'Ouham-pendé et la Nana-gribizi, la majorité souhaitent reprendre l'agriculture (y compris l'élevage) tandis que dans la Vakaga, les combattants ont opté surtout pour le commerce et les activités minières. Le deuxième constat c'est que parmi tous les mouvements, environ un quart souhaite rejoindre les FACA, ce qui confirme les préoccupations sécuritaires des populations. On constate aussi l'importance non négligeable de l'artisanat dans la Nana-gribizi (17%). Finalement, un certain nombre de combattants dans la Vakaga souhaitent devenir fonctionnaires, c'est-à-dire représenter l'Etat dans une zone où il est présentement peu visible.



En fin de compte, l'on remarque que la plupart des combattants font apparemment preuve de réalisme dans leurs ambitions professionnelles, à cause des opportunités limitées qu'offre leur environnement. En même temps, les particularités des zones se dessinent: prédominance de l'agriculture dans le Nord-ouest et de l'agriculture de subsistance, du commerce et des activités minières dans le Nord-est.

Les raisons ayant motivé les ex-combattants à rejoindre la rébellion
La conclusion majeure est que la plupart des combattants ont rejoint les rangs des mouvements armés à cause d'un manque de protection efficace de la population par les forces de l'Etat central. En d'autres termes, ils ont rallié la rébellion pour prendre en mains leur propre défense. En outre, beaucoup d'entre eux soulèvent le problème de la vengeance des parents qui ont été victimes des actes de guerre ou de banditisme. Dans l'ensemble, les motifs cités sont les agressions des villages et l'assassinat de la population civile par des étrangers ou communautés ennemies. Certains ont soulevé d'autres raisons comme l'absence de travail et de sources de revenue dans la localité. Finalement, la situation de l'enclavement de la région à cause de la non-réhabilitation des routes et, généralement, l'absence de l'Etat, constituent un autre motif.


45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
APRD l'Ouham et l'Ouham Pende
APRD Nana Gribizi
UFDR
MLCJ

auto défense
vengeance
insécurité générale
absence de l'état
moyen de survie

Chapitre 3 : La dynamique du genre

En dépit de leurs multiples rôles dans les conflits armés, comme combattantes ou comme auxiliaires actives, les femmes sont généralement négligées quand il s'agit de DDR, et leurs besoins sont rarement pris en compte. C'est pour réagir contre cet état de choses que les Nations-Unies ont adopté la Résolution 1325 en 2000[33].
En général, les femmes sont appelées à jouer deux sortes de rôle dans les mouvements armés. Il y a, d'une part, celles qui détiennent une arme et participent directement aux combats et, d'autre part, celles dont le rôle de soutien se limite à l'exécution de certaines tâches civiles ou militaires (mais sans armes) comme l'espionnage.

Problématique spécifique des combattantes
Dans toutes les préfectures du Nord-ouest, (Ouham-pendé, Ouham et Nana-gribizi), il y a très peu de combattantes. D'après les chiffres officiels du PNUD, il y a 5.4 % de femmes au sein de l'APRD[34]. Il est, cependant, difficile de chiffrer le nombre des femmes associées, car il semble que celles qui figurent sur les listes sont seulement les vraies combattantes, alors même que les femmes associées font également partie du programme de DDR[35].

Des résultats des interviews faites dans la préfecture de la Vakaga, il ressort qu'il n'y a pas beaucoup de combattantes. Celles qui existent ne sont pas bien informées de leur statut, car la religion islamique a mis le sexe féminin à la marge de toutes les décisions et conversations de grandes envergures. Elles sont toutes analphabètes, ne savent ni lire ni écrire et souvent, elles ont abandonné leurs enfants en brousse ou au village. Celles qui ont été interrogées ont eu de graves blessures. Il faut aussi noter que les enquêtées ont peur de rentrer au village, elles préfèrent attendre le DDR dans la brousse.

Une telle attitude envers la femme combattante découle, en définitive, de la perception des rôles sociaux de la femme et de l'homme au sein de la société africaine en général. En Afrique, si l'image de la femme est associée à la douceur, la tranquillité et à la procréation, celle de l'homme est fondamentalement liée à certaines qualités comme la force physique[36]. De cette perception sexuée, découle tous les rôles et responsabilités assignés aux uns et aux autres.

Ainsi, dans la division du travail social, il appartient à l'homme d'effectuer les travaux les plus exigeants physiquement, y compris les activités guerrières, pendant que les travaux les moins durs sont réservés à la femme. Il est donc difficile de se faire à l'idée que la femme combattante ait pu changer au point de s'approprier un rôle qui, au départ, ne lui était pas destiné. Dans cette approche dichotomique des rôles réside toute la problématique de l'intégration et ou de la réintégration de la femme combattante dans sa communauté de retour.

---

[33] Conseil de Sécurité des Nations Unies, S/RES/1325, octobre 2000.
[34] Selon Monsieur Jean Jacques Démafouth, Président de l'APRD, les femmes combattantes représenteraient 10% de l'effectif de l'APRD. Le Colonel Waffio (commandant de Zone de l'APRD dans la Nana-gribizi), estime que les combattantes représenteraient 2% de l'effectif de l'APRD dans l'Ouham et l'Ouham-pendé.
[35] Integrated DDR standards, module 5.10, United Nations Inter-agency working group on DDR
[36] Christopher Dandeker, « Femmes combattantes » : problèmes et perspectives de l'intégration des femmes dans l'armée britannique, *Revue française de sociologie* 44-4, 2003, 735-758. En Afrique, il incombe principalement à l'homme de subvenir aux besoins de la famille.

Problématique spécifique des femmes associées aux groupes armés

En principe, la femme associée semble jouir d'une meilleure image, car au sens où ce terme est défini dans les instruments internationaux, elle joue surtout un rôle d'appui qui est réconciliable avec les rôles traditionnels de la femme. Alors que dans la Vakaga cela semble être vrai, dans l'Ouham, l'Ouham-pendé et la Nana-gribizi, il semble que les femmes sont plus susceptibles d'être reconnues par l'APRD comme combattantes plutôt que comme femmes associées. Cela est peut être dû à leur rôle ambivalent.

Cependant, il fût extrêmement difficile d'identifier les femmes associées aux groupes et forces armés (WAAFG). D'après les déclarations des commandants de l'APRD, chaque combattant se prend lui-même en charge du point de vue de la réalisation des travaux ménagers, donc il n'est pas nécessaire d'avoir des femmes associées pour les y assister. Néanmoins, pendant les missions, l'équipe a rencontré plusieurs femmes associées, et même des combattantes, qui faisaient les activités ménagères pour les combattants. En revanche, les combattants qui vivent dans leur propre village avec leur famille ne sortent pas du cadre quotidien, par conséquent, il n'y a pas un réel besoin pour des fonctions de soutien spécifiques en dehors de la cellule familiale. Ceux qui vivent dans les sites sont soit pris en charge par leurs commandants, soit sont mariés à d'autres combattantes, et dans ce cadre-là, un appui extérieur apporté par des femmes associées semblerait être logique.

A Ouandago, dans la Nana-gribizi, sept femmes associées de l'APRD qui soutiennent leur compagnon, ont été interviewées. Elles ont, pour la plupart, rejoint la base après un à deux ans d'attente au village, car elles étaient soupçonnées ou accusées d'espionnage. Selon elles, elles vivent très mal parce qu'elles ne mangent pas bien et sont obligées de fuir loin dans la brousse en cas d'agression ou de combat. Elles sont dépourvues de médicaments et de soins de santé. La majorité sont jeunes, entre 19 et 30 ans, et elles ne sont pas scolarisées. Elles ont toutes de 2 à 5 enfants chacune et certains de ces enfants sont avec elles tandis que les autres sont restés au village d'origine avec leurs parents. Elles sont très soucieuses de leur avenir, car elles savent qu'elles ne sont pas prises en compte, mais elles ont très envie de repartir vivre dans la communauté.

Dans la Vakaga, la plupart des femmes rencontrées ont déclaré qu'elles n'ont pas pris les armes, mais qu'elles se sont limitées aux travaux domestiques, donc elles sont femmes associées. Elles ont suivi leurs maris ou enfants, car leurs parents sont morts lors des combats contre les bergers soudanais ou les FACA. Elles étaient obligées de fuir en brousse avec leurs enfants pour rejoindre les hommes de leur communauté. Elles ont tout perdu, car la plupart de leurs villages ont été incendiés lors des combats. Leur rôle a consisté à assurer aux combattants un service médical traditionnel par l'usage des plantes sauvages et des connaissances acquises de leurs parents. Malgré cela, certaines ont été violées dans la brousse par les combattants en toute impunité (les commandants de la zone étaient au courant, mais n'ont rien fait contre). Toutefois, celles de la zone de N'diffa n'ont pas subi ce traitement, car dans cette communauté, on sépare les hommes et les femmes, et la discipline y règne. Dans chaque zone, il y a trois groupes, à savoir les combattants, les combattantes et les femmes associées. Les hommes ne sont pas autorisés à aller chez les femmes et vice-versa. Ceux qui sont surpris hors de leur zone sont sévèrement punis.

Masculinité violente et violence contre les femmes

Un rapport du Bureau des Nations-Unies de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) indique que, en 2007, la violence sexuelle et sexiste (SGBV) touche plus de 15% des femmes et des filles de la région.[37] La violence contre les femmes est répandue partout au sein des communautés en RCA, mais une recherche détaillée n'est pas disponible en ce moment. Les ONG ont déclaré avoir travaillé sur des cas très graves de violences sexistes, mais elles sont encore dans le processus de collecte des données et de rédaction des rapports sur la situation. Ces ONG travaillent sur des projets de sensibilisation au VIH / SIDA et d'autres questions liées à la santé en général. Il existe des structures juridiques et sanitaires mises en place pour défendre les femmes, mais les problèmes restent non résolus, car les femmes ne veulent pas dénoncer les incidents de violence qui, pour la plupart, sont commis par leurs maris. Quand la femme ne travaille pas, c'est le mari qui soutient la famille et en dénonçant celui-ci, elle court le risque ne plus pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants. La solution est de permettre aux femmes de devenir financièrement moins dépendantes de leurs maris afin de réduire cette inquiétude. En ce qui concerne le niveau de violence sexuelle, on constate que ce n'est pas un phénomène uniquement lié à la présence des groupes armés, même si, en effet, son incidence sur les femmes semble avoir fortement augmenté au cours de la période de conflit.

Dans les zones contrôlées par l'APRD, des combattants se sont aussi rendus coupables d'exactions contre les femmes (des combattantes de Nana-gribizi ont expliqué qu'elles avaient été violées à plusieurs reprises avant de se plaindre à leur commandant), mais la violence sexuelle est en général faite par les civils de la communauté.

Dans la Vakaga, les combattantes de Gordil et Mélé ont déclaré qu'elles ont été malmenées au cours des cinq premiers mois qui ont suivi leur enrôlement. Les combattants profitaient des heures de corvées des femmes pour les violer. En cas de refus, ces hommes les accusaient d'insubordination et les torturaient. Dans plusieurs cas, ces femmes violées se sont vues obligées de se marier avec leurs agresseurs, à cause des tabous et interdits socioculturels.

Des ONGs (DRC, IRC) exécutent des programmes, avec un volet formation, dans différentes communautés pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes. Il serait utile d'associer les combattantes à ce genre d'interventions, afin qu'elles aient la capacité et les ressources nécessaires pour faire face à une éventuelle recrudescence de la violence contre elles après le processus de désarmement.

Femme sur le marché du travail

Actuellement, comparées aux hommes, il est plus difficile pour les femmes de trouver un emploi. Elles sont moins favorisées du fait que, le plus souvent, elles ne sont allées pas à l'école. En outre, une femme qui fait un travail d'homme est très mal vue. On a constaté que les patrons ne veulent pas donner du travail à une femme qui a un enfant à élever, et quand elle en a un, ceci est interprété comme un sacrifice pour ses enfants. Cependant, on constate qu'une femme peut aussi monter un petit commerce pour subvenir aux besoins de sa famille et à ceux de son mari. On observe, de plus en plus, que ce sont les femmes qui "font tourner" leur ménage avec leur petit commerce.

---

[37] http://hdptcar.net/blog/2008/02/22/over-15-percent-of-women-and-girls-subjected-to-sexual-violence-in-cars-crisis-zones/

Comme activités de réinsertion et de réintégration, les femmes ont, pour la plupart, exprimé le souhait de faire de l'agriculture et du commerce, pendant qu'un nombre infime aimerait bien vouloir intégrer l'armée.
Les femmes interviewées dans la commune de Ouandja (Vakaga), cultivent plus de deux champs chaque année et ont leurs propres récoltes. Pendant la saison des pluies, elles font des travaux temporaires chez les commerçants locaux pour survivre, car leur région est isolée à cette période. Elles exercent les activités halieutiques au même titre que les hommes. Elles exercent également des activités génératrices de revenus (AGR) et s'organisent en groupements agricole, piscicole et apicole.

Femme et accès aux ressources
Les femmes manquent souvent de soutien financier pour mener des activités commerciales. En outre, elles sont confrontées à une autre difficulté, celle de l'insécurité. En effet, elles ne peuvent pas circuler librement comme les hommes dans la zone, car elles courent plus de risque de se faire agresser. En somme, il est donc plus difficile pour les femmes d'avoir accès aux activités génératrices de revenus et, par conséquent, aux ressources financières.

Les femmes qui vivent seules ne sont pas bien acceptées, car elles sont considérées comme étant frivoles. Cependant, une femme peut acquérir une demeure (y compris une terre) suite au décès de son conjoint. Mais pour qu'elle puisse demeurer dans la maison conjugale, il faut qu'elle ait eu des enfants avec son défunt mari, et dans cas, la maison est le cadre où elle pourra continuer à prendre soins des enfants.

Sur le plan éducatif, les filles et les garçons n'ont pas la même éducation. Les filles sont éduquées dans l'intention de devenir de bonnes épouses.

Chapitre 4 : Attitudes de la communauté envers les combattants

Statut social des combattants
La plupart des combattants vivent dans leur communauté d'origine où ils cohabitent avec les populations locales. Certes, d'autres se sont déplacés, mais ils vivent également dans leur village d'accueil et d'affectation. Cependant, certains combattants de l'APRD, dans l'Ouham et l'Ouham-pendé, ont eu des comportements négatifs vis-à-vis de la population civile (rackets, expropriation de biens au niveau des barrières routières, coups et blessures). Dans la Nana-gribizi, les communautés ont déclaré que ce sont le plus souvent des gens sans aucun soutien qui ont trouvé une occasion de se faire de l'argent sur le dos de la population avec cette rébellion. A ce titre, la population locale a une perception négative de leurs comportements, surtout pour ce qui est des rackets qu'ils pratiquent au niveau des barrières. Dans la Vakaga, les mouvements politico-militaires ont repris le rôle de l'Etat en quelque sorte, et ont instauré un certain ordre. Néanmoins, certains d'entre eux ont également commis des exactions contre les populations.

Au total, l'on peut dire que la préoccupation d'une partie de la population est fondée lorsqu'elle craint que la cohabitation ne puisse être facile avec les combattants. Cette situation pourrait se justifier par l'impunité à l'égard des différentes exactions des combattants.

La présence de l'APRD a fait que les attaques des coupeurs de route contre la population civile ont sensiblement diminué. Sous ce rapport, le groupe armé est considéré comme le protecteur de la communauté. Dans la Vakaga, les combattants sont, avant tout, considérés comme les enfants de la communauté, en même temps qu'ils constituent des gardes d'auto- défense.

Statut social des enfants associés aux groupes armés
Les enfants soldats qui servaient dans les rangs de l'APRD ont déjà été démobilisés sur la base du volontariat. Ils ont été mis par DRC dans un centre d'éducation à Paoua, avec l'appui de l'UNICEF. Il y a eu des expériences négatives avec certains d'entre eux qui sont retournés dans leurs communautés. L'ONG IRC a expliqué que leur problème n'était pas tant la stigmatisation vis-à-vis des autres enfants de la communauté que l'attitude de ces enfants soldats eux-mêmes, qui ne semblent pas pouvoir cohabiter paisiblement avec les autres enfants, non-combattants.

Statut social des femmes (combattantes et femmes associées)
D'une façon générale, une femme qui entre dans la rébellion n'est pas bien perçue. Pour la majorité des individus enquêtés, la place de la femme est à la maison, et non sur un front de guerre. Toutefois, ils peuvent accepter leur retour dans la communauté sans conditions particulières, du moment que ce sont des femmes de la localité.

L'enquête a révélé que les femmes se contentent de gagner leur vie dans les différentes activités considérées comme des activités propres aux femmes, tout en s'occupant de leurs enfants. Ce sont les femmes qui gèrent les foyers (ménages) et les activités champêtres, y compris la commercialisation des produits de la récolte.
Mais, comme mentionné dans le chapitre 3, beaucoup d'entre elles ont été violées. Aussi, il faut noter que les actes de violence contre les femmes sont fréquents dans la communauté.

Statut social des combattants handicapés
L'équipe n'a pas rencontré de nombreux combattants blessés ou handicapés, et aucune information sur les statistiques officielles n'a été trouvée. Par conséquent, cette étude n'est pas en mesure de déterminer la proportion des personnes handicapées par les conflits politico-militaires qui ont sérieusement affecté la zone. D'une manière générale, les handicapés vivent grâce au soutien de la famille ou de la communauté, ou encore de la mendicité. Il n'y a pas de structures dédiées pour leur prise en charge.

Conditions des communautés pour accepter les combattants
La majorité des membres des communautés enquêtées ont déclaré que le plus important est de sensibiliser les rebelles à une culture de la paix. Ils ont également souligné l'importance d'une réintégration viable des combattants. Selon eux, il sera difficile à un combattant qui arrive à développer une activité rentable et viable de reprendre les armes qui, généralement, sont considérées (par les combattants eux-mêmes) comme la voie facile et rapide de "gagner son pain". Une autre chose à prendre en compte serait la prise en charge, même sommaire, des victimes des actes de violence prepetres par les rebelles. A l'heure actuelle, les victimes ne se sont pas encore organisées en associations pour faire entendre leur voix.
Il faudra également mener une campagne de sensibilisation et de la conscientisation à la fois des membres des communautés et des combattants avant la réinsertion effective de ces derniers. Cette approche est d'autant plus justifiée que près de 15% des personnes enquêtées dans l'Ouham (Bossangoa et Batangafo en particulier) ne sont pas prêtes à accepter les combattants dans leurs communautés respectives à cause des exactions qu'elles auraient subies de la part des combattants.

En outre, des rumeurs non fondées sur les retombées du DDR pour les combattants ont créé des problèmes sociaux. Bon nombre de combattants dits « repentis » ont été rejetés par leurs communautés respectives parce que leurs parents, femmes et amis n'ont pas reçu le « kit » qu'ils attendaient au retour de ces combattants; d'autres ont perdu leurs femmes et vivent actuellement des situations difficiles. Certaines autorités locales (notamment les Sous-préfets et Maires) les ont pris en charge, momentanément, en vue de préserver la paix et la sécurité dans les communautés.

A ce niveau, il est important de faire une distinction entre les zones de l'APRD et celles de l'UFDR et du MLCJ. Dans la Vakaga, la naissance de l'UFDR et du MLCJ sont la résultante d'un repli communautaire ou ethnique, suite à un sentiment d'injustice issu du monde extérieur. Partant de ce fait, aussi bien du coté des Goula, membres de l'UFDR que des Kara du MLCJ, leurs communautés respectives sont solidaires avec les combattants de leurs groupes armés. Elles ne posent, par conséquent, pas de conditions pour la réintégration de leurs "propres enfants".

Dimensions culturelles et religieuses
Les confessions religieuses ont été les premières à se mobiliser pour servir de médiateurs entre les factions belligérantes. Certains prêtres et pasteurs entretenaient des contacts avec certains leaders des groupes armés. L'Église catholique de Bozoum a joué un rôle important dans l'assistance des personnes déplacées de l'Ouham-pendé. A cet effet, des vivres avaient été distribués et un suivi scolaire et sanitaire avait été assuré aux déplacés ainsi qu'à leurs enfants.

Dans la Vakaga, les communautés locales sont beaucoup plus soumises et respectueuses aux pouvoirs et autorités des chefs religieux islamiques, aussi bien les imams que les khalifas, qui sont personnalités spirituelles. L'autorité du khalifa étant au-dessus de celle des imams, si les combattants entreprennent les rituels dans le cadre de leur réintégration, ils le feront sous la supervision du Khalifa.

La pratique mystique de l'invulnérabilité au combat a pris une proportion considérable parmi les jeunes en particulier. Ces derniers qui s'organisent, généralement, en groupes d'autodéfense se font vacciner traditionnellement pour se rendre invincibles au combat. Cette tradition est accompagnée dans la plupart des cas de la consommation d'alcool et de drogues. Concernant le retour des combattants dans leur communauté respective, il faut dire qu'ils sont obligés de subir, d'abord, des pratiques ancestrales avant de pouvoir rentrer au village. Ces pratiques consistent, soit à se laver avec des feuilles ou avec des écorces de grands arbres de la brousse, soit à boire des potions cuites ou à manger des aliments préparés avec des médicaments particuliers. Cette tâche est dévolue aux vieillards.

Chapitre 5 : Opportunités économiques

Opportunités de réinsertion (court terme)
Au vu de la situation sécuritaire fragile et de la situation socio-économique post-conflictuelle préoccupante qui prévaut dans les zones du Nord du pays, il s'avère nécessaire de prévoir des activités et des projets à court terme, aussi bien pour les communautés que pour les combattants. Étant donné que l'absence de développement a été citée comme une raison majeure pour la prise des armes, ces projets pourraient également renforcer la réintégration des combattants dans leurs communautés. En outre, un recouvrement précoce de l'économie locale peut avoir un impact sur les causes des conflits, telles que les tensions interethniques, et créer l'unité entre les différents groupes qui sont en conflit, mais qui partagent des préoccupations communes.
D'abord, il est impératif de relancer l'agriculture de subsistance. Les opportunités de réinsertion dans le secteur primaire peuvent concerner la distribution de semences et de matériaux agricoles (kit vivrier), afin de permettre aux combattants qui le souhaitent de se relancer dans l'agriculture vivrière, à court et long terme, et de satisfaire, dans le même temps, à leurs besoins en produits de première nécessité. Ces cultures sont notamment, le riz, les céréales, les tubercules ainsi que les fruits et légumes. On peut également organiser une distribution de petits ruminants pour ceux qui souhaitent reprendre les activités d'élevage.
L'agriculture et l'élevage peuvent fournir de bonnes options pour les combattants dans l'immédiat, pourvu que les interventions concordent avec le calendrier agricole dans la zone en question. Cependant, compte tenu du fait que les activités agricoles prennent trois à six mois avant de commencer à générer des revenus, et qu'il faut plus de temps pour l'élevage, des activités complémentaires doivent être mises en œuvre pour combler cette période d'attente. Dans un premier temps, il faudra prévoir une aide alimentaire qui puisse permettre aux populations de couvrir une période d'environ six mois. Dans le cadre du DDR, le PAM peut soutenir les combattants pour une période d'un mois, suite à la démobilisation, mais il n'a pas pu avoir les financements nécessaires pour une assistance à plus long terme (6 mois)[38].

Neansmoins, il faut souligner qu'une relance de l'agriculture de subsistance ne suffira pas pour revitaliser l'économie dans les zones affectées par les conflits. On constate que le pouvoir d'achat est faible, au point que l'argent liquide fait parfois simplement défaut ou se fait rare. Dans de telles circonstances, une injection d'"argent frais" s'impose. Il est envisageable de mettre en œuvre cette stratégie à travers des projets communautaires associant civils et ex- combattants.

Ensuite, on peut créer des projets à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) pour la reconstruction des infrastructures sociales détruites ou endommagées. La plupart des des infrastructures de base ayant été soit détruites, pillées ou délabrées faute d'entretien, il est primordial de les réhabiliter (et dans la mesure du possible les reconstruire), y compris les bureaux des services indispensables de l'Etat (postes de police, services agricoles et d'élevage, postes de santé et hôpitaux, écoles de base et marchés). La construction et/ou réhabilitation accélérées des infrastructures contribuera à un

[38] Cette option prévoyait de prendre en charge non seulement le combattant, mais encore sa famille pour une durée de six mois.

rétablissement des institutions de l’Etat sur place et offrira, concomitamment, des possibilités pour les habitants de la zone l’opportunité d’un revenu immédiat qui pourra répondre à leurs préoccupations majeures.

Cependant, il y a un certain nombre de contraintes à prendre en considération. La saison pluvieuse commencera bientôt, ce qui entraînera des difficultés pour le transport des matériaux et pour le processus de construction des bâtiments en général. En outre, beaucoup de résidents ne souhaitent pas se lancer uniquement dans les activités de construction, puisqu’ils survivent grâce à différentes occupations.

Un autre problème majeur pour la région est le manque d'infrastructures, notamment les routes, en particulier pendant la saison des pluies. Une option possible pour la mise en œuvre immédiate est donc de lancer des projets à haute intensité de main d’œuvre (HIMO) pour refaire les routes qui pourraient occuper la population (y compris les combattants). Il est envisageable de non seulement refaire les routes (axes régionales et réseau de pistes principales entre les villes dans les différentes préfectures), mais aussi de mettre en place un système d’entretien desdites infrastructures. Dans un premier temps, les projets HIMO peuvent cibler des routes principales dans les zones sinistrées et ensuite une fois que ces routes sont refaites, on peut envisager de mettre en place un système d’entretien et responsabiliser des personnes qui seront payées grâce aux revenus provenant des péages. Ces postes de péages seront installés à l’entrée des routes uniquement. Ce genre de système fonctionne déjà dans des pays limitrophes (dans les provinces de l’Ituri et Nord Kivu en RDC). Mais, la mise en place d’un tel système, y compris les tarifs, requiert l’implication et la participation des populations et des acteurs concernés (commerçants, transporteurs, voyageurs et autorités gouvernementales). Ce genre de projet peut répondre aux besoins de la population en matière de transport, mais aura aussi un lien avec la sécurité, dans la mesure où en utilisant les combattants comme main-d’œuvres pour la construction et le maintien des routes, ces éléments peuvent aussi assurer la surveillance des routes et signaler la présence des coupeurs de route, par exemple.

Enfin, le secteur tertiaire représente une diversité d’opportunités à court terme, surtout pour les activités génératrices de revenus (AGR) tels que le petit commerce et le transport. Pour ce qui est du petit commerce, les ressortissants d’une ville ou d’un village important quelconque savent où trouver les opportunités dans leur proche environnement. En conséquence, les études de marché pour de telles activités ont une valeur limitée. Il est, cependant, clair que la pêche, la conservation de poissons, la transformation des produits alimentaires de base, la restauration et le commerce des produits de première nécessité peuvent également fournir des possibilités à court terme.
Le secteur du transport offre des possibilités pour la création rapide d’emplois et fournit en même temps un service indispensable au niveau local, surtout avec la mise à disposition des mototaxis aux coopératives de transporteurs (sous la forme de micro-crédits), dans lesquelles on absorbera un certain nombre d’ex-combattants. Cela a connu beaucoup de succès dans d’autres pays africains en situation de post-conflit tels que la Sierra Leone et le Burundi.

Secteurs économiques clés pour la réintégration des combattants (moyen et long terme).

Les secteurs présentés ci-dessous ont des opportunités d’emplois pour les combattants dans le cadre de la réintégration. Compte tenu de leur faible qualification ainsi que de

leur faible expérience de travail, des séances de formation s'avèrent nécessaires pour la pérennisation des activités qui seront créées à leur profit. Il est évident que, quel que soit le type de projet envisagé, la nécessité de fournir une allocation pour soutenir les combattants, lors de leur formation, doit être prise en considération.

Intensification de la production agricole : la mécanisation des activités agricoles (pompe d'irrigation, intensification de la culture attelée), le développement du maraîchage et le développement des cultures vivrières. Le maraîchage est un domaine à explorer même si ce secteur n'est pas encore bien développé dans la région, car il existe des débouchés commerciaux, surtout pour certaines cultures (tomate, oignon).

Intensification de l'élevage : l'élevage des bovins constitue également une opportunité économique importante, dans la mesure où la viande de bœuf ne parvient pas actuellement à satisfaire les besoins de consommation locale et ceux d'exportation vers certains pays de la CEMAC, notamment le Congo, le Gabon et le Cameroun.
L'élevage du bétail a toujours été considéré comme une activité strictement réservée aux pasteurs Mbororo, mais beaucoup d'agriculteurs se sont déjà lancés ou ont exprimé le désir de s'engager dans cette activité, notamment dans l'élevage des bovins.

Promotion de la pisciculture : la pisciculture constitue une opportunité économique pour la région en général, et notamment pour l'Ouham et la Vakaga qui ont des atouts pour ce sous-secteur. Il faudra développer la conservation et le transport des poisons vers d'autres régions et villes de la RCA, aussi bien que vers les pays limitrophes (le Tchad et le Soudan).

Transformation de produits alimentaires : aujourd'hui, il n'y a presqu'aucune unité de transformation de produits alimentaires. Les produits trouvés sur place et qui peuvent être transformés ou traités comprennent les légumes, les fruits, la viande, le poisson et le miel.

Production de coton : la culture du coton est le catalyseur de la production vivrière. Après la récolte du coton, la surface est utilisée pour les cultures vivrières. La diminution de la culture du coton fait partie des facteurs qui ont engendré la chute de la production des autres cultures. Pourtant, les producteurs continuent à cultiver le coton pour deux raisons : la première, c'est que le coton est vu (par les producteurs eux-mêmes) comme un produit qui procure la sécurité économique, et la seconde, c'est que la cotonculture permet de fertiliser le sol. Le développement de la filière cotonnière représente une opportunité économique, mais elle nécessite de gros efforts d'investissements et un rétablissement des structures de soutien. Il faut mentionner qu'il y a beaucoup de sous-produits qui peuvent être obtenus du coton, mais cela nécessite des investissements supplémentaires.

Intensification de la production artisanale : Les principales activités à développer dans ce secteur sont, notamment, la menuiserie, la forge, la savonnerie, la mécanique, la maçonnerie, la réparation de vélos et motos. Par ailleurs, la mécanique et la forge sont particulièrement en plein essor dans la zone, en raison du développement du métier de mototaxi (mécanique) et de la fabrication traditionnelle de charrues et autres matériels agricoles pour satisfaire la forte demande locale (forge). Aujourd'hui, la production artisanale locale arrive tant bien que mal à résoudre le problème de pénurie d'outils et d'équipements modernes. Mais, il faut que ce secteur ait accès à l'électricité pour être

en mesure de fournir les outils et matières premières nécessaires au fonctionnement des autres secteurs.

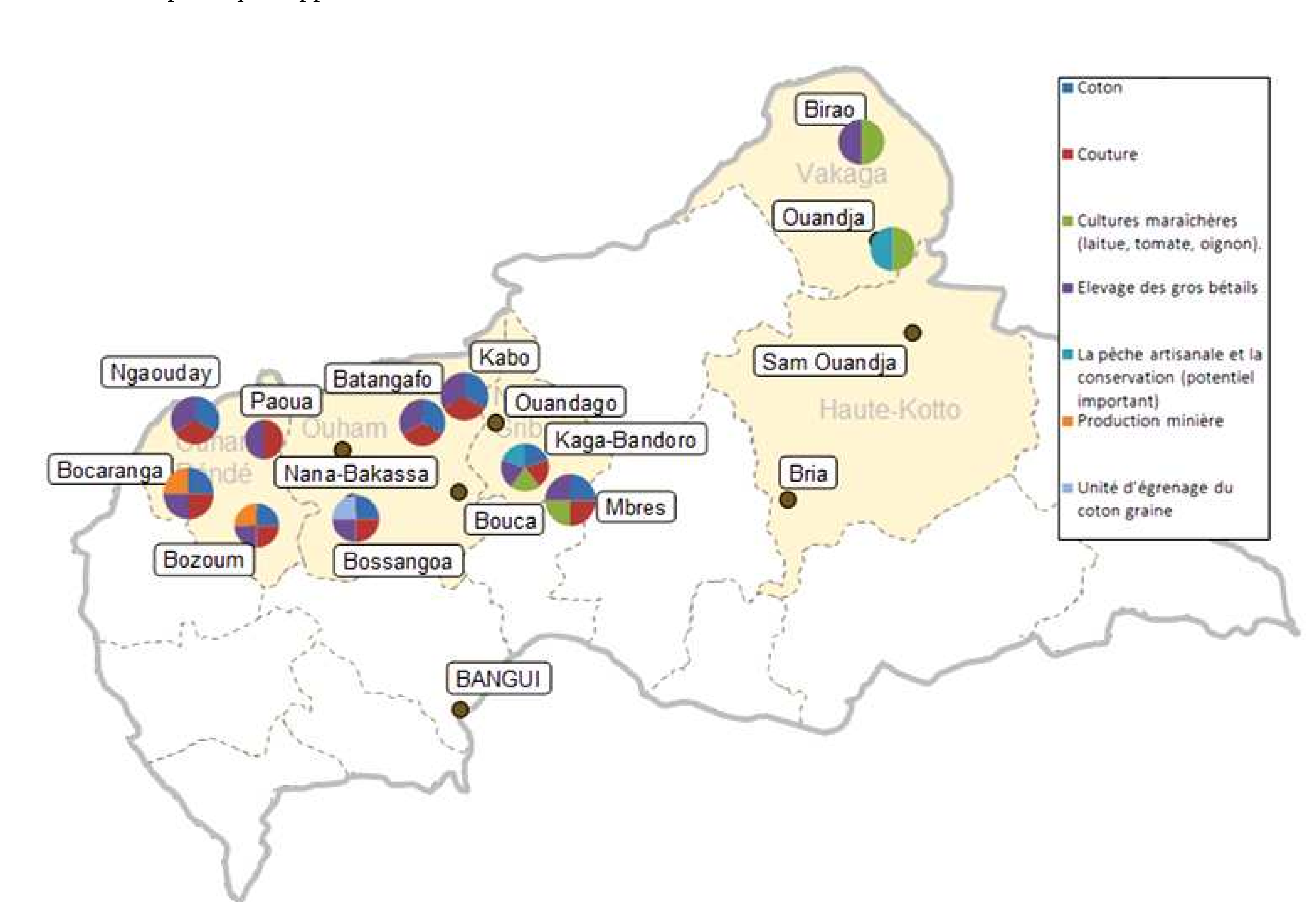
Création de structures d'épargne et de crédit : les acteurs économiques, les groupements et les commerçants n'ont accès ni à une structure d'épargne, ni au crédit. Dans le but de soutenir les activités des producteurs et augmenter ainsi leur capacité de production, la création de structures d'épargne et de crédit est d'une importance capitale.

Opportunités économiques par préfecture

On reprend, en guise de synthèse, les opportunités suivantes dans toutes les quatre préfectures (voir tableau détaillé de l'Annexe D) :

- Secteur primaire :
  - ✓ Agriculture : les cultures vivrières comme l'arachide, le sorgho, le mil, le haricot, le niébé, le riz paddy, le sésame, le bissap ;
  - ✓ Elevage : petit bétail : caprins, ovins, volailles et porcins.
- Secteur secondaire : mécanique, menuiserie, maçonnerie, forge, soudure, couture, et transformation de produits alimentaires.
- Secteur tertiaire : petit commerce, mototaxi, hôtellerie et restauration, réparation de vélos et motos et commerce général (ces activités devraient se faire principalement dans les villes et centres commerciaux des préfectures concernées).

Par ailleurs, il existe des particularités économiques par préfecture. Ces opportunités spécifiques apparaissent sur la carte ci-dessous:



- Création d’une microstructure d’épargne et de crédit dans chaque ville afin d’accompagner et soutenir les différentes initiatives de développement communautaire dans le cadre du relèvement.
- La culture maraîchère s’avère prometteuse dans le cadre de l’augmentation de la rentabilité agricole, principalement dans certaines zones favorables à cette culture dans les préfectures de l’Ouham-pendé et de la Nana-gribizi. Les produits tels que l’oignon, le piment, les fruits et les légumes sont en forte demande tant dans les grandes villes que dans les pays étrangers.

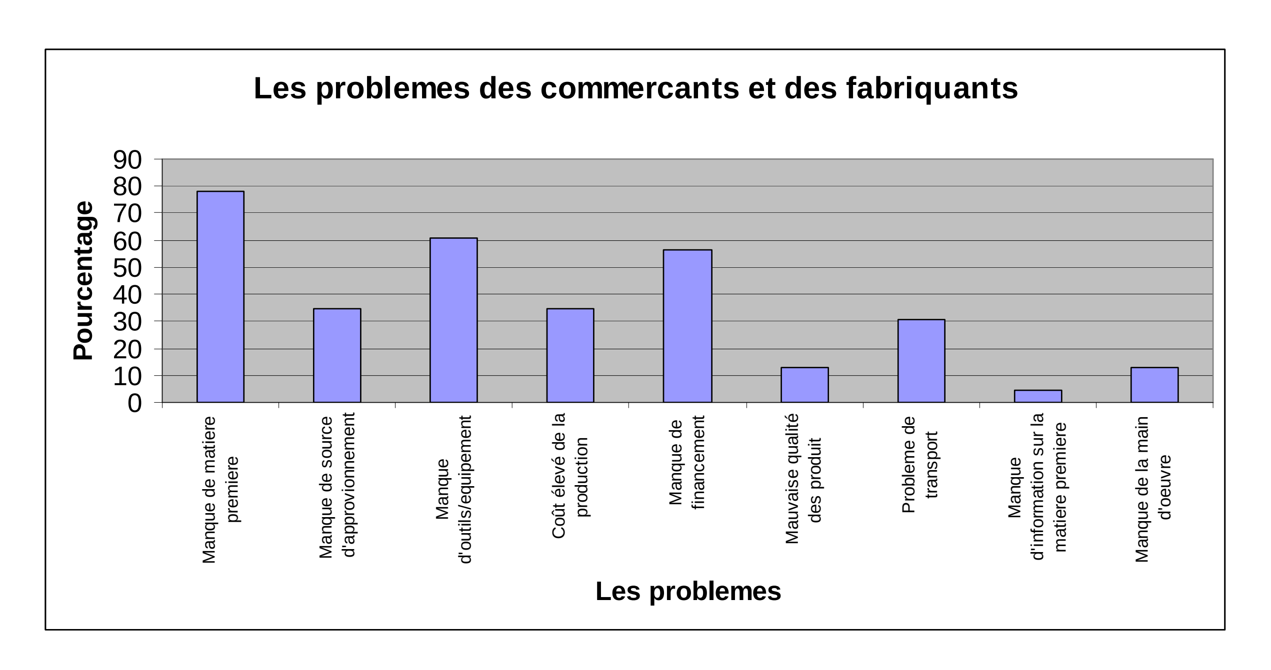
Contraintes dans les chaînes agricoles, les secteurs secondaires et tertiaires

Les contraintes majeures dans l’agriculture (y compris l’apiculture), l’élevage (y compris la chasse) et la pêche concernent (voir le tableau ci-dessous):

- l’insécurité, le faible niveau de technicité ;
- le manque de structures d’encadrement ;
- le faible niveau d’utilisation d’intrants et les conditions rudes de travail liées à l’utilisation de matériels aratoires rudimentaires ;
- la non-transformation des produits ;
- l’enclavement (la Vakaga notamment) et les difficultés d’écoulement des produits ;
- les difficultés de leur commercialisation.

Malgré le travail de proximité que font les agents de l’ACDA (souvent avec des moyens dérisoires) auprès des producteurs pour la vulgarisation des techniques de culture, l’agriculture est en pleine crise. Bien qu’on note peu de difficultés techniques quant à la production, la récolte et la conservation des produits vivriers importants de la zone (maïs, manioc, arachide, niébé, sésame, sorgho), la production a chuté. Le nouveau défi auquel les producteurs sont confrontés est de pouvoir adapter le calendrier agricole aux perturbations climatiques fréquentes de ces dernières années.

Les débouchés font défaut aux producteurs qui n’ont pas la capacité d’accéder eux-mêmes aux grands marchés intérieurs et extérieurs. Les commerçants intermédiaires sont confrontés aux nombreuses tracasseries et multiples taxes au niveau des barrières dressées aussi bien par les combattants que par les forces régulières. Le résultat est l’augmentation considérable du coût de revient qui se traduit par la difficulté de pouvoir écouler les produits sur les marchés.



Dans l'ensemble, le secteur secondaire est, de toute évidence, incapable de satisfaire la demande locale en produits artisanaux. Généralement, il y a manque d'énergie, surtout d'électricité, dû au coût élevé du carburant.
L'exploitation artisanale du diamant est l'unique activité du secteur secondaire pour un certain nombre de ressortissants de la Vakaga. Il y a pas mal de creuseurs en provenance de cette préfecture qui travaillaient dans les mines de la Haute-kotto et du Bamingui-bangoran, avant de se replier dans leur région d'origine avec le déclenchement de la rébellion.

Le secteur tertiaire n'arrive pas s'approvisionner en matières premières, outillages de production ou encore en diverses marchandises commerciales. C'est seulement une quantité minime de produits qui sont disponibles localement, les principales sources d'approvisionnements étant les grandes villes, la capitale ainsi que les pays voisins tels que le Tchad ou le Cameroun. Pour la région de la Vakaga, les commerçants et les transporteurs souffrent de l'insécurité et de l'enclavement de la région, surtout en saison pluvieuse. Pour la Vakaga spécifiquement, le tourisme n'est plus opérationnel dans la région, à cause de l'insécurité.

Chapitre 6 : Quantité et qualité des services existants

Comme on peut s'y attendre dans un contexte post-conflictuel, la plupart des services et structures de soutien sont dans un état de destruction et de délabrement. Or, les services d'encadrement sont indispensables pour la mise en œuvre d'un programme de réintégration. La qualité et la quantité des services demeurent un grand défi pour le programme. (Voir annexe E pour une carte des services d'appui.)

Infrastructure

En général, les infrastructures sont dans un état de dégradation ou de destruction. En plus des problèmes de sécurité due au banditisme, les routes ne sont pas bien entretenues, donc elles posent un problème pour le transport de marchandises. Les hôpitaux et postes de santé, ainsi que les écoles, jouissent d'un meilleur sort, car ils sont souvent construits et entretenus avec l'aide des ONGs, mais cette situation se limite généralement aux grandes villes de chaque préfecture.

L'infrastructure des services publics, notamment les bureaux des organismes d'État et/ou de leurs démembrements, ont également été endommagés ou détruits, et parfois, ils sont inexistants. Il y a, donc, un grand besoin de réhabilitation de ces infrastructures, surtout les écoles, les routes et les bâtiments du Gouvernement local.

Services publics

Les services publics de relèvement présents dans ces régions sont : l'ACDA, l'ANDE, et les Affaires Sociales.

- **ACDA**

L'Agence Centrafricaine de Développement Agricole est une structure étatique qui s'occupe du suivi et l'encadrement des producteurs agricoles à travers la vulgarisation des techniques agricoles et l'animation rurale. Cette structure est présente et fonctionnelle dans toutes les préfectures précitées à des degrés divers, sauf dans la Vakaga. En effet, dans la Vakaga, il n'y a, à ce jour, aucune représentation de l'ACDA.

Dans les sous préfectures, elle est représentée par les secteurs et au niveau des communes, par les postes. Le Chef de Secteur est soit un Technicien Supérieur de l'Agriculture, soit un Technicien de l'Agriculture (TA). Le Chef de poste peut aussi être un Technicien de l'Agriculture. Dans les villages, l'on trouve les Conseillers Techniques Villageois (CTV) qui servent de relais locaux au dispositif d'encadrement.

Le patrimoine immobilier et mobilie de l'ACDA a été victime de pillage dans les zones touchées par les conflits. Certains de ses bâtiments ont été détruits et sont restés tels jusqu'à ce jour. Cette situation, associée à des difficultés d'ordre logistique, au manque de financement et à la persistance de l'insécurité, a fortement réduit sa capacité opérationnelle dans ces zones.

Dans les préfectures où ces structures sont présentes, les responsables ont exprimé leur disposition et leur disponibilité à apporter leur expertise au programme de DDR.

- **ANDE**

L'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE), qui épouse le même organigramme que l'ACDA, s'occupe de l'exécution de la politique gouvernementale en matière d'élevage. Ses activités tournent autour de la prévention des épizooties, l'assistance médicale et zootechnique aux éleveurs et le contrôle des denrées alimentaires d'origine animale.

Etant presque confrontée aux mêmes difficultés que l'ACDA dans les zones touchées par les conflits, l'ANDE est intéressante pour la formation et le suivi zootechnique et vétérinaire en faveur des combattants qui vont choisir l'élevage comme activité de réintégration. Ses responsables techniques se disent disposés à mettre leurs compétences au profit du programme de DDR, pourvu que leurs conditions de travail soient ameliorées.

- **Délégations Régionales des Affaires Sociales**

La Délégation Régionale des Affaires Sociales est représentée dans les préfectures par les Secteurs des Affaires Sociales. Elle intervient dans différents domaines, à savoir la protection de la Femme et de l'Enfant, la solidarité nationale (amélioration des conditions d'existence, assistance aux Handicapés), le regroupement en associations et coopératives, la gestion des ressources humaines (écoles maternelles) et la gestion des services sociaux (hôpitaux, gendarmerie, prisons).
Ce service peut appuyer tout programme de réinsertion des combattants à travers les activités suivantes : sensibilisation sur le SIDA, protection des enfants et femmes, promotion des activités économiques (mise en groupements), suivi des activités par des animateurs endogènes et formation dans le domaine agricole.

Education
Il ressort de l'enquête qu'un grand nombre de combattants veulent reprendre leurs études, mais il s'agit généralement soit de personnes dont l'âge dépasse largement le niveau de la classe où ils pourraient s'inscrire, soit alors de gens qui n'ont jamais été à l'école. Pour leur permettre de rattraper le temps perdu, il serait souhaitable de les orienter vers des structures de formation accélérée. Toutefois, à la différence des structures vocationnelles de formation qui abondent, ces types de formation sont rares, elles ne sont limitées qu'aux actions de certaines ONGs comme CARITAS.

Les matières principales dispensées sont le français, le calcul, etc. sur une année scolaire. Selon le responsable de cette ONG, la possibilité de réduire la durée de ces cours sur 3 mois afin de l'étendre aux adultes pourrait exister; dans ce cas, les cours se derouleraient pendant les grandes vacances scolaires.

Par ailleurs, il faut noter que l'UNICEF a pris l'initiative en 1997 de créer des écoles communautaires et des centres d'alphabétisation à Kaga-bandoro et à Bossangoa. Ces écoles communautaires s'adressent aux enfants qui sont en retard sur la scolarité normale. Les cours commencent soit avant le départ des enfants au champ (à partir de 10 heures), soit après leur retour du champ (15 heures). Les enfants apprennent à lire et à écrire, et s'ils rattrapent leur retard, ils peuvent intégrer le circuit scolaire normal à partir du CM (école primaire). Quant aux centres d'alphabétisation, ils s'adressent aux adultes. Les cours sont dispensés en Sango ou en français et débutent à partir de 15 heures. Là aussi, les cours ont pour objet d'initier les intéressés à la lecture, à l'écriture et au calcul. C'est une formation qui permet d'acquérir des diplômes au même titre que ceux décernés par le circuit éducatif traditionnel. Cette formation s'arrête en classe de 3ème, mais celui qui désire poursuivre ses études, peut le faire à partir de la 2nde dans le circuit conventionnel.
Pour une réinsertion socioprofessionnelle durable, il est souhaitable d'étendre ce type d'éducation, qui existe déjà à Kaga-Bandoro et à Bossangoa, aux autres zones du Nord.

- Centre d'alphabétisation de Bozoum

Le centre offre des cours d'alphabétisation pour adultes. Il est disposé à rendre ses services accessibles aux combattants. Selon le Chef du Centre, « Une formation à l'endroit des combattants est nécessaire, car l'analphabétisme est souvent la cause des mésententes et des conflits. Les protagonistes analphabètes sont ignorants du civisme, ce qui augmente le risque de conflit. »

L'établissement compte actuellement 3 employés comme personnel, mais veut porter ce chiffre à 11. Ce personnel reçoit regulièrement une formation afin de répondre à la demande. Le centre manque de bâtiments, d'outils, d'électricité et de moyens didactiques et de communication. Par ailleurs, il ne dispose d'aucun bâtiment, ni de salles de classe en propre, la seule salle qu'il utilise est celui du Centre de formation pratique et professionnelle de Bozoum. Le besoin de disposer de 3 bâtiments de 3 salles dans chaque bâtiment s'inscrit dans la perspective d'élargir la formation aux enfants qui sont, d'ailleurs, nombreux (l'effectif actuel tourne autour de 25 adultes seulement).

Formation professionnelle

Les Centres Régionaux d'Encadrement et de Formation (CREF) n'existent que dans la Nana-gribizi, sur les quatre préfectures. Leurs infrastructures, ressources humaines et expérience font d'eux des structures qui pourraient être mises à profit pour les différentes formations à réaliser dans le cadre du programme de DDR.

Les services qui ont la vocation de formation professionnelle et technique sont rares dans les 4 préfectures étudiées. On trouve des initiatives ponctuelles, mais informelles, de la part de l'Eglise catholique qui aide à former les jeunes à certains métiers tels que la coiffure, la mécanique, la maçonnerie, la menuiserie et la couture. Deux seules structures mérites d'être évoquées :

- **Centre de Formation Pratique et Professionnelle (CFPP)**

Le Centre de Formation Pratique et Professionnelle (CFPP) se trouve à Bossangoa et à Bozoum. Il assure une formation en maçonnerie, menuiserie et construction métallique. Le niveau d'instruction requis pour y être admis est le CM2 (école primaire) minimum. Si le centre de Bozoum est toujours fonctionnel celui de Bossangoa, en revanche, est en ruine.

Ces centres peuvent être impliqués dans la formation des combattants qui auront choisi les métiers précités, d'autant plus que le niveau d'instruction requis correspond bien à celui de nombreux combattants.

Toutefois, il faudra entreprendre spécifiquement des travaux de réhabilitation dans le CFPP de Bossangoa et appuyer en matériels les deux centres, si l'on veut les rendre opérationnels pour le DDR.

- **Centre de Formation Professionnelle de Ndowara**

A Ndowara, village situé à 6Km de Kaga Bandoro, Chef-lieu de la Nana-gribizi, il existe un centre de formation professionnel mis en place par le diocèse de Kaga-bandoro et CARITAS. Il est fonctionnel et est très sollicité. Il assure la formation en menuiserie, maçonnerie, agriculture, élevage, couture et restauration. Ce centre qui abrite 147 élèves cette année, dont 15% de filles, a l'avantage d'avoir parmi ses apprenants, des combattants, et de l'avis des responsables, il n'y a pas de problème lié directement à leur présence.

Ainsi, nous estimons que ce centre de formation de Ndowara pourra, d'une part partager son expérience de formation dispensée à ces « élèves particuliers » en même temps que les civils, et d'autre part, mettre à la disposition du programme de DDR ses compétences. Cependant, les responsables du centre se plaignent des difficultés qui les empêchent de répondre convenablement aux sollicitations dont ils font et pourront faire l'objet. Ces difficultés d'ordre logistique et financier méritent d'être jugulées afin de rendre cette structure opérationnelle d'une manière optimum et contribuer, efficacement, à la mise en œuvre des activités de réinsertion et de réintégration.
Dans la Vakaga, la situation est nettement différente. Il n'existe pas de centre de formation professionnelle actuellement, et l'apprentissage a également cessé d'exister. Il y a un très grand besoin pour le développement de prestations de services dans cette région, mais cela nécessite que la situation sécuritaire soit examinée en première instance.

Services de développement des activités commerciales
Dans toutes les quatre préfectures étudiées, il n'y a pas de services de développement des entreprises, alors même que l'existence des associations de membres de la Chambre de Commerce devait être conditionnée par cette formalité et cette exigence légales. A l'avenir, il serait nécessaire pour les pouvoirs publics de développer ces associations en « développement » des affaires ou des services de soutien. En outre, l'étude n'a pas trouvé de systèmes de financement ou de microcrédit, ce qui est une entrave grave au développement des micro-entreprises.

Programmes planifiés et en cours d'exécution

Gouvernemental
Dans un avenir proche, le gouvernement entend faire démarrer des projets qui concernent la santé, le développement rural, les infrastructures routières et le développement communautaire.
Dans le secteur de la santé, il y a les projets qui portent sur la lutte contre le VIH/SIDA dans la Nana-gribizi et, spécifiquement, réalisent des campagnes de vaccination en faveur des enfants de moins de 5 ans, dans tout le pays (voir annexe E). Dans l'Ouham, il y a le projet de lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA.
Pour le secteur de l'éducation, Il y a le projet « Education pour Tous » dans la Nana-gribizi, l'Ouham et l'Ouham-pendé ainsi que le projet de « Renforcement du Système Educatif » dans la sous préfecture de Paoua, dans l'Ouham-pendé.
Le secteur du développement rural est seulement représenté par le projet de relance des activités agropastorales dans les communautés de base à Paoua.
Pour le développement communautaire, dans l'Ouham et l'Ouham-pendé, il y a le projet de « Dispositif civil, Consolidation de la Paix, Prévention et Règlement de Conflits » qui travaille avec les organisations de jeunes.

Projets exécutés par les ONGs
Concernant le secteur de la santé, il y a le « Projet d'Appui au Système Sanitaire de la Préfecture de la Nana-gribizi », qui est piloté par IRC. L'IMC est présente dans la Vakaga où elle intervient auprès des populations vulnérables.
Pour le secteur agropastoral, Solidarités est active dans un projet de sécurité alimentaire accompagnee de micro-réalisations au profit des groupements agricoles à Kaga-bandoro, dans la Nana-gribizi. Dans l'Ouham-pendé, DRC soutient le développement agricole.

Le secteur de l'éducation est couvert par des projets pilotés par COOPI dans l'Ouham-pendé et l'Ouham.
La microfinance est en train de se développer dans l'Ouham à travers la mise en place, par CARITAS, d'une caisse d'épargne à la Mission catholique de Bozoum. Par ailleurs, la Société Financière Africaine de Crédit (SFAC) est en train d'installer une caisse d'épargne, de crédit et de domiciliation de compte dans toute la préfecture de l'Ouham.
Dans le domaine des infrastructures, ACTED est retenue pour l'exécution des travaux de réhabilitation de l'axe routier Bozoum-Bossangoa.

Projets exécutés par les organisations internationales
En ce qui concerne l'agriculture, il y a des projets tels que la « Réduction de la flambée des prix des denrées alimentaires » piloté par la FAO dans toutes les préfectures, le projet d'appui aux CREF dans la Nana-gribizi ; le Projet de Soutien Economique aux Populations affectés par les Conflits dans l'Ouham et le Projet de Relance des Activités Agropastorales à Bozoum et Paoua dans l'Ouham-pendé, piloté par le PNUD.

L'Union Européenne (UE)
L'Union Européenne fait partie des plus importants partenaires au développement de la RCA. Elle soutient ce pays à travers des programmes d'aide humanitaire et d'urgence ainsi que des programmes de développement.

- *Les pôles de Développement*

L'UE a choisi en RCA des sites où seront exécutés des projets de développement. Ces sites, appelés Pôles de Développement sont au nombre de 10[39]. La réalisation des activités au niveau de ces sites n'a pas encore commencé. Dans un premier temps, trois villes ont été choisis pour tester la stratégie : il s'agit de Sibut, Bambari et Bozoum. Au niveau de ces trois sous-préfectures, le démarrage des activités est prévu pour la deuxième moitié de l'année 2010. Ces activités ne visent pas directement la problématique des anciens combattants, mais contribueront à l'augmentation du nombre et de la qualité des services disponibles.

- *Activités en cours prenant en compte les anciens combattants*

Pour l'Union Européenne, la réintégration des anciens combattants est d'une importance capitale. Le projet de « Réduction de l'impact de la flambée de prix des denrées alimentaires » exécuté par la FAO est financé par l'UE, à hauteur de 13,4 millions de Dollars, prend en compte les six préfectures touchées par les conflits et comporte un volet qui vise spécifiquement la problématique des combattants.
La Délégation de L'UE en Centrafrique est en train de recruter un expert en Réintégration pour coordonner toutes les activités liées au DDR, dans les programmes financés par l'institution.

- *Programmes futurs prenant en compte le processus de DDR*

L'expert en Réintégration aura aussi pour mission d'identifier des projets qui pourront contribuer à une réintégration réussie des combattants. Pour l'exécution de ces projets, un financement du Fonds Européen pour le Développement (FED), d'un montant de 3 Millions d'Euros est disponible.

[39] Ces sites initialement au nombre de 14 ont été réduits à 10 à cause de l'insécurité qui règne dans la Vakaga, la Haute-kotto et le Haut-mbomou.

Les Agences des Nations-Unies et les ONGs
L’Ouham et l’Ouham-pendé demeurent les destinations privilégiées des projets de développement pilotés par les diverses agences des Nations-Unies et des ONG internationales. On note dans ces deux préfectures vingt quatre interventions dans le développement. Les secteurs concernés en majorité sont : la santé, l’éducation le renforcement des capacités de la société civile et l’agriculture.
Contrairement à ces deux préfectures, la Nana-gribizi est peu desservie en projets financés par les organisations internationales. Les partenaires principaux sont l’Union Européenne et le système des Nations-Unies, qui interviennent dans trois domaines principaux : le développement communautaire à travers la redynamisation des structures associatives existantes, l’éducation et l’agriculture.
Le Programme des Nations Unies pour le Développement (**PNUD**) exécute plusieurs programmes dans les zones touchées par les conflits. Toutefois, pour la réinsertion et la réintégration des anciens combattants, il existe très peu d’opportunités. Dans l’Ouham et l’Ouham-pendé, le projet de redynamisation des centres de formation professionnelle présente un intérêt pour la formation.
Par ailleurs, il y a le projet d’appui à la relance des activités agropastorales à Paoua et à Bozoum. Ce projet qui assure aussi la formation, cherche à appuyer les combattants qui auront choisi l’agriculture comme activité de réintégration.
Le PNUD pilote également des projets qui visent à développer le système légal et judiciaire, la réforme du secteur de sécurité et la consolidation de la paix. Le PNUD et l’UNESCO exécutent, par ailleurs, des projets dans le domaine de la bonne gouvernance et l’appui à la société civile dans l’Ouham et l’Ouham-pendé.

L’UNICEF, l’Organisation des Nations-Unies pour l’Enfance intervient, mais pas directement, dans la réinsertion des enfants soldats. C’est le cas dans la Nana-gribizi où elle a entrepris la démobilisation d’enfants soldats par l’intermédiaire de l’IRC, un partenaire d’exécution. Même si la démobilisation et la réintégration des 108 enfants soldats réalisées dans la Nana-gribizi n’a pas eu les résultats escomptés, faute d’une bonne sensibilisation, selon la communauté, l’expérience mérite d’être capitalisée.
Par ailleurs, cette Agence des Nations-Unies appuie les communautés dans la création d’écoles communautaires. Par conséquent, cette activité pourra servir à ceux des enfants soldats qui opteront pour la reprise de leurs études.
Pour le secteur de l’éducation, les projets en cours sont : la réhabilitation des centres de formation professionnelle à Bozoum, Bossangoa et Bria par **l’UNESCO** et le projet de formation socioprofessionnelle en vue de l’intégration des jeunes à Kabo initié par le **HCR**.

Il y a également le Programme Alimentaire Mondial (**PAM**) qui intervient dans la Nana-gribizi à travers des projets d’urgence et des projets de redressement.
Les projets d’urgence comportent quatre volets principaux, à savoir, le sauvetage des vies en situation d’urgence, notamment les réfugiés dans toute la partie Nord du pays, les déplacés internes, les enfants malnutris, et les personnes atteintes de VIH/SIDA qui sont sous traitement antirétroviraux (ARV-TB). D’autre part, il y a les projets de redressement qui se déploient en trois stratégies : Vivres Contre Travail (VCT), Vivres Contre Formation (VCF) et Vivres Contre Agriculture (VCA).
Si le premier aspect des activités de l’agence s’adresse à une cible spécifiée, la seconde visant à revitaliser les moyens de production, est de nature à satisfaire un large éventail de bénéficiaires, notamment les ONG, les associations, les groupements, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, et même les combattants.

Selon l'Assistant au Chargé de Programmes du PAM, les options de réinsertion qui s'offrent aux combattants sont les interventions de redressement. En l'occurrence, les combattants pourraient se constituer en groupements ou associations, afin de solliciter l'appui du PAM pour travailler et récupérer l'énergie fournie au travail par la compensation liée aux vivres distribués ou octroyés par l'organisation.
Toutefois, dans le cas du DDR, le PAM fournira de la nourriture à tous les combattants démobilisés pendant 1 mois. En ce qui concerne la réintégration, les combattants pourraient également profiter de l'opportunité que le PAM offre à la Société des Huileries et de Savonnerie de Centrafrique (HUSACA). En effet, cette société a obtenu du PAM un contrat de fourniture du maïs produit localement. Seulement, l'HUSACA ne peut fournir que 286 tonnes, ce qui est largement en dessous des besoins de l'agence des Nations Unies, qui se chiffrent à des milliers de tonnes, pour ses opérations en RCA. Ainsi, les combattants pourraient se positionner comme fournisseurs pour cette denrée alimentaire.

L'Organisation des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (**FAO**) pilote un projet de « Réduction de l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires en République Centrafricaine». Ce projet financé par l'Union Européenne contient six volets, dont un concerne la réintégration des combattants. Le volet impliquant les combattants, qui est doté d'une enveloppe de 2,25 Millions d'Euros, n'a pas encore véritablement commencé, parce que le désarmement n'a pas encore eu lieu. Il consiste notamment en :

- la distribution de 6000 chèvres aux populations vulnérables pour la reconstitution de leur cheptel caprin ;
- la distribution de 220 tonnes de semences vivrières à ces dernières pour la relance de leurs productions agricoles.

Dans les zones de conflit, la distribution de semences aux populations vulnérables est en cours, et puisque le désarmement n'a pas encore été réalisé la distribution de kits aux combattants n'a pas encore commencé.

Chapitre 7 : Conclusions

L'économie

L'économie de base des zones de guerre a beaucoup souffert et la plupart des populations ne font que survivre des productions de leurs terres et de quelques activités commerciales. L'insécurité a causé la quasi-disparition des activités économiques commerciales.

On distingue la zone qui s'etend de l'Ouham-pendé à la Nana-gribizi, en passant par l'Ouham, où l'on pratiquait la culture du coton. Ce secteur fut un véritable moteur de développement à l'époque. Toutefois, aujourd'hui, il y a eu un changement dans la compétition mondiale à propos de la fibre, ce qui rend improbable le retour de la RCA à la place qu'elle occupait jadis sur le marché.

Dans le Nord-ouest, les cultures vivrières sont composées du manioc, du mil, du sorgho, du petit mil, du maïs, de l'igname, du pois de terre, de la patate douce, de l'arachide, du sésame et du haricot. Dans la Vakaga, les cultures les plus répandues sont le mil, le sorgho, l'arachide, le sésame, le maïs et le manioc. Même si l'excédent sert à la commercialisation, la plupart de ces cultures sont produites pour l'autoconsommation. L'élevage a également beaucoup souffert des crises, et la majorité des éleveurs se sont enfuis vers le sud du Cameroun. La pêche et la chasse servent principalement à l'autoconsommation des populations.

Dans la Vakaga, on trouve beaucoup de parcs protégés, dans lesquelles on faisait la chasse aux animaux sauvages. Ces aires protégées furent jadis un pôle d'attraction pour le tourisme.

L'artisanat est pratiqué de façon rudimentaire, surtout dans les villes et les grands bourgs dans tout le Nord-ouest (mécanique, forge, maçonnerie, réparation de vélos et motos). Il n'existe que très peu d'artisans, ce qui fait qu'ils n'arrivent pas à satisfaire la demande locale.

Le secteur minier du diamant, source de revenu pour les ressortissants de la Vakaga surtout, (ceux qui exploitent le diamant dans les préfectures voisines de la Haute-kotto et du Bamingui-bangoran), est devenu dangereux et ceux qui le faisaient avant la guerre ne peuvent plus y accéder.

Le commerce, important dans les échanges avec les pays voisins, est devenu une activité risquée à cause de la présence des barrières de tous genre et de la prolifération de groupes armés (les zaraguinas, les groupes rebelles, les miliciens).

Opportunités économiques pour la réinsertion (court terme) et la réintégration (long terme) des combattants

Pour la **réinsertion** des combattants, il est impératif de relancer l'agriculture de subsistance dans un premier temps, parallelement avec les projets à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) pour la reconstruction des infrastructures détruites. Il est aussi primordial de reconstruire les bureaux des services indispensables de l'Etat (postes de police, services agricoles et d'élevage, postes de santé et hôpitaux, écoles de base et marchés).

Pour la **réintégration**, l'intensification du secteur primaire, surtout, représente un marché de travail pour l'avenir. Pour assurer le développement durable et la création d'emploi pour les combattants, il faudra améliorer les pratiques culturales dans

l'agriculture (culture attelée, agro-élevage, irrigation), introduire les techniques d'intensification dans l'élevage et la pêche, favoriser l'introduction de spéculations nouvelles dans le maraîchage, lancer les activités pour la transformation des produits et développer les chaînes de production. En outre, l'amélioration de l'artisanat et de l'exploitation minière permettra la création de nouveaux emplois. Les conditions du développement de ces secteurs sont l'accès à la formation professionnelle, aux services de développement des micro-entreprises et aux structures d'épargne et de crédit.

La situation sécuritaire
La situation sécuritaire reste très préoccupante pour l'ensemble des régions du Nord. Outre les groupes nationaux, il y a la présence de groupes non signataires de l'APGL (CPJP, et actuellement FDPC), de groupes rebelles Tchadiens (FPR) et Ougandais (LRA), de Zaraguinas (coupeurs de route), d'éleveurs transhumants et de miliciens venant des zones de guerre voisines (Darfour). Les FACA n'ont pas une emprise suffisante sur le territoire national, ce qui fait qu'ils n'assurent pas la sécurité des populations. Par ailleurs, il faut remarquer que les FACA ont aussi commis des exactions contre des civils, tout comme les autres acteurs armés.

La présence de ces groupes armés empêche l'activité économique et le développement de se déployer dans son ensemble, car même les ONG et autres partenaires potentiels de mise en œuvre du programme ne seront pas en mesure de mener leurs activités dans la région s'ils continuent d'être constamment menacés par ces autres groupes armés.
Par ailleurs, le DDR devrait également prendre en considération les raisons qui ont poussé les combattants à rejoindre les groupes armés. L'auto-défense, en l'occurrence, a été une préoccupation majeure, et, par conséquent, afin d'éviter la remobilisation, la nécessité pour l'auto-défense doit être réduite.

Il a été suggéré que, si l'environnement pour la réintégration n'est pas favorable (non disponibilité des services devant soutenir le processus, par exemple), il est possible d'utiliser le « *holding patterns* »[40]. Dans le cas de la RCA, cette méthode peut poser des problèmes, à cause de l'insécurité qui règne dans les zones de réintégration. En définitive, désarmer les combattants qui assurent la protection de la communauté sans d'autres alternatives de sécurité, pourrait faire de cette communauté la proie des attaques des autres groupes armés de la région.

Afin que le processus de réintégration économique soit efficace et durable, cette absence totale de sécurité dans la région du Nord doit être traitée comme une priorité. Comme les services de sécurité nationale n'ont pas actuellement la capacité de fournir ce type de protection, un effort concerté de réforme du secteur de sécurité (RSS) est nécessaire. Mais, la RSS prend beaucoup de temps, pour cela, il faudrait également envisager un programme de sécurité communautaire et de contrôle des armes légères. Cela doit inclure les groupes armés non politico-militaires qui ne sont pas signataires de l'Accord de Paix Global.

Le profil des combattants
La majorité des combattants sont des hommes dont l'âge varie entre 20 ans et 30 ans. Ils ont généralement un très bas niveau d'éducation, mais ils ont l'expérience dans le

[40] Colletta, Schjorlien, et Berts, Interim Stabilisation – Balancing Security and Development in Post-Conflict Peacebuilding, 2008, Folke Bernadotte Academy, Sweden

domaine agricole et de l’élevage. La plupart d’entre eux sont mariés et ont des enfants souvent avec plusieurs femmes.

Avant de rejoindre la rébellion, la plupart des combattants faisaient de l’agriculture, y compris l’élevage et les activités associées à l’agriculture telles que le commerce ou le petit élevage. En outre, beaucoup de combattants étaient à l’école avant de rejoindre les mouvements. La plupart des combattants ont rejoint les rangs des mouvements à cause de l’absence de sécurité, c'est-à-dire pour organiser leur propre défense. Par ailleurs, en raison de cette insécurité, ils ont perdu leurs moyens de subsistance, et donc si beaucoup d’entre eux se sont ralliés aux mouvements, c’est à cause de l’insécurité économique.
Pour les projets futurs, la majorité souhaitent reprendre l’agriculture dans l’Ouham, l’Ouham-pendé et la Nana-gribizi (y compris l’élevage). Dans la Vakaga surtout, le commerce et la reprise des activités minières prédominent. Parmi tous les mouvements, environ un quart des combattants souhaite regagner les FACA.

La dynamique du genre
Les combattantes elles-mêmes disent qu’elles ne sont pas inquiètes de rentrer chez elles, mais dans la communauté elles sont quelquefois mal perçues. L’activité guerrière en Afrique généralement, appartenant à l’homme, il est difficile pour les hommes de se faire à l’idée que la femme ait pu changer au point de s’approprier un rôle masculin.

C’était difficile d'identifier les femmes associées aux groupes et forces armés, car il semble qu’elles ne sont pas prises en compte dans les listes officielles. Néanmoins, l’équipe à rencontré plusieurs femmes associées qui faisaient des travaux ménagers pour les combattants. Il est connu que ces femmes exercent d’autres d’activités comme l’espionnage au sein des groupes armés, même si elles ne l’ont pas affirmé. Dans la Vakaga, particulièrement, ces femmes sont préoccupées par le retour dans leur village. Pour le moment, elles préfèrent rester dans la brousse, au moins jusqu'à après la démobilisation. Un effort concerté doit donc être fait pour identifier toutes les femmes associées qui n'ont pas déjà été identifiées lors de la constitution des listes officielles. Ces femmes devraient également recevoir une assistance.[41]

En général, il est plus difficile pour les femmes que pour les hommes de trouver un emploi à cause des charges qui leur incombent au niveau de la famille. Les femmes sont moins scolarisées que les hommes et ont difficilement accès à l’emploi.

La violence contre les femmes
Beaucoup de combattantes et de femmes associées rencontrées ont plusieurs fois été violées dans les groupes armés. Elles auront besoin de soutien et de services pour leur bien-être psychologique et physique. La violence sexuelle et la violence contre les femmes touche plus de 15% des femmes et des filles dans la région. Partout, cette forme de violence est répandue au sein de la communauté, et ce n’est pas un phénomène lié à la seule présence des groupes armés. A ce sujet, l’on estime que ce pourcentage a augmenté depuis 2003[42].

---

[41] United Nations Security Council Resolution 1325, 2000, United Nations, New York
[42] http://hdptcar.net/blog/2008/02/22/over-15-percent-of-women-and-girls-subjected-to-sexual-violence-in-cars-crisis-zones/

Le plus grand problème, c'est que les femmes ne veulent pas dénoncer les incidents de violence qui, pour la plupart, sont causés par leur mari. Quand les femmes ne travaillent pas, c'est le mari qui soutient la famille et en dénonçant le mari, elles pourraient avoir des difficultés pour soutenir leurs enfants. Une solution est de permettre aux femmes de devenir moins dépendantes, financièrement, de manière à réduire cette inquiétude.
Avec ce niveau élevé de violence contre les femmes qui existe déjà, et la tendance observée dans d'autres pays en situation de post-conflit en ce que la violence domestique augmente après le désarmement, il est fort possible que la violence contre les femmes augmente au cours de ce processus. Le programme de DDR devrait soutenir les organisations qui réalisent déjà la sensibilisation sur la violence contre les femmes et fournir des services de soutien aux femmes. Une sensibilisation des combattants se rapportant spécifiquement aux droits des femmes doit également être effectuée.

Attitudes des communautés envers les combattants
La plupart des combattants vivent dans leur communauté d'origine où ils cohabitent avec les populations locales. Bien que d'autres se soient déplacés, ils vivent toujours dans leur village d'accueil et d'affectation avec les populations locales. Certains combattants ont eu des comportements négatifs vis-à-vis de la population civile (extorsion d'argent et autres biens au niveau des barrières routières, coups et blessures). Au total, l'on peut dire que la préoccupation d'une partie de la population est fondée lorsqu'elle craint que la cohabitation ne puisse être facile avec les combattants. Cette situation pourrait se justifier par l'impunité à l'égard des différentes exactions des combattants. En plus de la campagne de sensibilisation actuelle, un soutien à long terme devrait être donné par les partenaires d'exécution et les personnes clés, afin d'assurer que la réconciliation entre les combattants et les communautés d'accueil se poursuive et se renforce.

Les services d'appui et encadrement
Il y a un manque cruel de services sociaux et économiques nécessaires pour appuyer un programme de réintégration. L'infrastructure des services publics est dans un état de dégradation ou a simplement cessé d'exister. Les services d'encadrement de l'agriculture, ACDA et de l'élevage, ANDE, ainsi que les Affaires Sociales continuent à fonctionner péniblement dans le Nord-ouest, mais dans la Vakaga ces services sont absents. Quelques chefs de poste arrivent à fournir un appui aux populations parmi lesquelles ils vivent. Ces services nationaux doivent être soutenus et renforcés afin d'assurer le travail nécessaire pendant et après la réintégration des combattants.

Les structures de formation sont rares dans les zones sinistrées, d'abord parce que les infrastructures ont été pillées et ensuite parce que la plupart des fonctionnaires accusent des arriérées de salaire. Les capacités de ces services ne parviennent donc pas à subvenir aux besoins d'un programme de réintégration. La formation professionnelle en général et en gestion, en particulier, est particulièrement importante pour deux raisons: les combattants sont en grande partie des jeunes qui n'ont pas reçu d'éducation ou de formation formelle. Ils ont également suggéré qu'ils souhaiteraient faire recevoir une formation technique pour leur emploi choisi. Il faudrait, par conséquent, réhabiliter les structures de formation qui ont été détruits. Si elles existent déjà (à Ndowara, Kaga-bandoro), il est aussi nécessaire d'accorder des financements aux ONGs et aux acteurs du secteur privé, afin que ceux-ci puissent élargir leurs opérations dans les endroits isolés, pour éviter l'exode rurale des combattants en quête de services d'appui.

En ce qui concerne les programmes de développement en cours, on peut conclure que leurs capacités nécessaires sont très limitées à cause des problèmes de financements et de sécurité.

Dans le cas échéant, des synergies doivent être créées entre tous les programmes en cours et le processus du DDR. Par exemple, les projets de réhabilitation d'infrastructures pourraient employer les combattants sous forme de travaux à haute intensité de main-d'œuvre. Des liens peuvent également être créés entre les divers projets d'AGR et les activités des ONG pour que les petites entreprises mises en place par les combattants soient intégrées dans le marché, etc.

La conclusion générale de cette étude est qu'il existe des opportunités réelles pour la réintégration sociale et économique, mais qu'il est nécessaire d'améliorer l'environnement dans lequel les combattants doivent se réintégrer. Les défis les plus évidents sont le manque de sécurité et des services efficaces !

Chapitre 8 : Recommandations pour une réintégration durable

Défi majeur : rétablir la sécurité

Un des soucis majeurs de la population, c'est qu'il faut que la sécurité soit assurée par l'Etat pour que les gens puissent circuler librement. Actuellement, il y a toujours des barrières militaires et des rebelles tandis que le problème des coupeurs de routes n'est pas encore résolu. Les forces de sécurité sont limitées aux grandes villes et ont des capacités réduites pour faire face à ces menaces. Aussi bien dans l'Ouham et l'Ouham-pendé que dans la Nana-gribizi, le phénomène des Zaraguinas a contribué à mobiliser les combattants de l'APRD, et leur démobilisation future dépendra d'une résolution de ce problème. Dans la Nana-gribizi, l'on signale la présence de rebelles Tchadiens (FPR) et à proximité, des rebelles non signataires de l'APGL. Finalement, pour le Nord tout entier les incursions des mouvements armés en provenance des pays voisins compromettent la sécurité des habitants de la zone. Si ces problèmes continuent, les citoyens, même s'ils en sont capables, ne peuvent pas reprendre les activités économiques normales.

Il est aussi important de moraliser les forces de l'ordre, car dans le passé les soldats des FACA ont commis beaucoup d'exactions contre les civils, ce qui a terni l'image de l'Etat. Par ailleurs, il sera nécessaire d'avoir des forces sécuritaires effectives sur tout le territoire. Cependant, il faut comprendre qu'un programme de DDR n'a jamais été capable de résoudre ce défi sécuritaire énorme. Pour cela, le programme de DDR doit être accompagné par des programmes de réforme du secteur de sécurité, de contrôle des armes légères et de sécurité communautaire.

La relance de l'économie de base est impérative

Il est impératif de relancer l'agriculture de subsistance dans un premier temps. Il faudra, pour cela, distribuer des semences et des matériaux agricoles (kit vivrier), afin de permettre aux combattants de se relancer dans l'agriculture vivrière et commerciale (coton et maraîchage). Cependant, il faut absolument tenir compte des exigences du calendrier agricole. Pour le nord de la RCA, cela implique qu'il faut faire démarrer l'agriculture au plus grand tard dans un délai de deux mois (fin juin 2010). Il faudra également prévoir une aide alimentaire qui puisse permettre aux combattants et aux populations de couvrir une période de quelques mois avant de pouvoir bénéficier des premières récoltes.

Néanmoins, pour une réintégration durable, il ne faudrait pas que les combattants reprennent seulement les mêmes méthodes de production qu'ils utilisaient avant de rejoindre le groupe armé. Il devrait y avoir de nouvelles techniques et technologies. Le programme devrait mettre un accent sur la mécanisation de la production, le développement et l'amélioration des chaînes de production. Pour cela, il faut promouvoir l'accès des combattants aux marchés, aux fournitures, aux services d'appui et aux microfinances.

Plus spécifiquement, il faut s'assurer que les nouvelles entreprises des combattants soient liées à des entreprises dans leurs chaînes de production, afin de réduire leur vulnérabilité, et d'assurer que leurs projets d'entreprise soient durables.

Réhabilitation et renforcement des services
Les économies locales ne peuvent être redynamisées sans les structures d'encadrement, notamment les structures publiques et privées ainsi que les ONG d'appui au développement. Pendant que les ONG internationales présentes sur le terrain cherchent à élargir leurs activités tout en renforçant l'effectif de leur personnel, les structures publiques connaissent de sérieuses difficultés en termes de personnel et de matériels. Avec le processus de réinsertion et surtout de réintégration, la demande s'accroîtra sensiblement, et il s'avère nécessaire de réhabiliter certains établissements de fourniture de services et de mettre en place des structures d'encadrement supplémentaires.

Il y a aussi le manque de structures étatiques, ce qui fait que l'absence de l'Etat se fait sentir. Les structures publiques d'encadrement manquent d'équipements nécessaires pour leur fonctionnement. Elles n'ont pas assez de personnel qualifié pour soutenir la réintégration. En outre, l'ensemble de leur patrimoine immobilier se trouve dans un état de dégradation très avancé, ce qui nécessite des budgets importants de réhabilitation[43]. Dans la Vakaga, il y a une absence presque complète des structures de l'état ; mis à part un petit nombre de soldats des FACA, il n'existe aucun dispositif de sécurité publique, ni d'écoles et d'hôpitaux. Tout cela combiné avec les capacités limitées de la société civile de la RCA crée une base faible pour la réintégration.

La situation actuelle démontre qu'il y a un besoin de financement important en faveur des différents opérateurs économiques de la région, ce qui a amené plus de 98% des personnes interviewées à réclamer la mise en place d'établissements de microfinance (EMF), y compris des structures d'épargne, dans la région. Finalement, il faudrait s'assurer que les capacités nécessaires pour aider les combattants à créer, développer et rendre durable leurs entreprises existent. Actuellement, il n'y a aucun service d'encadrement, pour cela il faudrait les créer, en s'assurant la collaboration du secteur privé.

Dynamique du genre
D'après les listes officielles, le nombre des combattantes est limité (4,5% dans l'ensemble des mouvements). Néanmoins, selon les témoignages, un nombre non négligeable de femmes associées a joué un rôle de soutien indispensable aux combattants. Pour avoir participé à l'effort de guerre de leur communauté, le programme de DDR devra les impliquer dans la planification de ses activités, en tenant compte de leurs préférences et préoccupations. Dans l'idéal, dans le futur programme de réintégration, on devra identifier ces femmes selon des critères spécifiques d'éligibilité "Femmes associées", mais ce ne sera pas facile. Par ailleurs, pour une réelle participation des femmes à la réintégration, il importe de renforcer et d'élargir leurs possibilités pour qu'elles puissent pleinement contribuer au développement au lieu de se voir confiner dans leurs foyers à ne s'occuper que des activités domestiques habituelles.

Réinsertion
Il est prévu que les combattants vont recevoir un Kit de réinsertion et aussi de l'argent (30 Dollars). Il sera très important d'accompagner la distribution de l'argent avec des conseils professionnels pour maximiser l'impact et le rendement de ces ressources.

[43] Certaines ONG comme DRC, COOPI et ACTED sont en train de réhabiliter certains édifices publics dans l'Ouham et l'Ouham-pendé.

Pour cela, il faut former des conseillers le plus vite possible. Les conseillers et finalement les combattants doivent être informés des résultats de cette étude afin de les aider à opérer un choix bien informé.

En outre, il est important de commencer à relancer l’agriculture de subsistance. Il est également crucial de mettre en place des projets à Haute Intensité de Main-d’œuvre (HIMO) pour la reconstruction des infrastructures sociales et économiques détruites. A ce sujet, il est primordial de reconstruire les bureaux des services indispensables de l’Etat (postes de police, services agricoles et d’élevage, postes de santé et hôpitaux, écoles de base et marchés). La réhabilitation des routes est aussi un domaine à retenir pour les projets HIMO. Dans un environnement post-conflictuel tel que le Nord de la RCA, il y a surtout le manque d’"argent liquide" et beaucoup de familles doivent immédiatement réhabiliter leurs maisons et reconstituer leurs moyens de survie (bétail, outils de travail). Les programmes HIMO donnent des salaires temporaires qui peuvent améliorer cette situation et dynamiser l’économie locale.

Il ressort de l’enquête qu’un grand nombre de combattants veulent reprendre leurs études. Il s’agit, généralement, soit de personnes dont l’âge dépasse largement le niveau de la classe où ils pourraient s’inscrire, soit alors de gens qui n’ont jamais frequenté l’école. Cependant, pour leur permettre de rattraper le temps perdu, il serait souhaitable de les orienter vers des structures de formation accélérée.

Réintégration économique
Pour une réintégration durable, il faudrait redynamiser tous les secteurs économiques dans les zones sinistrées, c'est-à-dire dans l’agriculture (intensification de la culture attelée, transformation de produits, irrigation), l’élevage (amélioration des races, multiplication, petit élevage), la pêche, l’artisanat et les services (hôtellerie, restauration, transport, commerce). Tous les secteurs mentionnés dans le chapitre 5 recèlent des opportunités d’emplois pour les combattants.

Cependant, on devra tenir compte des besoins de formation et financier afin de s’assurer que les combattants aient accès aux opportunités créées et qu’ils aient les compétences nécessaires pour exploiter ces opportunités d’une façon durable. Compte tenu du faible niveau de compétence des combattants, ainsi que de leur expérience professionnelle limitée, une formation est nécessaire, mais elle doit, en défintive, répondre à la demande des marchés locaux. Le Chapitre 5 fournit les détails nécessaires pour la sélection des domaines de formation professionnelle les plus importants. Il faut, de toutes les manières, éviter de financer des cours qui ne sont pas liés au marché du travail.

Ainsi, le démarrage de l’agriculture de base devra déjà s’assurer de l’appui des services compétents. La réhabilitation des routes ou des bâtiments des services socio-économiques, prévue comme des activités de réinsertion (voir ci-dessus), devra déjà comprendre un volet entretien.

Réintégration Sociale
Un bon nombre d’éléments incontrôlés des groupes armés avaient, par le passé, commis des exactions sur les populations. Par ailleurs, ils leur font subir des tracasseries aux barrières. Ces facteurs peuvent rendre difficile la cohabitation des combattants et des membres de la communauté, surtout dans les zones occupées par l’APRD. La

réintégration sociale dans la Vakaga peut faire face à plus de problèmes, vu les tensions interethniques. Il faudra donc organiser des activités de réconciliation, comme des rencontres entre les différentes communautés afin de favoriser le pardon.

Les combattants ne constituent pas un groupe homogène
Dans le chapitre 2 de cette étude, il est décrit qu'il y a d'énormes différences parmi les combattants. « Les programmes de réintégration socio-économique des anciens jeunes combattants demandent des approches intégrées qui répondent à leurs différents besoins, expériences, et faiblesses, qui varient selon l'âge, le sexe, l'origine ethnique, la classe sociale, la taille du ménage, le niveau d'instruction et de formation, les handicaps, etc. Ces facteurs permettent d'identifier la vulnérabilité à l'exclusion sociale et de cibler les interventions visant à surmonter les difficultés auxquelles les jeunes font face lorsqu'ils entrent sur le marché du travail ou cherchent à y demeurer. »[44]

Disponibilité de financement par rapport aux défis
Dans la situation actuelle de la RCA, il n'est pas possible de lancer un programme de réintégration traditionnelle. Il sera impossible de réussir le programme sans la sécurité et sans une capacité améliorée des services et de l'économie.
Pour cela, un programme de DDR en RCA doit être accompagné d'une réforme complète du secteur de sécurité, et de la mise en place de programmes de sécurité communautaire, de contrôle des armes légères et de développement économique. Tout ceci nécessite des financements énormes qui ne sont pas disponibles pour l'instant. Au demeurant, les bailleurs de fonds étrangers ont peu d'intérêt pour la RCA. Alors, bien qu'il y ait des opportunités pour la réintégration sociale et économique, le processus de paix nécessite la disponibilité de fonds suffisants pour créer un environnement dans lequel la réintégration puisse éventuellement réussir.

---

[44] Specht, I., Les jeunes dans les processus de DDR, pg 437, dans DDR – désarmer, démobiliser et réintégrer, Connoir, Y., et Verna, G., La Presse de l'Université Laval, Canada, 2006

Bibliography

Aho, Gilbert, Pour une stratégie de croissance pro-pauvre et au service du développement humain. Contraintes et défis pour la Centrafrique, PNUD, 2006.

Alusala, Nelson, *Armed conflict and disarmament. Selected Central African case-studies*, ISS Monograph Series, n° 129, mars 2007, chap. II, p.12.

Alusala, Nelson, Croyances locales, Catholiques, Protestants et Musulmans., p. 11.

Berman, Eric G., *La République Centrafricaine : Une étude de cas sur les armes légères et les conflits,* Rapport spécial, Small Arms Survey et PNUD, 2006.

Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine, 2009-2011, PBF, 2008.

Colletta, Schjorlien, et Berts, Interim Stabilisation – Balancing Security and Development in Post-Conflict Peacebuilding, 2008, Folke Bernadotte Acadmey, Sweden

Configuration République centrafricaine. La politique nationale et le soutien de la Communauté internationale en matière de pôles de développement, (http://www.un.org/peace/peacebuilding/CountrySpecific%20Configurations/Central%20African%20Republic/1012poles.pdf)

Conseil de Sécurité des Nations Unies, S/RES/1325, octobre 2000.

Dandeker, C., « Femmes combattantes » : problèmes et perspectives de l'intégration des femmes dans l'armée britannique, R. franç. sociol., 44-4, 2003, 735-758.

FIDH, République centrafricaine Déjà-vu D(é) s accords pour la paix au détriment des victimes, décembre 2008.

Gbeyoro, Yves Valentin, Les Sociétés de Sécurité privée et autres milices (forces armées non étatiques, Directeur de l'Office Central de Répression du Banditisme (OCRB).

Ghura, Dhaneshwar, and Mercereau, Benoît, Political Instability and Growth: The Central African Republic, WP/04/80, International Monetary Fund, 2004.

Harelimana, Jean-Baptiste, Analyse : La mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad : tarissement ou renouveau?, Multipol, mars 2009.

HDPT, Country Briefing Pack Central African Republic (CAR), Humanitarian and Development Partnership Team, 2007

Integrated DDR standards, module 4.30, 5.10, 5.20 United Nations Inter-agency working group on DDR

International Crisis Group, République centrafricaine : débloquer le dialogue politique inclusif, Policy Briefing, Briefing Afrique N°55, Nairobi/Bruxelles, 9 décembre 2008.

LACCEG, Atlas de la République Centrafricaine, Laboratoire de Cimatologie, Cartographie et d'études Géographiques et FNUAP, 2007

Loungoulah, Philippe, Les contraintes et les potentiels de l'économie centrafricaine à l'aube du XXI[e] siècle, CRIPP/CNRS, Consultant en management des organisations.

Martinelli, Marta et Klimis, Emmanuel, La reforme du secteur de la sécurité en République Centrafricaine. Quelques réflexions sur la contribution belge a une expérience originale, Les rapports du GRIP, 2009 (http://www.operationspaix.net/sites/operationspaix.net/IMG/pdf/GRIP_RSS_en_Centrafrique_2009-5_-2.pdf).

Myer, Kathleen, Potts, Alina and Roberts, Les, Grave Violations of Children's Rights and Mortality in the Central African Republic, Results of a Nationwide Survey, UNICEF and Columbia University, September 2009.

Ministere du Commerce et de l'Industrie, Le Secteur Industriel de la Rebulique Centrafricaine, Bangui, RCA, sans date

Ministère de la Défense Nationale, des Anciens Combattants, des Victimes de guerre, du Désarmement et de la Restructuration de l'Armée, Rapport final du Comite préparatoire du Séminaire national sur la Reforme du Secteur de la Sécurité en République Centrafricaine, Séminaire National sur la Reforme du Secteur de la Sécurité, Bangui 2008.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, DSRP 2008-2010. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, 2007.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale et PNUD, Enquête sur les conditions de vie des ménages ruraux, DSEES/BCR, GDPES-DSD et PNUD, manuel d'instructions aux enquêteurs, 2003.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Enquête Centrafricaine pour le Suivi et l'Evaluation du Bien-être (ECASEB), ICASEES, 2008.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003, Rapport de Synthèse des Résultats, 2005.

Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, *Profil socio-économique de la Préfecture de l'Ouham*, I CASEES, Bossangoa, 2009

Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, Institut Centrafricain des Statistiques et des études Economiques et Sociales (ICASEES), Direction de la Coordination et du Développement des Statistiques Régionales, Profil socio-économique 2008 de la Préfecture de la Basse-Kotto, The Africain Capacity Building Foundation, ICASEES, Mobaye, décembre 2008.

Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, Suivi de la Situation des Enfants et des Femmes. Résultats de l'enquête à indicateurs multiples couplée avec la sérologie VIH et anémie en RCA 2006, MICS-3, Rapport final, ICASSES, Bangui, 2009.

Moyoudokana, Alexis, La Réforme de l'économie centrafricaine en question, juin 2004.

Nations Unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays,* Conseil de Sécurité, S/2009/627, 2009

Nations Unies, *Secretary General's report on Children and Armed Conflict, 13 Avril 2010,* Conseil de Sécurité, A/64/742 – S/2010/181, 2010

PAM, *Analyse Globale de la Vulnerabilite et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA),* Rapport final, République Centrafricaine, 2009.

Plan d'Action du Programme de Pays 2007-2011 entre le Gouvernement de la République Centrafricaine et le Programme des Nations Unies pour le Développement, RCA et PNUD, 2007

PNUD, *Rapport sur le développement humain*, 2009

PNUD, *Renforcer le capital social et la sécurité humaine : un impératif pour la refondation de l'Etat centrafricain*. Rapport national sur le développement humain République centrafricaine, 2008

PNUD, Rapport mondial sur le développement humain. La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé, PNUD, rapport 2007-2008

PNUD, *La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé,* Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008, 2007

PNUD-RCA, Profil de Pauvreté en Milieu rural, Région n°3 : le Yade, Enquête sur les Conditions de Vie en milieu rural – ECVR-2003, 2006

PNUD, Annual Report 2007, PNUD-RCA, 2007

PNUD, Profil de Pauvreté en milieu rural, Enquête sur les Conditions de Vie en milieu rural, ECVR, Région n° 4 : Les Kagas, 2006.

Programme Alimentaire Mondial, Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA), Rapport final République Centrafricaine, 2009.

PSPD, Etude monographique de la préfecture de la Nana-Gribizi, PSPD, 2008.

République Centrafricaine, Monographie de la préfecture de l'Ouham-Pendé, RCA, 2007

RCA, *Rapport national sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), 2003-2015*, 2004.

Sanze, Jean-Jacques, La vulnérabilité économique d'un pays riche et enclavé : Le cas de la République Centrafricaine, Paris, 2003.

Small Arms Survey, L'évolution de la guerre autour du Soudan. La prolifération de groupes armés en République centrafricaine, Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA). Document d'information sur le Soudan, Numéro 5, Janvier 2007.

Specht, I., Les jeunes dans les processus de DDR, dans DDR – désarmer, démobiliser et réintégrer, Connoir, Y., et Verna, G., La Presse de l'Université Laval, Canada, 2006

United Nations Security Council Resolution 1325, 2000, United Nations, New York
Waging Peace et Survie France, *La République Centrafricaine. Un désastre humanitaire et des droits de l'homme*, un rapport de Survie et Waging Peace – novembre 2007.

https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ct.html

http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=17909&Cr=centrafrique&Cr1=ban

http://www.operationspaix.net/MISAB

http://www.cf.undp.org/omd.htm

http://www.leconfident.net/FPR-RAMADAN-SUCCEDE-A-BABA-LADE_a4765.htm

http://hdptcar.net/blog/2008/02/22/over-15-percent-of-women-and-girls-subjected-to-sexual-violence-in-cars-crisis-zones/

Annexe A : Personnes contactées

A Bangui

Nom/fonction	Institution et contacts
M. Oumar SAKO, Chef de l'Unité Gouvernance et Prévention des Crises-RCA	UNDP Tél. 75 04 61 18 oumar.sako@undp.org
M. Alex D.K. NYAKO – BADOHU Coordinateur des opérations agricoles d'urgence et de réhabilitation-FAO-RCA M. Nicolas BOKOSSI (Paoua)-FAO-RCA M. Tony LAKOUETENE-FAO-RCA	(+243) 081 880 54 01 (+243) 081 880 50 89 alex.nyarko@gmail.com Tel. 72 76 94 29/75 55 96 09
Mme Louise WILLIAMS Advocacy Campaign Officer IDP Campaign – RCA M. Nick IMBODEN Information Management Officer	OCHA 70 18 80 64 williams14@un.org loureports@yahoo.com Tél. 75 20 79 67 ximboden@gmail.com
M. Jorge VALLES Chief Child Protection-RCA	UNICEF Tel.75 58 96 06 jvalles@unicef.org
M. Becaye DIARRA (Economiste principal-RCA) M. Silla YOUSSOUFA (Economiste national-RCA)	Becaye.diarra@undp.org/ 75501249 Youssoufa.silla@undp.org/ 75508901
M. Willy ZIHALIRWA NALWABE Spécialiste en Protection des Enfants basé à Bossangoa	UNICEF Tél. 70 98 95 36/72 26 16 39 znalwabe@unicef.org
M. Mahimbo MDOE Représentant UNICEF-RCA	mmdoe@unicef.org 75501250
Mme Esther VAN DER WOERDT Coordonatrice de Programme-CORDAID-RCA	Tel.75 02 15 09//72748069 72208519/ ewocor@cordaid.net Bangui.office@cordaid.net
M. Yannick DEVILLE Directeur d'ACTED	Tél. 72 29 50 06
M. Kersten JAUER Gestionnaire d'information principale	Tél. 75 57050 34 kersten.jauer@undp.org
M. Antoine BANGA Responsable des services Genre/ promotion féminine/développement communautaire et Service Technique de Promotion de la Femme	Tél.72 29 58 59/ Tél.75 04 80 17 agmmbaga@yahoo.fr Tél.21 61 07 20
M. Dominique MALO, Coordonnateur du Programme Expert National en Microfinance PNUD – Programme d'Appui a l'Emergence d'un Secteur Financier Inclusif (PAE/SFI)	Tél 75 04 2868

M. Ibrahima DIALLO Conseiller Technique Principal Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) M. NDIAYE, Secrétaire Exécutif M. MBEKO, Coordonnateur Adjoint	Tél.70 76 69 01 / 21 61 17 32 77 06 85 73 70 01 62 58 mbekoetienne@yahoo.fr
Mme Gertrude ZOUTA, SG Chambre de Commerce M. Alfred POLOKO, Vice Président Chambre du Commerce M. Serge SINGHA-BENGBA M. Ghislain SAMBA MOKAMANEDE	Tél. (+236) 61 16 66/ 75 50 23 98/ 70 50 23 98 Chambredecommerce2003@yahoo.fr bobenzouta@yahoo.fr
GTT Comité de Pilotage - Colonel Mathias LENKONGUI, Commandant du 2e Contingent Congolais - M. Patrick MARCONNET : Ministère de la défense Ambassade de France - Colonel KAMIKOMO : chef de section militaire-BINUCA - M. Jules KOGBIA, Chargé de mission de la défense au ministère de l'administration	CTT Comité de Pilotage Tél.72774136 lenkongui@yahhoo.fr Tél. 75505812 Tél.75565062 ; kanikomo@un.org-Tél.75501870 Tél. 75501870
M. Saïd KARMAOUI, Directeur National DRC	Tél. 72 72 48 27 Tél. 21 61 03 74/ drccar@drc.dk
M. Donatien PANDIKUZIKU Chargé National de Programme-PAM	Tél.75 50 82 92/ 75 04 34 67 donatien.pandikuziku@wfp.org donatienpandikuziku@yahoo.fr
M. Mustapha ISSEN Directeur Général de l'Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)	mustapha.issen@minplan-rca.org
M. Gildas KONZI Vice- Président de l'Association des Eglises du Réveil	Tél. 77 08 60 61 / 70 02 46 78 Gildas-konzi@yahoo.fr
Mr Germain B. KABRAN, Charge des Affaires Politiques-BINUCA	Tél. 75055376 kabran@un.org
M. David TCHOUINOU Economiste- Banque Mondial	Tél. +236-21614106 dtchouinou@worldbank.org
M. Gildas Choisy MBETIGAZA Chef de cabinet du Ministre de l'Education	Tél. 72261879 75191204
M. Kian ABBASSIAN Chef de Mission Première Urgence	Tél. +236 75 57 01 01 /72 04 51 06 caf.cdm@premiereurgence.org/ pu.cdm.rca@gmail.com
M. Patrice EFFEBI-DRC (Paoua) Coordonnateur du programme DDR-enfants	Tél. 72748757
M. Davide STEFANINI (Paoua) Chef de Base Paoua/ Coordonnateur de Programme-DRC	Tél. 21 61 03 74/ 72 79 60 42/ 75 054207

	stefaninidavide@yahoo.it
Mme Nicole BOHL Coordinatrice Child Protection-IRC	Tél. 72 72 98 44 nicole.bohl@theirc.org
Mme Gaëlle CHOJNOWICZ IMC Protection Program Manager	Tél. 75739928 gchojnowicz@imcworldwide.org
M. Raymond GOULA Responsable Population, Développement et Genre-FNUAP	Tél. 75 04 42 30 goula@unfpa.org
M. Philippe ZEMINGUI Chargé de Suivi & Evaluation-FNUAP	Tél. 75507427 zemingui@unfpa.org
M. Tino KREUTZER Information Manager-PNUD-DDR	Tél. 75575034 Tino.kreutzer@undp.org
M. Jean Christophe N'GREKAMBA Administrateur Civil Coordonnateur National des Pôles de Développement	Tél. 75 78 30 07 Jchristng03@yahoo.fr
M. Jonas NANGOLA Directeur Technique de l'ICASEES	Tél. 70 46 31 91
M. Bienvenu ALI Chef du Service des Statistiques Démographiques	Tél.72 26 30 33
M. Eric VICKOSS Directeur de la Coordination et du Développement des Statistiques Régionales	Tél.75 70 82 39
M. El Hadj Ousman SHEKOU Secrétaire Général FNEC	Tél. 21 61 30 86/75 05 02 46
M. Ata MODIBO Coordonnateur National de l'Animation Mutualiste-FNEC	Tél. 70 45 15 82
M. Amadou DAMALLA Chef de service du Petit Bétail-FNEC	Tél. 75 04 58 80
M. Pierre Félicité KOUE Directeur de la production animale	Tél.70 90 19 74
M. MOBIANG Albert Responsable Suivi Opérationnel ACDA- Cellule Coton	Tél.70 45 19 11
M. Koto KOKAMBU Joseph Chef de service des tractions animales-ACDA	Tél. 70 80 90 40
M. Xavier HUCHON Coordinateur national des programmes-Solidarités	Tél.75 76 20 98 Rca.secalim.coo@solidarites-rca.org
M. Boniface MOKAMA Ingénieur agronome et chef du centre de formation a la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN)	Tél.75 05 20 47/ 70 97 21 69 77 06 09 18
M. DELEMBE Administrateur civil, Cabinet du Ministre des Mines et de l'Energie, ancien formateur au PRAC	Tél.75 50 49 63/70 80 16 46
M. ORONGAI	Tél. 75 03 83 23/72 77 07 16

Etudiant stagiaire en Maîtrise de Droit public-Direction des Mines	
M. Jean Sylvain FEIGOUDOZOUI Directeur Général des Mines	Tél. 75 50 79 06
M. Jean Noel ITENDJI Chef de service-Direction Générale des Mines	Tél.75 04 91 28
M. GUILO Gustave Thompson, Vice-président du Conseil d'Administration de l'Union Nationale des Coopératives de la RCA (UNCRCA)	
Père Aurelio GAZZERA Prêtre a CARITAS, Bozoum	Tél.72 72 24 24 gazzera.aurelio@gmail.com
M. Antoine SAGOT Responsable du Reporting / Reporting Manager, ACTED	Tél.72 06 01 53
Mme Anastasie GODEUILLE Chef de service du Centre de Formalités des Entreprises de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la RCA-Guichet Unique de Formalités des Entreprises en RCA	Tél.75 05 22 43
M. Oliver ROUTEAU Chef de mission-Triangle	Tél.75 75 19 31/ 77 34 57 41 rca@trianglegh.org
M. Alphonse-Blacka KOMOKO Coordonnateur du DSRP/ STP Infrastructures de Base, Directeur Géneral, Chef de la Cellule interministérielle de Planification de l'Equipement et des Transports	Tél.75 50 09 81 Komoko2005@yahoo.fr
M. DJIBAO Coordonnateur du Projet Formation par Apprentissage et Insertion des Jeunes Désœuvrés et Déscolarisés dans les Zones en Conflit dans l'Ouham et l'Ouham-pendé	Tél. 75 50 68 74 72 11 73 21
M. Edouard NVOUNI Assistant au Projet de Redynamisation des Centres de Formation Professionnelle-UNESCO	Tél.75 05 13 76

Sur le terrain

Localisation	Statut professionel	Nom
Bouzoum	Préfet	Sylvain Gaba
	Chef de Secteur d'élevage	Max Poutabale
	Président de FELGIP de Bozoum	Babacar Aladji
	Vendeur de méchoui de porc	Christian Wanego
	Enseignant primaire	Gildas Bissi
	Coiffeur	Daniel Yapendé
	Chef de secteur de l'ACDA	Bernard Beninga
	Animateur FNEC Ouham-pendé	Issa
	-	Félix Faya
	-	León Goutendji
Paoua	Sous-préfet	Thierry Bema
	Boucher	Kalala
	Vendeur de méchoui	Yves Zémiga
	Propriétaire de moto-taxi	Saladin
	Chef de sous-bureau FAO	Nicolas Bokossi
	Chef du secteur élevage	Timothée Bolapa
	Responsable PAM de Paoua	
	Responsable OCHA de Paoua	
	Directeur Régional ACDA	
	Responsable des femmes	Céline
	Elève	Focus group avec jeunes
Bocaranga	Sous-Préfet	
	Chef du secteur d'élevage	Yann Yanawéré
	Responsable AGR DRC	Massoura
	Responsable intérimaire IRC	Gabin Kobango
	Cordonnier	Khadir Hissène
	Président de la Jeunesse sous-préfectorale	Lemag Agha
	Vice- Président de la Jeunesse sous-préfectorale	Salli Kami
	SG de la Jeunesse sous-préfectorale	René Guéta
	Trésorier de la Jeunesse sous-préfectorale	Salle Atala
	Chef de secteur ACDA	
	Imam de la mosquée de Bocaranga	
Bossangoa	Restauratrice	Caroline
	Maçon	David Yato
	2e Vice-président de la délégation spéciale de la ville de Bossangoa	Evariste Gbei
	Chef de Poste vétérinaire de Bossangoa,	Georges Valère Gbangabo
	Chef de Centre de Formation Pratique et Professionnelle (CFPP)	Jacques Sanna
	Président d'association	Bruno Gassara
	Chef de Brigade adjoint de la gendarmerie	Baba
	Responsable CARITAS	Inès
	Menuisier	Jean Faradang
	Tansformatrice de beurre de karité	Mme Gambhor
	Electrotechnicien	Masseka-Zingo

Nana Bakassa	Sous-préfet de la Nana-Bakassa	Josué Feissona
	Chef de Poste vétérinaire	Bruno Sans-famille
	Homme d'affaires	Hassan
	Homme d'affaires	Mahamat
	Eeveur de caprins	Julienne Gbeingai
	Membre de la communauté	Jean-Pierre Ngoimon
Bouca	Chef de poste vétérinaire	Dady
	Quincailler	Romaric Seremandji
	Commerçant	Igor Vomithiande
Batangafo	Sous-préfet de Batangafo	
	Chef de village	Henri Naga
	Coiffeur	Wilfried Koushoungou
	Cordonnier infirme	Yves Kouanguinza
	Jeune désœuvré	Simplice Yatoungou
	Jeune désœuvré	Thierry Kodro
	Chef de Secteur ACDA	Raymond Ouendane
	Chef de secteur ANDE	Ousmane Gang-Dan
	Président des éleveurs	Takadji
	Responsable Orphelinat	David Dejour
Birao	Imam, de la mosquée centrale de Birao et Président de la Communauté Islamique Centrafricaine de la Vakaga	Moustapha Inouss
	Porte-parole adjoint du MLCJ de Birao	Dyea Toumo Hamza
	Président du Conseil des Sages de la commune Redina	Mahamoud Cashmir
	Notable du quartier Ngréndomo	Radjab Bourouma
	Artisan	Anour Alkali
	Artisan boulanger	Oumar Bachir
	Commerçant	Noubahoto Ibrahim
	Artisan	Abdalah Mahamat
	Délégué des Moto-taxis	Hamadou Mahamt
	Commerçant	Alfash Ali
	Commerçant	Oumar Mahamat
	Commerçant	Hamza Issene
	Chef du village de Ndjita	Hamat Idriss Ndjitta
	Chef du village de Lamina	Moctar Ali
	Imam	Mahamat Yaya
	Chef du quartier Djamal 3, commerçant	Nassour Ali
	Eleveur et commerçant de bétail	Oumar Aroun
	Commerçant de produits divers	Mahamat Sale
	Imam de la Mosquée Centrale, commerçant	Younouss Ali
	Focus avec la communauté	4 Jeunes anonymes
	Principal (Directeur) du CES (Collège d'Enseignement Secondaire) de Birao	Guy Vincent Songo
	Pasteur de l'Eglise Apostolique de Birao, Président de CEMI (Commission Electorale Mixte Indépendante)	Bernard Komnana

	Maître-parent (enseignant auxiliaire) à l'école primaire autochtone de Birao	Vital Gabriel Zakarias
	Gendarme	Zouhouli Isidor
	18 combattants du MLCJ	-
Ouandja	Artisan menuisier-maçon	Ngoupala Emmanuel
	Le Maire du village Le Tiroungoulou	M. Ousmane Ramadane
	Conseiller à la Mairie	M. Mahamat Quatre Barthélemy
	Secrétaire Général de la Mairie	M. Abdoulaye Ramadane
	Chef de village	Ndeya Moussa
	Chef de village	Ibrahim Abdoulaye
	Chef de village	Amn Mahamat
	Chef de village	Adoum Issen
	Chef de village	Amnala Magache
	Chef de village	Dofara Jean Pierre
	Chef de village	Mahamat Jessedin
	Chef de village	Asseda Nana
	Commerçant	Aaasnia Kamsoul
	Commerçant	Batoul Issen
	Femme leader	Awa Faeifa
	Femme leader	Amssana Hassane
	Femme leader	Kaltouma Ibrahim
	Femme leader	Marie-Thérèse Mongadji
	Forgeron	M. Rekoumala Mahamat
	Leader de l'UFDR	Général Damane
	67 combattants de l'UFDR	
Kaga Bandoro	Sous préfet	
	Chef de secteur d'élevage	
	Chef de secteur social	
	Eaux et Forêts	
	Président d'APILOD	
	IRC	
	CICR	
	UNICEF	
	Inspection Académique du Centre	Thomas Mboyemote
	Centre de formation, Ndowara	Milfrid Magloire
	Focus des hommes d'affaires	-
	Focus chef de groupement	-
	Atelier de soudure, Garage Bandak	Blaise Nestor Bandakpara
	Fabricant de pains	Goudou Noël
	Fabricant de sceaux	Benapou Léon
	Boulanger	-
	Fabricant de briques	Moussa Didier
	Commerçant	Boukarie Tibeck
	Commerçant-détaillant de viande de bœuf	Ndibizi Chistian
	Commerçants de salade	Gotoua Grâce
	Cafétéria	Mandjia Frédéric

	Gargote	Moté Claudine
	Commerçant de manioc	Namkoissé Marie Thérèse
	Gargote	Kadjidja_Abakar
	Bar	M. Dangavo
	Bar Pamplemousse	-
	Bar le Pacifique	-
	Ciné-vidéo	Sanze Alain
	Moto-taxi	M. Mahamat ali
	Coiffeur	M. Touadéré Benjamin
	Délégué des Transporteurs d’eau	Ali Séraphin
	Photographe	Abetanga – Bisso Fulgence
	Focus femmes	-
	APRD	Col. Lacoué
	APRD	48 Combattants
	APRD	Focus combattantes
	APRD	Focus femmes associées
Mbrés	Chef de Poste vétérinaire	Dominique Mbaya
	Maison d’Arrêt	Jérôme Nguitogba
	Sous-préfet	
	Vice-président ADEM	Aline Yabada
	Boulanger	Ngonenzapa Sylvain
	Briquetier	Yaoute Emmanuel et Andet alexis
	Gérant de ciné-vidéo	M. Aldorafa Innocent
	Moto-taxi-	M. Poundeka Brice
	Bar	M. Seregaza Félix
	Focus jeunes filles	
	Focus 4 jeunes	

Annexe B : Méthodologie

Objectifs de l'étude socio-économique

L'etude socio-économique fournira les connaissances essentielles de base sur la situation socio-économique dans les zones de retour des combattants dans le Nord-ouest et le Nord-est de la RCA. La méthodologie est fondée sur une approche développée par Transition International en vue de l'identification des opportunités économiques pour la réintégration. Cette approche répond aux questions suivantes:

I. Quelle est la carte géographique/démographique de la communauté ?
II. Que font déjà les populations?
III. Quelles sont les opportunités d'emplois ?
IV. Quelles sont les demandes pour les biens et services ?
V. Quelles sont les réelles opportunités (écart entre l'offre et la demande) ?
VI. Quelles sont les compétences en demande en relation avec ces opportunités ?
VII. Quels types de formation, cours sont offerts en relation avec la demande pour les compétences identifiées ?
VIII. Quelles sont les mesures d'accompagnement nécessaires pour la stimulation des opportunités identifiées ?
IX. Quels sont les mécanismes d'exclusion socio-économique que l'on peut observer ?
X. Quels sont les profils personnels des individus ciblés dans le cadre de l'assistance à la réintégration ?

L'approche mentionnée ci-dessus a été renforcée pour donner une base plus solide aux volets économiques, mais aussi aux dynamiques sociales. L'étude fournira des données essentielles sur les cinq volets (5) suivants :

1) Profil des combattants (qualitatif seulement) ;
2) Opportunités économiques pour la réintégration dans la zone concernée ;
3) Disponibilité des services d'appui et de relèvement;
4) Attitudes envers la réintégration dans la communauté d'accueil, et ;
5) La dynamique du genre dans la réintégration.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que cette étude permettra de fournir des connaissances utiles qui vont servir de base pour la formulation d'un programme de réintégration socio-économique correspondant aux réalités locales des zones de retour des combattants de l'APRD, l'UFDR, le FDPC, l'UFR et le MLCJ.

Approche et calendrier de l'étude

En raison de la vaste étendue du Nord de la RCA, l'étude de terrain a été divisée en trois étapes : une première étape a consisté à visiter l'Ouham et l'Ouham-pendé du 29 nov. au 19 déc. 2009; une deuxième étape a couvert l'Ouham, l'Ouham-pendé et la Nana-gribizi du 25 janvier au 20 février 2010 et la troisième étape s'est focalisée sur la Vakaga, du 10 au 23 mars 2010.

La phase préparatoire du 04 au 11 juin 2009 a été l'occasion de prendre contact et de travailler avec des organisations et personnes clés (voir Annexe A). Les outils ont été adaptés et testés tandis que des instruments additionnels ont été développés. L'équipe de chercheurs a suivi une formation sur le thème clé de la réintégration et de la collecte des données dans un contexte politique et sécuritaire énormément difficile et sensible. L'agent

responsable au PNUD-Bangui, qui faisait partie de l'équipe de recherche à mi-temps, a également été entraîné aux techniques d'analyse des données, conjointement avec le développement d'un système d'analyse en faveur du PNUD-Bangui.

L'équipe a sillonné les zones respectives au cours des trois phases, à raison de trois à quatre semaines par phase, au cours desquelles elle cherchait à rencontrer le plus d'interlocuteurs possible.

***Composition de l'équipe de recherche** :*
Mission préparatoire – Irma Specht

Première mission (Ouham/Ouham-pendé):
Léopold Kouandongui - chef de mission.
Thierry Kouzoukendé, Gisèle Wazogbia, Sébastien Selinguino et Sylvie Ogoulo – chercheurs de terrain.

Deuxième mission (Ouham/Ouham-pendé et Nana Grbizi)
Emily Marr - chef de mission.
Thierry Kouzoukendé, Gisèle Wazogbia, Sébastien Selinguino et Sylvie Ogoulo – chercheurs de terrain.

Troisième mission (Vakaga)
Thierry Kouzoukendé - chef de mission (sur le terrain)
Emily Marr – suivi a Bangui
Gisèle Wazogbia, Sébastien Selinguino, Olivier Bassanganam et Paul Bonder Boubande- chercheurs de terrain.

Consolidation du rapport et présentation des résultats
Pyt Douma, Emily Marr, Kouame Remi Oussou (PNUD) Thierry Kouzoukendé, Olivier Bassanganam, Paul Bonder Boubande à Bangui, Christelle Sabiteka et Irma Specht aux Pays-Bas. Un support additionnel sur la mise en forme a été apporté par Sylvie Hessel (PNUD-Bangui). Tino Kreutzer a fait les cartes.

L'équipe de base a été sélectionnée par le PNUD-Bangui. Pendant l'étude, le consultant national (chef de mission) avait été remplacé pour assurer que l'etude soit suffisamment de qualité. Emily Marr de Transition International a remplacé le chef d'équipe de la première mission.

Kouame Remi Oussou (PNUD) a travaillé avec l'équipe en lui fournissant tout l'appui nécessaire à partir de Bangui pendant 3 mois, à temps partiel. Il a aussi contribué à l'édition du rapport final.

Les Outils
Plusieurs outils de recherche ont été développés afin de pouvoir approfondir la connaissance des différents groupes au sein de la société locale. Un grand nombre de ces outils ont été adaptés au contexte centrafricain[45], notamment des aide- mémoire (personnes ressources,

---

[45] Adapté de « Socio-economic Profiling and Opportunity Mapping Manual », Transition International et NODEFIC, 2007
http://www.transitioninternational.com/?Portfolio_and_Services:Recent_Publications

chefs des groupes politico-militaires) ; des questionnaires spécifiques (commerçants, artisans, combattant(e)s) ; des guides d'entretien pour les interviews collectives (jeunes, femmes, combattant(e)s et femmes associés).

A ce propos, un document de recherche a été développé, auquel le PNUD, l'UNICEF et la FAO ont apporté leurs contributions et commentaires, notamment en affinant et clarifiant les questionnaires. Une copie de ce document peut être obtenue au PNUD. Les outils suivants ont été développés :

1) Un guide d'entretien pour les personnes clés/ressources des communautés- Analyse du marché du travail
2) Un questionnaire pour les fabricants
3) Un questionnaire pour les commerçants
4) Un guide d'entretien pour la réalisation d'entretiens de groupes (« Focus Group ») - Communauté
5) Un Inventaire/identification des services de support à la réintégration
6) Un questionnaire pour les fournisseurs de formation professionnelle
7) Un questionnaire pour les fournisseurs de service aux artisans et petites entreprises
8) Une analyse des opportunités existantes
9) Un « Focus group » pour les hommes d'affaires
10) Un « Focus group » pour les jeunes
11) Un « Focus group » pour les femmes
12) Un « Focus group » pour les combattants (Un pour hommes, un pour femmes)
13) Un « Focus group » pour les femmes combattantes et femmes associées aux groupes armés
14) Un guide d'entretien pour les commandants et représentants des groupes politico-militaires

Logistique et partenariat avec DRC

L'Organisation non gouvernementale (ONG) Danish Refugee Council (DRC) a signé un contrat avec TI pour les arrangements logistiques (pour phases 1 et 2), y compris les mouvements de l'équipe sur le terrain, la sécurité, la communication, le payement de leur per diem et salaire. Le partenariat s'est très bien déroulé et pour les études futures, dans les zones où le PNUD a des difficultés pour opérer à cause de l'insécurité (MOSS), ce type de partenariat peut être dûment exploité.

Portée et limites de l'étude

Il faut souligner que les trois semaines sur le terrain n'ont pas permis de sillonner toute l'étendue des zones étudiées. En réalité, un certain nombre d'axes ont été suivis, et c'est le long de ces axes que les enquêtes se sont déroulées. Dans l'Ouham-pendé, il s'agit des axes Bozoum-Paoua, Paoua-Beboura-Bouguila, et Paoua-Bocaranga-Ngaoundai. Dans l'Ouham, il s'agit des axes Bossangoa-Bouca et Batangafo-Kabo. Dans la Nana Gribizi, l'axe Kaga-Bandoro-Batangafo a été exploité et, finalement dans la Vakaga, l'équipe a suivi l'axe Tiringoulou-Mélé et Birao- centre. En dehors de ces parcours cités, les chefs-lieux des préfectures ont été visités (Bozoum, Bossangoa, Kaga-bandoro et Birao).

L'échantillon des combattants est au nombre de 261. La répartition par mouvement est comme suit : APRD Ouham/Ouham-pendé : 128, APRD Nana-gribizi : 48, UFDR : 67 et MLCJ : 18. Malgré le nombre restreint de répondants du MLCJ, cet échantillon représente 3,5% de l'effectif estimé de ce mouvement. On peut conclure que l'étude couvre une zone qui s'étend entre l'Ouham-pendé au Nord-ouest et la Vakaga au Nord-est en passant par l'Ouham et la Nana-gribizi au Centre-nord.

L'approche adoptée par la présente étude qui a consisté à sillonner des axes et à exploiter tout ce qu'on trouve dans les "parages", est appelée approche 'boule de neige'. Elle peut être très efficace, mais dépend largement de la situation sécuritaire et politique sur place à un moment donné, notamment dans le contexte de la RCA.

D'une façon générale, l'étude a rencontré de multiples problèmes logistique, politique et sécuritaire. Par exemple, la seconde mission a été plusieurs fois reportée pour des raisons politiques (accès aux combattants de l'APRD de l'Ouham et de l'Ouham-pendé dénié par le chef du mouvement), ce qui a affecté le calendrier de cette mission. En outre, la troisième mission s'est déroulée dans une zone défavorable du point de vue sécuritaire, ce qui n'a pas permis à l'équipe de collecter suffisamment d'information. Par ailleurs, l'équipe était confrontee à la méfiance des populations à cause de la situation actuelle de violence.
Dans la seconde mission, l'atmosphère de frustration et de colère engendrée par les malentendus entre l'équipe de la campagne de sensibilisation et les combattants a non seulement opéré une mauvaise influence sur les rencontres avec les enquêtés, mais encore sur la profondeur des discussions.
Un autre problème qu'il est crucial de mentionner, c'était le manque de temps pour la collecte et l'analyse des informations clés, étant donné que dans la dernière proposition de l'etude que le PNUD a acceptée, le calendrier de réalisation de l'étude avait considérablement été réduit.
En plus du manque de temps, il y avait aussi le sentiment de suspicion qui régnait au sein des communautés, ce qui a fait que l'équipe a eu des difficultés pour rencontrer les femmes associées, d'où le manque de données fondamentales sur cette catégorie d'enquêtées. Il en est de même pour les enfants associés aux groupes armés. Des études spécifiques sont nécessaires plus tard pour compenser ce manque d'information spécifique.

Finalement, il faut dire qu'une étude de marché approfondie nécessite plus de temps et de capacité de recherche sur le terrain ; cette étude ne donne qu'un aperçu des caractéristiques majeures des marchés locaux et des dynamiques sociales.

Contraintes spécifiques

L'accès aux combattants a été parfois difficile. Lors de la première mission, le mouvement l'APRD a empêché l'équipe d'accéder à ses combattants dans l'Ouham et l'Ouham-pendé. Ce n'est que lors de la deuxième mission que l'équipe a pu revisiter les zones de ce mouvement et profiler ses combattants.

Durant la seconde mission effectuée dans la préfecture de la Nana-gribizi, l'équipe n'a pas pu travailler dans la préfecture du Bamingui-bangoran, car la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) n'a pas signé l'Accord de Paix Global[46]. En outre, le Front Démocratique du People Centrafricain (FDPC), pourtant signataire de l'APG, s'est montré

[46] La Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) de Charles Massie.

hostile à l’encontre de l’équipe qui n’a finalement pas pu travailler avec les combattants de ce mouvement. Le leader du mouvement, le colonel Miskine, a récemment déclaré que les différents accords de paix signés avec le Gouvernement étaient caducs. Malheureusement, cela a eu un effet sur l’ensemble de l’étude, puisque l’équipe n’a pas pu pleinement procéder à la cartographie des activités et opportunités économiques en vue de la réinsertion/réintégration des combattants de tous les cinq mouvements politico-militaires signataires de l’APG. L’équipe a également perdu quelques jours de travail à cause du fait qu’il y avait des malentendus concernant la distribution de la Primes Globale Alimentaire (PGA) dans la Nana-gribizi. En effet, une mission de sensibilisation était venue sur le terrain pour expliquer le processus DDR, mais les combattants attendaient de recevoir leur PGA. Les tensions qui s’en sont suivies ont causé un retard dans l’exécution des enquêtes sur le terrain.

Enfin, dans la Vakaga, il était impossible d’aller dans les zones sous contrôle de l’UFDR à cause de l’insécurité, car la MINURCAT n’était pas en mesure de fournir une escorte armée en dehors de la ville de Birao (40 km). Mais, l’équipe a pu inviter les combattants de ce mouvement à venir à l’entrée de Birao, ce qui explique encore le nombre restreint de répondants enquêtés pour ce mouvement.
Par ailleurs, durant la visite de l’équipe à Tiringoulou, il y avait une série d’incidents qui ont aggravé la situation de sécurité dans la zone. Il s’agissait, notamment, des incidents entre les ethnies Goula et Rounga. L’insécurité de l'équipe combinée au manque de mobilité dans les zones du mouvement UFDR a causé un départ prématuré de la mission de cette zone.

Annexe C : Exemples de microprojets possibles et leurs coûts d'investissement

Le mode idéal pour mettre en place une activité au profit des combattants est de le faire au sein de groupements. Des groupes de 5 à 10 combattants peuvent être intégrés dans des groupements déjà existants pour entreprendre des activités agricoles. Dans tous les cas, la proportion de combattants ne devrait pas dépasser les 50 % par rapport aux autres membres du groupement, et la taille d'un groupement peut varier de 15 à 20 producteurs.

1) Agriculture : le mode prédominant d'accès au foncier agricole est le droit d'usage gratuit, inhérent à l'appartenance à une communauté détentrice d'un terroir. Il s'en suit que le démarrage d'une activité agricole comprend essentiellement l'acquisition de semences, de matériels aratoires et d'un petit budget pour la main-d'œuvre.

Exemple de microprojets agricoles pour 15 personnes : tous les membres participent à l'activité étant entendu que le maraîchage nécessite beaucoup de main-d'œuvre (préparation de planches et arrosage).

Composition	**Kit maraîcher/groupement**	**PU (g) (FCFA)**	**TOTAL (FCFA)**
Semences maraîchères			
Tomate	25	600	15000
Oignon	50	600	30000
Carotte	25	600	15000
Laitue	25	600	30000
Haricot vert	50	600	30000
Concombre	50	600	30000
Chou Feuille	25	600	15000
Gombo	50	600	30000
Epinard	25	600	15000
Amarante	25	600	15000
Pastèque	50	600	30000
S/TOTAL 1			255000
Matériel aratoire			
Houe	20	2500	50000
Râteau	20	2000	40000
Arrosoir	20	2500	50000
S/TOTAL 2			140000
Matériel d'élevage et accessoires			
Taureau	1	100000	100000
Vaches	5	100000	500000
Sel	1	30000	30000
Médicaments	1	50000	50000
S/TOTAL 3			680000
TOTAL GENERAL			**1075000**

Exemple du coût d'un microprojet Maraîchage-Elevage de caprins pour un groupement de 15 membres

Composition	Kit maraîcher/groupement	PU (g) (FCFA)	TOTAL (FCFA)
Semences maraîchères			
Tomate	75	600	45000
Oignon	150	600	90000
Carotte	75	600	45000
Laitue	75	600	45000
Haricot vert	150	600	90000
Concombre	150	600	90000
Chou Feuille	75	600	45000
Gombo	150	600	90000
Epinard	75	600	45000
Amarante	75	600	45000
Pastèque	150	600	90000
S/TOTAL 1			720000
Matériel aratoire			
Houe	20	2500	50000
Râteau	20	2000	40000
Arrosoir	20	2500	50000
S/TOTAL 2			140000
Matériel d'élevage et accessoires			
Bouc	2	40000	80000
Chèvres	30	40000	1200000
Logement	1	30000	30000
Médicaments	1	50000	50000
S/TOTAL 3			1360000
TOTAL GENERAL			**2220000**

La même initiative peut être entreprise avec les cultures vivrières. A ce niveau, pour un groupement de 15 membres, il faut prévoir une paire de bœufs et deux charrues pour la culture attelée. Il doit y avoir des parcelles appartenant au groupement et des parcelles individuelles sur lesquelles ils peuvent utiliser les bœufs du groupement, ou encore solliciter l'aide des autres membres du groupement.

Exemple du coût d'un microprojet de culture attelée pour un groupement de 15 membres

Composition Kit vivrier/ménage			**PU semence (FCFA)**	**TOTAL (FCFA)**
Types de semences	Superficie (ha)	Quantité (kg)		
Arachide (Flower, ICGV, 23 K, 2 IE)	8	240	500	120000
Maïs (Variété locale)	5	40	350	14000
Niébé (lori)	4	80	400	32000
Sésame (S42, variétés locales)	2.4	200	400	80000
Sorgho (S rouge)	8	240	250	60000
Riz (variété locale)	3	200	400	80000
S/TOTAL 1	30.4			386000
Autres composantes	Quantité			
Charrues et accessoires	1		600000	600000
Bœufs	2		150000	300000
Houe	20		2500	50000
Machette	20		2250	45000
S/T 2				995000
TOTAL GENERAL				**1381000**

2) Projet d'élevage de bovins pour un groupement de 5 membres: chaque membre du groupement disposera d'une femelle et un mâle géniteur servira pour tout le groupement. Le mâle ira d'un éleveur à un autre en fonction du rut. A côté de cette activité d'élevage, les membres du groupement sont encouragés à faire du maraîchage, l'idée étant de sédentariser ces éleveurs et d'introduire les autochtones dans cette filière qui a longtemps appartenu aux éleveurs nomades ou transhumants.

3) Projet d'équipement des pêcheurs (par exemple à Ouandja qui est pourvue de cours d'eau très poissonneux dont les produits halieutiques viennent approvisionner les marchés de Bangui, Bria, Bambari et ceux de la Vakaga et du Soudan).

Besoins	**Quantité**	**PU (FCFA)**	**Total (FCFA)**
Filet	2	30000	60000
Pirogue	1	50000	50000
Sagaie	1	3000	3000
Machette	2	2250	2250
TOTAL			**115250**

4) Coûts des kits de transformation de produits agro-alimentaires

Unité	**Prix estimatif (FCFA)** [47]
Unité manuelle de fabrication de beurre, fromage et yaourt	243,000
Unité manuelle de production de jus de tomate	324,000
Unité manuelle de production de conserve de tomate	162,000
Unité manuelle de production de confiture de tomate	180,600
Unité manuelle de production de concentré de tomate	162,000
Unité manuelle de production de tomate en poudre	283,800
Unité manuelle de production de sucre brun de canne	3,283,200
Unité manuelle de séchage solaire à air tout légume, fruit, viande, poisson	292,200
Unité de production de bière de banane	438,000
Unité de production de miel par 2 ruches	647,400
Unité manuelle de fabrications de 50 kg/j de savons	2,918,400
Unité manuelle de fabrication de charcuterie	291,600
Unité manuelle de fabrication de pain, pâtes alimentaires, raviolis gaufres, beignets	441,000
Unité manuelle de fabrication de jus de fruits	438,000
Unité manuelle de conserve de fruits et légumes	438,000
Unité manuelle de production de confiture à base de fruit	219,000

[47] Les coûts estimatifs sont fondés sur un projet prévu entre le Conseil Danois pour les Réfugiés et MFS - "Mecanisations des petits métiers. L'équipe de recherche a reçu cette information de la DRC. L'équipe se réunira avec la MFS pour discuter - les résultats seront présentés dans le rapport de synthèse. http://m.f.s.site.voila.fr/

6) Coûts des kits pour les autres activités génératrices de revenus

Le secteur tertiaire englobe une variété d'activités génératrices de revenus. Certaines d'entre elles nécessitant des matériels à des coûts élevés, il est recommandé de les pratiquer également en groupement.

Activités Génératrice de Revenus	**Kit**	**Coûts (FCFA)**
Arachides	MANUEL: Presse d'huile, décortiqueuse et machine à pâte	350 000
Moulin	Moulin multifonction pour céréale, essence, ct.	185 000
Atelier de couture	Machine à coudre + matière première + outillage	250 000
	Machine à coudre + surfileuse + matière première + outillage	450 000
Boulangerie (Pain et beignets)	Farine de blé, sucre, sel, levure, bassines, etc.	350 000
Caféteria/Gargote/Restaurant	Marmites, casseroles, bassines, couteaux, tables, couverts (assiettes, verres), etc.	500 000
Spécialisation dans la Saponification pour l'approvisionnement des autres localités	200 l d'huile de palme + outillage tel que bassines, sceaux, produits chimiques, etc./	300 000
	Avec machine : boudineuse, etc.	3 000 000
Huile de palme	Stock d'huile de palme (1000 l + bâtiment + outillages)	1 000 000
Fabrication de briques	Presse à brique, pelles, barre à mine, brouettes, pioches, poussettes, etc. (nécessité).	350 000
	Brique cuite au four	1 000 000
Tuiles		350 000
Boutiques villageoises	Produits de première nécessité : savon, sel, sucre, allumettes, thé, café, cigarettes, piles, torches, etc …	400 000
Plateforme multifonctionnelle	Machine (moulin, décortiqueuse), presse recharge (batterie, portables), photocopieuse, poste de soudure, essence ou gasoil + bâtiment	12 500 000
Forge	kit outillage + matière première + hangar	(à déterminer)
Soudure	Kit Atelier: gros équipement + kit outillage + matière première + hangar	3 0000 000
	kit formation	200 000
	kit insertion dans l'atelier	350 000
Maçonnerie	IND	(à déterminer)
Menuiserie	kit outillage + mat première + hangar	(à déterminer)
Apiculture		150 000
Beurre de karité	Torréfacteur, presse, outillage	450 000

ANNEXE D : LES OPPORTUNITÉS ECONOMIQUES					
LOCALITE	**ACTIVITES**	**JUSTIFICATIONS**	**INTRANTS**	**DIFFICULTES**	**SECTEUR ADAPTE AUX ENFANTS (PLUS DE 15 ANS)?**
BOZOUM	Intensification de la culture attelée: manioc, arachide, sésame, riz et coton	Besoins non satisfaits de la population locale,	Bœufs, semences, charrue, pièces de rechange, engrais	Fourniture en semences	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Diversification du maraîchage	Forte demande vers les pays voisins et les grandes villes (femmes et enfants)	Semences (céleri, persil, piment rouge, surtout oignon), outils agricoles, formation	Manque de semences de qualité Manque des matériels Manque de formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Valorisation du petit élevage	Source d'épargne (femmes et enfants)	caprins, porcins, volailles Médicaments vétérinaires, aliments	Approvisionnement des vaccins Cas de vols	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Vente de méchoui de porc	Forte consommation du produit	Viande de porc Hangar aménagé Couteau et ingrédients	Mauvaise appréciation par la communauté musulmane	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Amélioration des techniques d'exploitation de l'or	Existence de beaucoup de mines dans la région notamment à PARE et à GARO, Vente facile à des prix intéressants	Motopompes, matériels associés, organisation des exploitants	Manque d'organisation administrative	Non - dangereux
	Intégration dans les FACA	-	-	Non tenue des promesses	Non - l'âge minimum
	Fabrication de savon artisanal, transformation alimentaire (beignet,	Adapté aux femmes et aux handicapés	Ustensiles nécessaires	Absences des ingrédients (huile, soude)	Oui, si les heures de travail sont

	fromage)		Ingrédients (sucre, l'huile, presse)	Manque de formation Disponibilité des intrants	respectées
PAOUA	Ouverture de cafétéria améliorée	Absence dans la ville	Hangar, thermos, tasses, bouilloires, ingrédients	Disponibilité des ingrédients (sucre, café, beurre, lait, œufs…)	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Petits commerces de produits de premières nécessités	Forte demande (femmes et enfants)	Hangar, budget de départ	Absence de culture de commerce	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Ouverture de salon de couture	Forte demande Peu de tailleurs présents	Machine à coudre, formation, fils, divers	Pièces de rechange	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Elevage sédentaire de bovins	Pâturage abondant Peu d'éleveur	Bovins, produits vétérinaires	Pillage	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Augmentation des parcelles vivrières grâce à la culture attelée	Sols fertiles à l'arachide, mil, sorgho	Charrues, bœufs, formation, pièces de rechange	Disponibilité des semences	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Développement du petit élevage	Facile à élever même pour des femmes, des enfants et des handicapés	Reproducteur, logement, médicaments, aliments, formation	Vols, épidémies	Oui, si les heures de travail sont respectées
BOCARANGA	Elevage du gros et du petit bétail (caprins, ovins, volailles)	Pâturage abondant Pratique maîtrisée	Reproducteurs, produits vétérinaires, formation	Epidémie	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Ouvertures d'ateliers de forge, maçonnerie, menuiserie,	Manque d'ouvriers spécialisés dans la ville	Kits d'outillage, formation	Absence de formateurs Absence de centre de formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Développement de l'apiculture et de la pisciculture	Zone favorable à ces activités Forte demande des produits	Alevins, formation	Formation	Oui, si les heures de travail sont respectées

	Intensification de la culture attelée	Forte demande des produits vivriers	Charrues, bœufs, formation	Disponibilité du matériel nécessaire	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Culture du coton	Possibilité de ravitailler l'usine d'égrenage de Djim	Semences, engrais, pesticides, charrues, bœufs	Absence de semence	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Ouverture de boucherie	Peu de bouchers dans la ville	Formation	Rareté de la matière première	Oui, si les heures de travail sont respectées
		Métier rentable	Fond de départ Petit matériel		
	Vente de produits vivriers et de caprins vers Bangui	Circuit financièrement intéressant (femmes)	financement	Transport	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Transformation de maïs, manioc en farines	Forte demande	moulins	Finance	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Ouverture de restaurant	Absence de restaurant dans la ville (femmes)	Bâtiment Couverts Chaises, tables	Trouver un bon emplacement	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Vente de produits vivriers et de caprins vers Bangui	Circuit financièrement intéressant (femmes)	financement	Transport	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Intensification de la culture attelée	Forte demande des produits vivriers	Charrues, bœufs, formation	Pièces de rechange	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Elevage des petits ruminants et de porcs	Constitution de source de revenu (femmes et enfants)	Reproducteurs, médicaments	Epidémie	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Fabrication des tamis	Demande insatisfaite	Contre-paquet Pointes	Rareté de la matière première	Oui, si les heures de travail sont respectées

	Culture du coton	Vente facile	Charrues, bœufs, motoculteurs	Vente à crédit	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Production Minière	Présence des mines	motopompes, matériels associés, organisation des exploitants	Absence de transparence dans le secteur	Non-dangereux
	Développement du commerce d’articles divers	Possibilité de générer des revenus+C70	Fond de commerce	Manque d’encadrement	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Extraction de beurre de karité	Forte demande	Presse, groupe, carburant, karité	Manque de formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
BOSSANGOA	Développement de l’apiculture et de la pisciculture	Zone favorable à ces activités Forte demande des produits	Alevins, formation	Disponibilité des alevins	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Briqueterie en groupement	Forte demande	Presse	Formation en gestion	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Introduction du maraîchage	Besoin exprimé (femmes et enfants)	Semences, outillage, formation	Maîtrise du circuit	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Elevage des petits ruminants et de porcs	Constitution de source de revenu (femmes et enfants)	Reproducteurs, médicaments	Epidémie	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Elevage de bovins	Source de revenu	Reproducteurs	Comment soutenir le quotidien	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Unité d'égrenage du coton graine	Production existante	usine à réhabiliter	Absence de financement	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Développement de commerce d’articles divers	Possibilité de générer un revenu (enfants, femmes)	Fond de commerce	Manque d’encadrement	Oui, si les heures de travail sont

					respectées
NANA-BAKASSA	Culture attelée	Peu de surfaces cultivées	Charrues, bœufs, semences		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Ouverture de quincaillerie	Forte demande	Boutique, articles	Gestion d'une unité de commerce	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Intensification de la culture attelée: manioc, arachide, sésame, maïs	Besoins non satisfaits de la population locale,	Bœufs,	Fourniture en semences	Oui, si les heures de travail sont respectées
			semences,		
		forte demande vers les grandes villes	charrue,	Fourniture en pièces de rechanges	
			pièces de rechange,		
			engrais		
BOUCA	Valorisation du petit élevage (caprins, volailles)	Source d'épargne (femmes et enfants)	caprins, porcins, volailles	Approvisionnement en vaccins	Oui, si les heures de travail sont respectées
			Médicaments vétérinaires, aliments	Cas de vols	
	Intensification de la culture d'oignon	Forte demande vers les pays voisins	Semences, matériels aratoires	Manque de formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Intensification de la culture attelée ou motorisée: manioc, arachide, sésame, maïs	Besoins non satisfaits de la population locale,	Bœufs,	Fourniture en semences	Oui, si les heures de travail sont respectées
		forte demande vers les grandes villes	semences,	Fourniture en pièces de rechanges	
			charrue,		
			pièces de rechange,		
			engrais		
BATANGAFO	Développement de la pêche	Très pratiquée	Filets, pirogues, lignes		Oui, si les heures de travail sont respectées

	Elevage des petits ruminants	Constitution de source de revenu (femmes et enfants)		Epidémie	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Création d'huilerie à partir du sésame	Beaucoup de sésame produit	Presse	Formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
NANA GRIBIZI	Intensification de la culture de l'arachide, le sorgho, le mil, le haricot (niébé), riz paddy, le sésame, le bisap	Marchés potentiels existants avec les pays voisins (Tchad, Soudan)	Semences, outillage, formation	Disponibilté des pièces de rechange	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Culture du coton	Vente facile	Charrues, bœufs, motoculteurs	Vente à crédit	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Elevage (gros bétail : bovin ; et petit bétail : caprins, ovins, volailles et porcins).	Activité maîtrisée par la population et disponibilité de pâturage	Reproducteurs, médicaments	Pillage par les zaraguina	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Mécanique	Demande insatisfaite	Kits d'outillage, formation	Absence de centre de formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Menuiserie		Kits d'outillage, formation		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Forge		Kits d'outillage, formation		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Soudure		Kits d'outillage, formation		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Couture		Kits d'outillage, formation		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Transformation des produits alimentaires	Demande insatisfaite	Kits d'outillage, formation	Absence de matières premières	Oui, si les heures de travail sont respectées

	Petit commerce	Mise en œuvre facile	Boutique, articles	Manque de notion de gestion	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Taxi-moto		formation		Non - l'âge minimum
	L'hôtellerie et la restauration	Demande insatisfaite	Bâtiment, matériels de cuisine, matériel de fonctionnement	Matières premières	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Réparation de vélo et moto	Forte demande	Kits d’outillage, formation		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Cultures maraîchères (laitue, tomate, oignon	Intérêt de plus en plus manifesté	Semences, outillage, formation	Maîtrise de la technicité	Oui, si les heures de travail sont respectées
VAKAGA	Intensification de la culture de l’arachide, le sorgho, le mil, le haricot (niébé), riz paddy, le sésame, le bisap et le mais	Besoins non satisfaits de la population locale,	Semences, outillage, formation	Semences et pièces de rechange	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Elevage des petit bétail : caprins, ovins, volailles	Forte demande	Reproducteurs, médicaments	Epidémie	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Mécanique	Demande manifestée par la jeunesse	Kits d’outillage, formation	Absence de centre de formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Menuiserie		Kits d’outillage, formation		
	Forge		Kits d’outillage, formation		
	Soudure		Kits d’outillage, formation		
	Couture		Kits d’outillage, formation		
	Transformation des produits alimentaire	Forte demande	Kits d’outillage, formation	Absence de matières premières	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Petit commerce		Boutique, articles		Oui, si les heures de travail sont respectées

	L'hôtellerie et la restauration	Services inexistant	Bâtiment, matériels de cuisine, matériel de fonctionnement	Matières premières	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Réparation de vélo	Demande exixtante	Kits d’outillage, formation	Formation	Oui, si les heures de travail sont respectées
	Cultures maraîchères (laitue, tomate, oignon)		Semences, outillage, formation	Maîtrise des techniques culturales et disponibilité des semences	Oui, si les heures de travail sont respectées
	La pêche artisanale et la conservation		Kits d’outillage, formation		Oui, si les heures de travail sont respectées
	Produits artisanaux minière	Présences des mines	Kits d’outillage, formation	Manque de transparence et surexploitation des petits artisans	Non - dangereux

Annexe E : Les services d'appui

